

Ce qui compte d'abord

GRUPE FINANCIER BANQUE TD – 146^e RAPPORT ANNUEL – 2001



Groupe Financier Banque TD

Le Groupe Financier Banque TD offre une gamme complète de produits et services financiers à plus de 13 millions de clients au Canada et ailleurs dans le monde. Nous sommes structurés en quatre entreprises, chacune d'entre elles contribuant au succès de l'ensemble.



Gestion de patrimoine TD

<p>Services bancaires personnels et commerciaux</p> <p><i>Activités de détail</i></p> <p>50 % DU REVENU NET D'EXPLOITATION TOTAL SELON LA COMPTABILITÉ DE CAISSE¹</p>	<p>Services bancaires en gros</p> <p><i>Activités de gros</i></p> <p>42 % DU REVENU NET D'EXPLOITATION TOTAL SELON LA COMPTABILITÉ DE CAISSE¹</p>	<p>Service de courtage autogéré</p> <p><i>Activités de détail</i></p> <p>3 % DU REVENU NET D'EXPLOITATION TOTAL SELON LA COMPTABILITÉ DE CAISSE¹</p>	<p>Gestion de placements, courtage traditionnel et planification financière</p> <p><i>Activités de détail et de gros</i></p> <p>5 % DU REVENU NET D'EXPLOITATION TOTAL SELON LA COMPTABILITÉ DE CAISSE¹</p>
<p>Est l'entreprise de services bancaires personnels et commerciaux la plus importante du Canada, avec environ 10 millions de clients personnels, affaires et commerciaux.</p> <p>Fournit un éventail complet de produits et services financiers aux particuliers partout et en tout temps – par l'accès à plus de 1 200 succursales qui offrent les meilleures heures bancaires au pays, par téléphone, par Internet et par plus de 2 700 guichets automatiques bancaires.</p> <p>Assure aux entreprises canadiennes des services de prêt, de dépôt, d'épargne et des produits de placement ainsi qu'un grand éventail de services bancaires courants, de gestion de fonds et de trésorerie.</p> <p>Offre une gamme complète de produits, de services et de canaux d'accès aux clients personnels et commerciaux américains et fournira des services bancaires électroniques aux clients du Royaume-Uni en 2002, sous réserve de l'approbation des organismes de réglementation.</p>	<p>Est la banque de gros la plus rentable du Canada.</p> <p>Offre des produits et services financiers pour répondre aux besoins des grandes entreprises, des gouvernements et des clients institutionnels du monde entier.</p> <p>Est chef de file pour ses compétences dans les cinq principaux secteurs des finances suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • services de placements • marchés de capitaux empruntés • actions institutionnelles • actions privées • change 	<p>Est un chef de file mondial pour les placements autogérés, administrant plus de 3,3 millions de comptes clients actifs partout dans le monde.</p> <p>Fournit aux investisseurs et aux conseillers financiers une gamme complète de produits et services intégrés de courtage, de fonds communs de placement, d'activités bancaires et d'autres produits financiers à l'intention des consommateurs.</p> <p>Dessert des clients aux États-Unis, au Canada, au Royaume-Uni et en Australie et, par des coentreprises, au Japon, en Inde, à Hong Kong et au Luxembourg.</p> <p>Est détenue en propriété exclusive par La Banque TD depuis le 26 novembre 2001.</p>	<p>Est l'un des plus imposants gestionnaires, conseillers et distributeurs de produits de placement du Canada, avec un actif géré de plus de 119 milliards de dollars.</p> <p>Offre des fonds communs de placement, des fonds mis en commun, la gestion de comptes distincts et des services de courtage aux particuliers et des services de gestion de placements aux caisses de retraite, aux sociétés, aux institutions, aux fonds de dotation, aux fondations et aux particuliers à valeur nette élevée.</p> <p>La société Fonds Mutuels TD est le cinquième gestionnaire de fonds communs de placement en importance au Canada, gérant, pour le compte de plus de 1,4 million d'investisseurs, environ 30,3 milliards de dollars placés dans 73 fonds communs de placement et 30 portefeuilles gérés.</p> <p>TD Capital quantitatif, qui gère des actifs indexés, améliorés et structurés à l'intention d'institutions, de particuliers à valeur nette élevée et de clients de détail, est le plus grand gestionnaire de fonds indiciaires et quantitatifs du Canada.</p>

¹ Les mesures du revenu net d'exploitation selon la comptabilité de caisse sont expliquées dans les tableaux 1 et 2 sous Information supplémentaire aux pages 32 et 33.

Investisseurs. Clients. Employés.



Le Groupe Financier Banque TD est à l'image de ses gens.

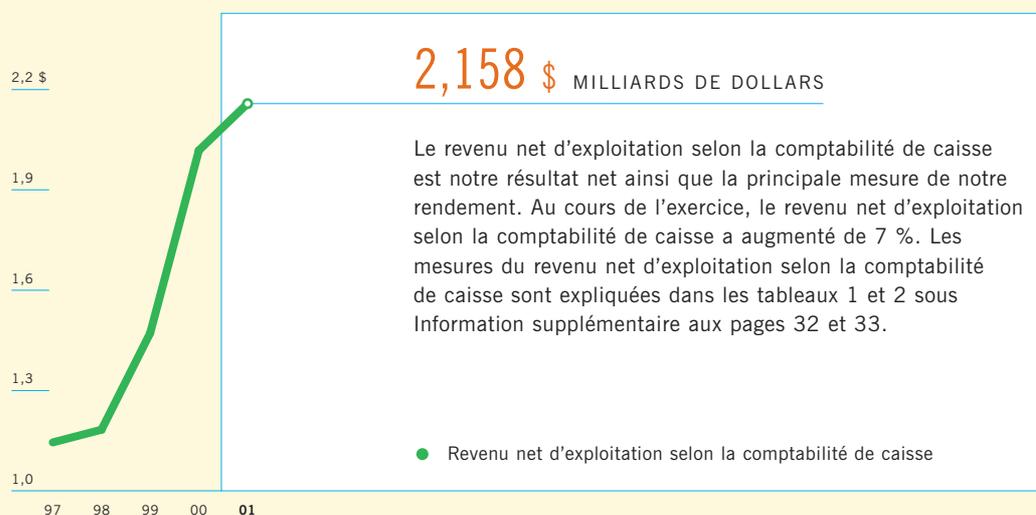
Nous sommes plus de 13 millions d'investisseurs, de clients et d'employés au Canada et partout dans le monde.

Ce qui compte pour vous compte aussi pour nous. Voilà pourquoi nous comptons bâtir la meilleure institution financière canadienne en Amérique du Nord pour nos clients et nos employés et pourquoi nous continuerons à trouver des moyens de fournir des rendements solides pour nos actionnaires.

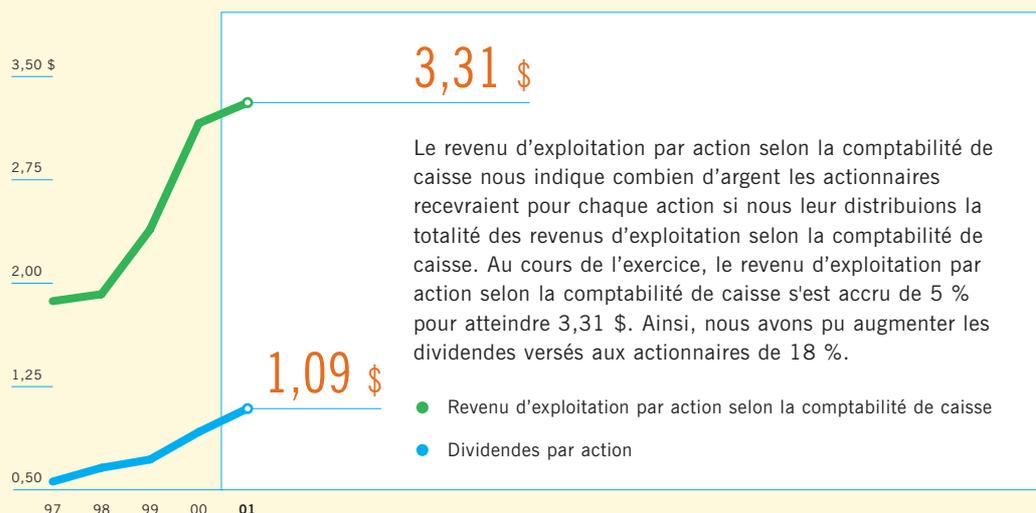
Le présent rapport annuel s'adresse à nos actionnaires. Vous y découvrirez nos réalisations de l'exercice écoulé et nos plans d'avenir. Nous vous invitons à le lire attentivement pour en connaître davantage.

Points saillants financiers

REVENU NET D'EXPLOITATION SELON LA COMPTABILITÉ DE CAISSE



REVENU D'EXPLOITATION ET DIVIDENDES PAR ACTION SELON LA COMPTABILITÉ DE CAISSE



Principales mesures de rendement et objectifs

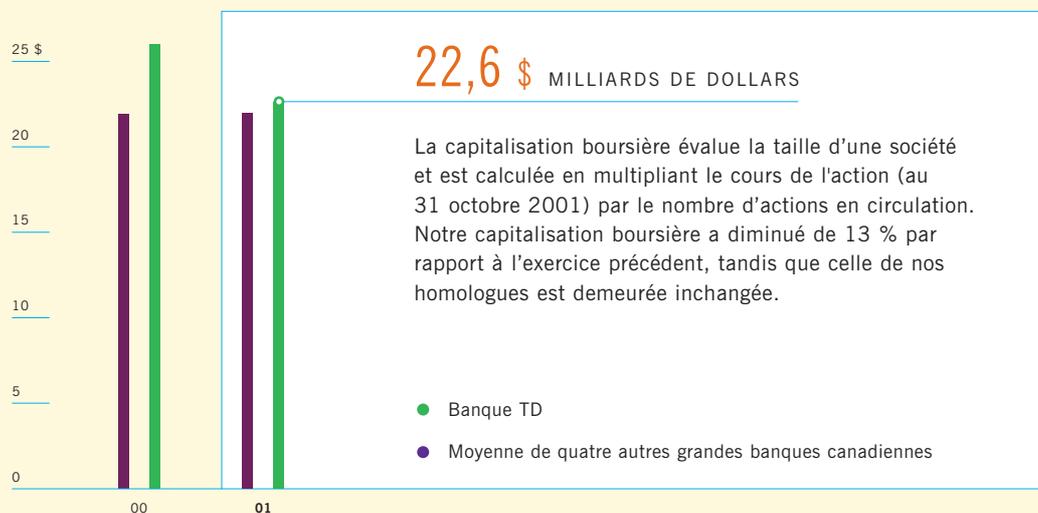
RENDEMENT D'EXPLOITATION DE L'AVOIR SELON LA COMPTABILITÉ DE CAISSE

Objectif 2001 :	de 17 % à 20 %	Le rendement d'exploitation de l'avoir selon la comptabilité de caisse est une indication sommaire du degré d'efficacité avec lequel nous utilisons les capitaux que nos actionnaires nous confient. Notre objectif de rendement de l'avoir tient compte des perspectives économiques sur chacun des marchés où nos entreprises exercent des activités.
RÉSULTAT 2001 :	18 %	
Moyenne de quatre autres grandes banques canadiennes :	17 %	
Objectif 2002 :	de 17 % à 20 %	

EFFICIENCE LIÉE À L'EXPLOITATION SELON LA COMPTABILITÉ DE CAISSE POUR TD CANADA TRUST

Objectif 2001 :	61 %	Ce ratio mesure combien de frais autres que d'intérêts nous devons dépenser pour dégager un dollar de revenu, ce qui nous indique le degré d'efficacité de nos activités. Plus le pourcentage est faible, meilleure est l'efficacité. Puisque l'efficacité mesure avec plus de précision les activités de détail, notre objectif d'efficacité lié à l'exploitation pour TD Canada Trust pour 2002 est de 58,5 % selon la comptabilité de caisse, à l'exclusion des frais de financement liés à l'acquisition de Canada Trust.
RÉSULTAT 2001 :	59,6 %	
Moyenne de quatre autres grandes banques canadiennes :	62 %	
Objectif 2002 :	58,5 %	

CAPITALISATION BOURSIÈRE



TOTAL DU RENDEMENT AUX ACTIONNAIRES



Source : BMO Nesbitt Burns, *Total Return Performance: The World Series Among the "Big 5"*, 10 novembre 2000, mis à jour selon l'information supplémentaire obtenue des rapports trimestriels de la Banque.

PROVISION POUR PERTES SUR CRÉANCES¹

Objectif à long terme :	0,35 %	Le ratio de la provision pour pertes sur créances évalue le montant que nous réservons sur nos revenus pour couvrir les pertes sur prêts, par rapport au total des prêts. Plus ce ratio est élevé, plus le montant réservé est élevé.
RÉSULTAT 2001 :	0,48 %	
Moyenne de quatre autres grandes banques canadiennes :	0,73 %	

¹ En pourcentage de la moyenne nette des prêts, y compris les engagements de clients en contrepartie d'acceptations, à l'exclusion des valeurs mobilières achetées en vertu de prises en pension et à l'exclusion de l'augmentation des provisions globales générales.

Ce qui compte d'abord

Le Groupe Financier Banque TD a enregistré d'excellents résultats pour 2001. De plus, nous avons accompli bien des choses. Pour une année ponctuée d'un recul des marchés et d'un ralentissement économique, il s'agit-là d'une réalisation remarquable.

En 2001, nous avons dû relever deux grands défis : l'intégration de notre acquisition de Canada Trust et l'impact de l'économie et des marchés sur nos entreprises, surtout notre entreprise de courtage autogéré, traditionnellement solide, et nos franchises de crédit aux sociétés de télécommunications. Nos entreprises ont su relever ces défis – et ont accompli bien plus encore – en faisant preuve d'une grande détermination et de grandes compétences.

Cette réussite n'aurait pas été possible sans notre solide équipe – nous n'avions jamais autant exigé d'eux et nous sommes fiers de leur capacité, de leur souplesse et de leur professionnalisme exceptionnels.

TD Canada Trust, notre entreprise de services bancaires personnels et commerciaux, a réalisé deux projets cruciaux au cours de l'exercice : l'intégration de Canada Trust et la mise en œuvre d'une seule marque dans tout le pays. Notre fusion avec Canada Trust a été la plus importante jamais enregistrée au Canada dans le secteur des services financiers. Elle a entraîné le regroupement de centaines de succursales, de milliers d'employés et de millions de clients, et nous a propulsés du cinquième rang dans les services bancaires de détail au Canada au rang de leader pour la plupart de nos services de détail.

Lorsque nous avons annoncé notre intention d'acquérir Canada Trust en août 1999, nous avions défini des objectifs précis pour la gestion des coûts, la satisfaction de la clientèle ainsi que la croissance des revenus et des parts de marché. Nous sommes en voie d'atteindre tous ces objectifs et sommes heureux d'affirmer que, pendant cette étape critique, nous avons accru de 106 points de base notre part du marché des dépôts personnels sans terme, ce qui nous porte en tête de liste parmi les grandes institutions financières du Canada. Nous apprécions la confiance que nos clients nous ont témoignée et les remerçons de leur patience et de leur compréhension durant les périodes où notre intégration s'est moins bien déroulée que prévu.

Valeurs Mobilières TD, notre entreprise de services intégrés de placements de gros, a affiché des revenus et un rendement des capitaux propres records avec son portefeuille diversifié. Parmi ses nombreux succès pour 2001, signalons l'intégration des activités de Newcrest Capital liées aux actions institutionnelles et la concrétisation d'une série de placements historique à l'étranger pour le compte de TELUS Corporation, dont le produit a totalisé 9,2 milliards de dollars – le plus important financement d'entreprise jamais réalisé par un émetteur canadien.

TD Waterhouse, notre entreprise de courtage autogéré, a ouvert plus de 535 000 nouveaux comptes, malgré les ralentissements spectaculaires des opérations boursières et la contraction de leur volume à l'échelle de l'industrie. Cette augmentation des comptes a élargi notre clientèle et démontre un virage continu et à perspective plus longue vers un actionariat individuel et un placement autogéré en ligne.

Gestion de patrimoine TD, notre groupe de gestionnaires, conseillers et distributeurs de produits de placement, a vu l'actif qu'il gère passer de 112 milliards de dollars à 119 milliards de dollars. Cette croissance est le fruit de nouveaux mandats institutionnels et de nouvelles ventes de fonds communs de placement, ce qui illustre la solidité de ses diverses activités.

Ce qui compte

Dans le présent rapport annuel, nous expliquons ce qui compte pour nous – investisseurs, clients et employés. Nous croyons – et l'expérience nous l'a prouvé – que la meilleure façon de rentabiliser notre Banque est de nous assurer que les intérêts des trois se rejoignent. Nous voulons être sûrs que nos clients sont bien servis et que nous traitons nos employés comme nous aimerions qu'ils traitent nos clients, car, ensemble, ils contribuent à l'accroissement de la valeur pour nos investisseurs.

Nous appliquons cette démarche à nos services de détail, en suivant une approche disciplinée et analytique pour mesurer la satisfaction de la clientèle et du personnel, en cernant tôt les problèmes et en les réglant dès que possible. Cette approche réussit tellement bien à nos services bancaires de détail que nous sommes en train de l'étendre à d'autres secteurs de notre organisation.

Stratégie réussie

S'attacher à ce qui compte signifie un engagement inconditionnel, une profonde réflexion et une planification exhaustive à l'échelle de toutes nos entreprises et à tous les niveaux de notre organisation. Ce principe repose sur les quatre objectifs stratégiques suivants :

- prendre de l'envergure;
- continuer sur notre lancée;
- être partie de l'avenir des services bancaires;
- exercer des activités nord-américaines.

Prendre de l'envergure

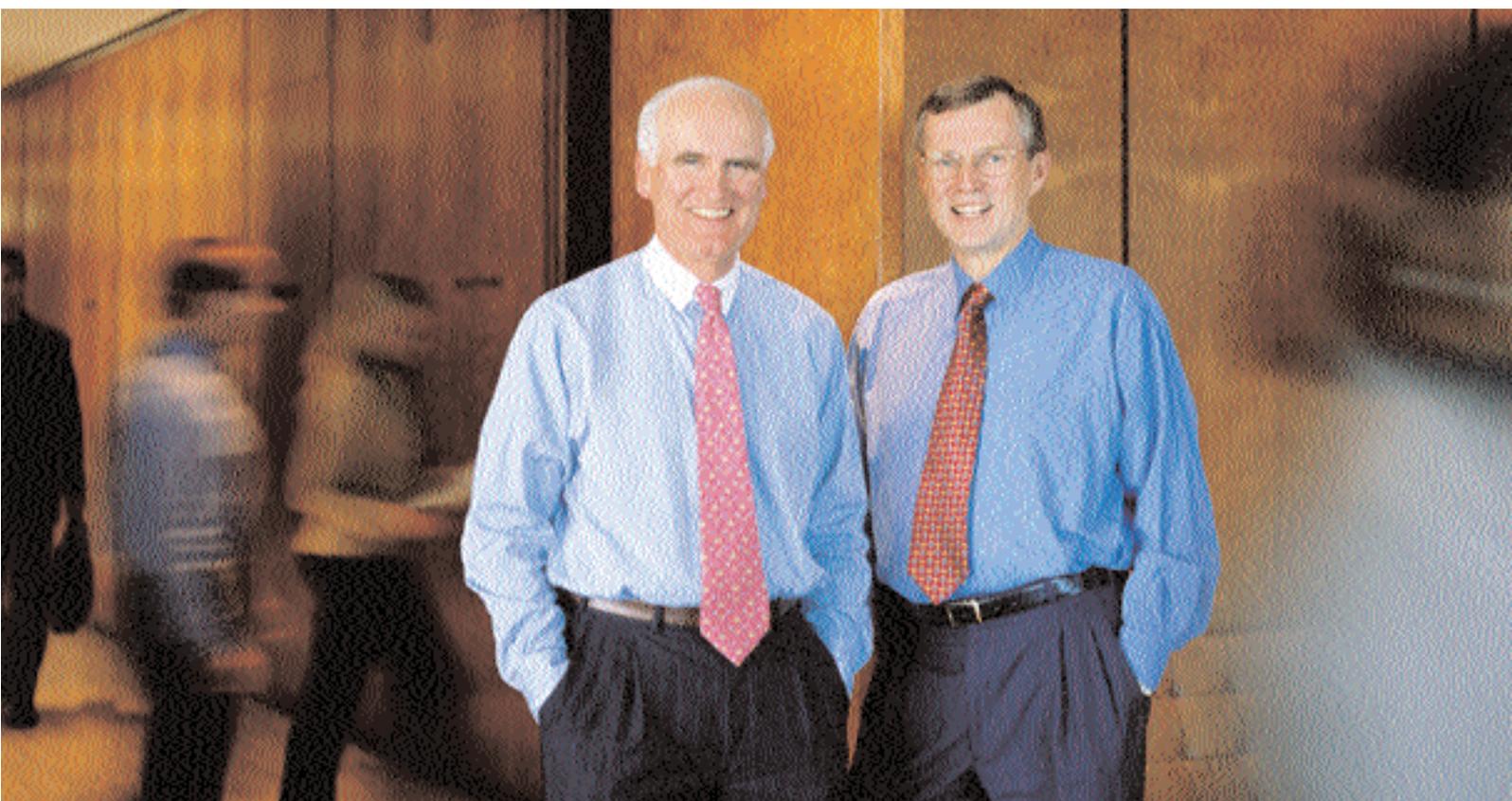
Prendre de l'envergure est essentiel, car, selon nous, une entreprise sans envergure peut difficilement rivaliser avec ses adversaires tant sur la scène internationale que nationale.

TD bâtit, acquiert et emprunte pour prendre de l'envergure. Par exemple, nous avons bâti notre banque de gros, par l'entremise de Valeurs Mobilières TD. Nous avons acquis Waterhouse Investor Services, Canada Trust et Newcrest Capital. Aussi, continuons-nous d'emprunter pour notre envergure, en recourant à l'impartition et en faisant équipe avec d'autres sociétés.

Notre objectif : prendre de l'envergure le plus rapidement possible, mais pas au détriment de notre taux de rendement interne requis. Nous n'effectuons des acquisitions que si elles nous permettent de devenir un joueur clé sur un marché. Par exemple, l'acquisition de TD Newcrest, puis son lancement au début de l'exercice, ont renforcé la position de Valeurs Mobilières TD au chapitre des actions institutionnelles et des services de placements.

Charlie Baillie : à gauche

Ed Clark : à droite



Continuer sur notre lancée

Nous nous affermissons en travaillant ensemble pour trouver des façons de profiter des atouts offerts par chacune de nos entreprises.

Ainsi, maintenant que l'intégration de TD Canada Trust est pratiquement achevée, nous disposons d'une grosse clientèle dans les services bancaires de détail pour y demeurer comme chef de file et intensifier nos activités de gestion de patrimoine. En outre, en rachetant le reste des actions ordinaires de TD Waterhouse Group, nous pouvons mieux intégrer nos activités de gestion de patrimoine, simplifier notre exploitation et jouir d'une plus grande souplesse pour répondre aux besoins des clients.

Être partie de l'avenir des services bancaires

Qui dit services bancaires dit commerce électronique. Nos stratégies de commerce électronique touchent l'ensemble de notre organisation, et, au cours de l'exercice, nous avons accompli de grands progrès dans notre tentative d'offrir une gamme entièrement intégrée de produits et services à tous nos clients, au moment où ils le souhaitent, peu importe le canal de leur choix.

Notre avance dans le domaine des services bancaires électroniques vient compléter notre réseau de succursales de détail au Canada, nous permet d'offrir des services bancaires à TD Waterhouse aux États-Unis et rend notre expansion possible au Royaume-Uni et sur d'autres marchés clés. Cette stratégie nous a placés parmi les chefs de file de l'industrie en services financiers électroniques, avec 3,5 millions de clients en ligne au Canada et ailleurs dans le monde.

Exercer des activités nord-américaines

Au Canada, les possibilités de croissance sont limitées. Or, pour que nous soyons compétitifs, nous devons entreprendre des activités qui s'étendent au moins sur toute l'Amérique du Nord. Déjà, nous avons fait un grand bond dans le courtage autogéré, les services bancaires électroniques et les services de placements, et c'est sur quoi nous comptons pour prendre de l'expansion hors du Canada.

En septembre, nous avons annoncé un plan visant la prestation de services bancaires aux clients de Wal-Mart aux États-Unis, par l'entremise de notre filiale en propriété exclusive, TD Bank USA, FSB, banque d'épargne à charte fédérale, sous réserve de l'approbation des organismes de réglementation. Pour commencer, nous envisageons d'offrir des comptes-chèques et des comptes d'épargne dans pas moins de 100 magasins Wal-Mart, ce qui nous permettrait de constituer une bonne clientèle de détail aux États-Unis.

Résultats qui comptent

Nos quatre objectifs stratégiques seront plus importants que jamais pour guider nos décisions en 2002, qui s'annonce une autre année difficile pour l'économie et les marchés.

Mais en bout de ligne, ce sont les gens qui comptent : tout dépend de notre efficacité à aider nos employés à garder les clients et à faire croître leurs entreprises; de la rigueur dont nous ferons preuve pour analyser nos produits et services et prendre des décisions à leur sujet afin de créer de la valeur pour nos investisseurs; et de notre facilité d'adaptation lorsque le milieu dans lequel nous évoluons change.

Les gens du Groupe Financier Banque TD ont un passé où l'adaptation au changement leur a bien réussi. Nous travaillons ensemble pour bâtir la meilleure institution financière canadienne de l'Amérique du Nord pour nos clients et nos employés et créer de la valeur pour nos investisseurs.

Voilà ce qui compte – et c'est ce qui nous distinguera des autres dans les années à venir.

Le président du Conseil
et chef de la direction,



A. Charles Baillie

Le président et chef
de l'exploitation,



W. Edmund Clark

Toronto
Le 24 janvier 2002

Le Groupe Financier Banque TD



Les organisations valent plus que la somme de leurs parties dit-on, et c'est certes vrai pour TD.

Nous offrons des services bancaires personnels et commerciaux, des services bancaires en gros, des services intégrés de placement, des services de courtage autogéré et des services de gestion, conseil et distribution des produits de placement. Mais nous sommes plus encore. Nous sommes une équipe de plus de 51 000 personnes qui partagent le même objectif : être la meilleure institution financière canadienne de l'Amérique du Nord.

Cette section du rapport annuel décrit nos entreprises et leurs stratégies de succès.

Elle dépeint également la façon dont nous partageons ce succès avec les collectivités dans lesquelles nous travaillons.

TD Canada Trust

TD Canada Trust est en tête de peloton au Canada pour les services bancaires personnels et commerciaux ainsi que le leader du secteur pour les services à la clientèle et les services bancaires électroniques.

Voir les résultats financiers sectoriels [page 22](#)

Le 3 août 1999, lors de l'annonce de notre acquisition de Canada Trust, nous nous étions engagés à bâtir une meilleure banque pour nos investisseurs, nos clients et nos employés.

Nous sommes heureux d'affirmer que lorsque nous avons terminé la conversion des succursales de détail de la Banque TD et de Canada Trust en août 2001, nous avons laissé derrière nous, et derrière nos clients, les principaux écueils à l'intégration.

Nous sommes dotés maintenant d'une seule gamme de produits, d'une seule marque et d'un seul système dans les succursales, aux guichets automatiques, dans Internet et au téléphone partout au Canada. Nos clients connaissent maintenant de meilleures heures bancaires et ont accès à plus de succursales et de guichets automatiques ainsi qu'à une gamme de produits plus vaste que jamais.

Notre fusion avec Canada Trust a été la plus grande fusion de services financiers du Canada et nous l'avons réalisée tout en augmentant notre revenu net d'exploitation selon la comptabilité de caisse, nos revenus et notre part de marché. Ce succès remarquable tient au travail acharné et au dévouement de nos employés partout au Canada, ainsi qu'à la fidélité et à la patience de nos clients.

Rendre le client confortable

Aussi réussie qu'elle l'a été, l'intégration n'était que le début de notre promesse de bâtir une meilleure banque. La prochaine étape : créer une expérience plus confortable pour nos clients.

Grâce à notre *indice de satisfaction de la clientèle TD Canada Trust* unique, nous sommes en mesure de comprendre les besoins de nos clients, de relever les problèmes de façon précoce et de les résoudre rapidement.

Chaque année, nous sondons plus de 278 000 clients TD Canada Trust dans les 24 heures de leur expérience bancaire.

Nous saisissons systématiquement l'information, la mesurons, donnons de la rétroaction à nos gens, et suivons les employés de près et les rémunérons pour les résultats obtenus.

Le résultat de cette année de l'*indice de satisfaction de la clientèle* est légèrement en deçà de l'objectif que nous nous étions fixé (82,1 %, contre 82,3 %). Nous occupons encore la première place dans le *Canadian Facts 2001 Market Facts CSI* Study* dans les catégories Excellent et Très bien. Les résultats de notre orientation-client ont aussi été confirmés par une augmentation de notre part du marché des dépôts sans terme de 106 points de base depuis l'annonce de la fusion en août 1999, nous classant au premier rang des plus importantes institutions financières du Canada.

Nous maintiendrons l'*indice de satisfaction de la clientèle* comme outil d'évaluation pour nous aider à rendre nos clients confortables au cours des regroupements de succursales en 2002. Nous avons déjà regroupé 92 succursales, en avons vendu 13 pour répondre aux exigences du Bureau de la concurrence et planifions d'en regrouper 148 autres d'ici la fin de l'exercice 2002.

Nous continuerons à travailler fort au cours de 2002 pour veiller à ce que nos clients soient le moins touchés possible par les regroupements de succursales. La distance entre la plupart des succursales à regrouper est en deçà de deux kilomètres. Nous aviserons nos clients bien à l'avance, répondrons à leurs questions et, en cas de problèmes, les réglerons rapidement et avec enthousiasme.

Donner les bons outils aux employés

Nous ne pouvons demander aux employés d'assurer le confort des clients s'ils n'ont pas toutes les connaissances, toutes les compétences et tous les outils nécessaires et nous en sommes

QUELQUES CHIFFRES

En août 2001, nous avons terminé la conversion de la Banque TD et de Canada Trust, créant ainsi un seul et unique nom dans tout le pays. Cette conversion a nécessité beaucoup de travail et de dévouement de la part de tous au Groupe Financier Banque TD. Voici quelques chiffres qui vous témoigneront de l'envergure du projet :

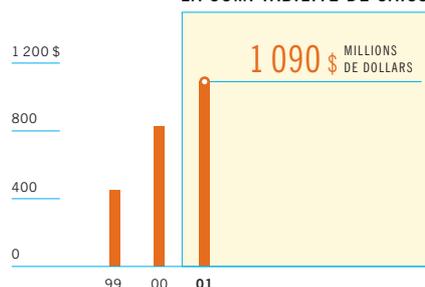
- 435 succursales de Canada Trust converties au système de TD Canada Trust
- 896 succursales TD passées aux couleurs de TD Canada Trust
- 2 524 guichets automatiques convertis ou passés aux couleurs de TD Canada Trust
- 2 300 000 personnes effectuent leurs opérations bancaires en ligne avec TD
- 3 662 000 trousseaux d'informations personnalisées envoyés aux clients
- 5 600 000 cartes d'accès envoyées aux clients
- quelque 9 500 000 relations bancaires personnelles avec TD

*Customer Satisfaction Index : indice de satisfaction de la clientèle

conscients. Nous avons commencé par mener des sondages auprès de nos employés et créer des groupes de discussion dans tout le pays pour savoir ce que nous pouvions faire pour les aider à améliorer leur travail. Nous élargissons, de plus, nos méthodes d'évaluation et de suivi de la satisfaction de nos employés.

Nous avons réuni une équipe des meilleures personnes du secteur et travaillons ensemble pour que TD Canada Trust soit la meilleure entreprise canadienne de services bancaires personnels et commerciaux de l'Amérique du Nord.

REVENU NET
D'EXPLOITATION SELON
LA COMPTABILITÉ DE CAISSE



PRINCIPAUX RÉSULTATS

Notre fusion avec Canada Trust a été la plus grande fusion de services financiers du Canada.

Nous avons ainsi augmenté notre part du marché des dépôts sans terme de 106 points de base, nous classant au premier rang des plus importantes institutions financières du Canada.

Nous sommes aussi dans la bonne voie pour atteindre les objectifs d'août 1999 :

- gestion des coûts
- satisfaction de la clientèle
- revenus
- part de marché

VOICI LES ACTIVITÉS DE TD CANADA TRUST

- **TD Canada Trust** – fournit un éventail complet de produits et services financiers aux particuliers partout et en tout temps – par l'accès à plus de 1 200 succursales qui offrent les meilleures heures bancaires au pays, par téléphone, par Internet et par plus de 2 700 guichets automatiques bancaires.
- **Services bancaires aux entreprises de TD** – assure aux entreprises canadiennes des services de prêt, de dépôt, d'épargne et des produits de placement ainsi qu'un grand éventail de services bancaires courants, de gestion de fonds et de trésorerie.
- **Assurance TD** – offre les produits d'assurance automobile, habitation, vie, maladie grave et voyage directement aux particuliers et aux petites entreprises.
- **TD Meloche Monnex** – offre les produits d'assurance automobile, habitation, voyage et petites entreprises aux associations de professionnels, diplômés et étudiants universitaires.
- **TD Waterhouse Bank, N.A.** – banque américaine de services bancaires électroniques chef de file qui offre une gamme complète de produits et services aux clients américains.
- **TD Waterhouse Bank, N.V.** – sous réserve de l'approbation réglementaire, fournira un éventail complet de services bancaires électroniques aux clients du Royaume-Uni.
- **TD Bank USA, FSB** – sous réserve de l'approbation réglementaire, assurera une gamme de comptes-chèques et comptes d'épargne garantie FDIC ainsi que des certificats de dépôt émis par des centres financiers en magasin dans les Wal-Mart des États-Unis. TD Bank USA, caisse d'épargne à charte fédérale, offrira ces services selon une entente avec les magasins Wal-Mart Inc.



Valeurs Mobilières TD

Valeurs Mobilières TD représente les services bancaires en gros du Groupe Financier Banque TD. Nous offrons des produits et services financiers pour répondre aux besoins des grandes entreprises, des gouvernements et des clients institutionnels.

Voir les résultats financiers sectoriels page 22

Valeurs Mobilières TD est la banque de gros la plus rentable du Canada. Nous savons que notre succès est lié aux relations solides que nous entretenons avec nos clients. C'est pourquoi nous nous sommes toujours attachés à fournir des solutions financières et stratégiques innovatrices et intégrées à une grande variété de clients en Amérique du Nord et ailleurs dans le monde.

En acquérant Newcrest Capital, l'un des chefs de file canadiens du courtage en placement indépendant, nous avons amélioré notre capacité d'offrir des services exceptionnels à nos clients, renforçant du coup notre position dans les secteurs des actions institutionnelles et des services de placements.

Nos clients comptent sur nos idées, nos compétences et notre intégrité, particulièrement en période de volatilité boursière comme celle que nous venons de connaître. C'est d'ailleurs ce qu'illustre le rôle de premier plan que Valeurs Mobilières TD a joué dans de nombreuses opérations d'envergure en 2001.

Nous avons maintenu notre leadership en médias, télécommunications et technologies à l'échelle mondiale en conseillant Moffat Communications Ltd. dans le cadre de l'acquisition de Shaw Communications pour un montant de 1,3 milliard de dollars, de Corus Entertainment Inc. lors de l'acquisition de Nelvana Inc. pour un montant de 625 millions de dollars et de CGI Group Inc. à l'acquisition de Star Data Systems Inc. pour un montant de 100 millions de dollars.

En outre, nous avons tiré parti de notre force et de nos compétences dans le secteur des services publics en agissant à titre de conseiller financier d'EPCOR Utilities Inc. lors de l'acquisition, pour un montant de 110 millions de dollars, d'UtiliCorp Networks Canada, entreprise d'électricité de détail

de l'Alberta, et de The City of Mississauga dans le cadre de l'alliance stratégique de Hydro Mississauga avec Borealis Energy Corporation, division d'OMERS. Les opérations visant EPCOR et Hydro Mississauga ont été les premières du genre au Canada.

Nous avons inscrit de nombreux autres succès pour le compte de nos clients en 2001. Nous avons notamment :

- conclu une série d'opérations de financement historiques pour TELUS Corporation, ce qui a donné un produit total de 9,2 milliards de dollars. Collectivement, il s'agit du financement d'une entreprise le plus important effectué par un émetteur canadien;
- agi à titre de conseiller de British Energy dans le cadre de son opération de crédit-bail de 3,2 milliards de dollars visant certaines usines d'énergie nucléaire d'Ontario Power Generation;
- réalisé un placement d'actions de 650 millions de dollars pour Triax Capital Holdings Ltd., structuré pour le marché des investisseurs particuliers;
- mené à terme une émission de débentures échangeables de 554 millions de dollars ainsi qu'un reclassement des actions d'Abitibi-Consolidated par Quebecor Inc.;
- co-mené une émission d'obligations, 5,7 %, de 600 millions de dollars par une filiale immobilière du Conseil du régime de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario.

Notre force dans la diversité

En dépit de conditions économiques difficiles, les revenus et le rendement des capitaux propres liés à l'exploitation de Valeurs Mobilières TD, selon la comptabilité de caisse, sont demeurés solides. Notre excellent rendement de négociation malgré la conjoncture tient principalement à des activités à faible risque liées aux opérations des clients ou des possibilités d'arbitrage boursier, et est bien diversifié quant au risque lié au taux d'intérêt, au change, au crédit et aux actions.

Nous avons accru notre rendement des opérations sur actions institutionnelles ainsi que notre part du marché des placements d'actions. Ces réalisations soulignent le succès de notre acquisition stratégique de Newcrest Capital. TD Capital, qui est pour sa part axée sur les actions privées, a également apporté une précieuse contribution.

C'est aussi grâce à des mesures prudentes de contrôle des coûts et de gestion du risque de crédit dans nos Services aux grandes entreprises que nous avons pu obtenir de bons résultats dans ces services. À la fin de l'exercice, nous avons procédé à une restructuration afin de réduire les coûts et de mieux nous positionner en vue d'une croissance à long terme.

Ces résultats démontrent l'efficacité de notre stratégie de diversification de nos entreprises entre les groupes produits, régions géographiques et secteurs. Ils soulignent en outre notre capacité de cerner les occasions qui représentent une valeur durable, nous plaçant ainsi dans une position avantageuse pour gérer la faiblesse actuelle du marché.

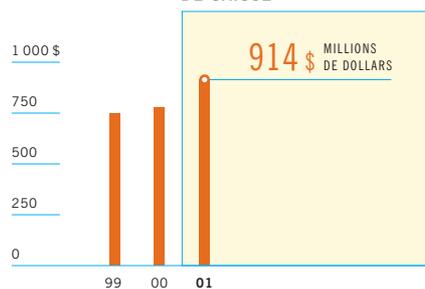
Élan au sein du Groupe Financier Banque TD

Nos entreprises sont très intégrées au sein du Groupe Financier Banque TD. C'est là un avantage marquant de plus qui continuera de créer d'excellentes occasions pour Valeurs Mobilières TD et nos clients.

Nous travaillons en étroite collaboration avec TD Evergreen, le courtier traditionnel du Groupe Financier Banque TD, et TD Waterhouse, son service de courtage autogéré, afin d'offrir des produits et services intégrés.

De concert avec TD Canada Trust, nous développons des produits à l'intention des clients des Services bancaires de détail et nous bâtissons des relations avec les clients des Services bancaires aux entreprises.

REVENU NET D'EXPLOITATION SELON LA COMPTABILITÉ DE CAISSE

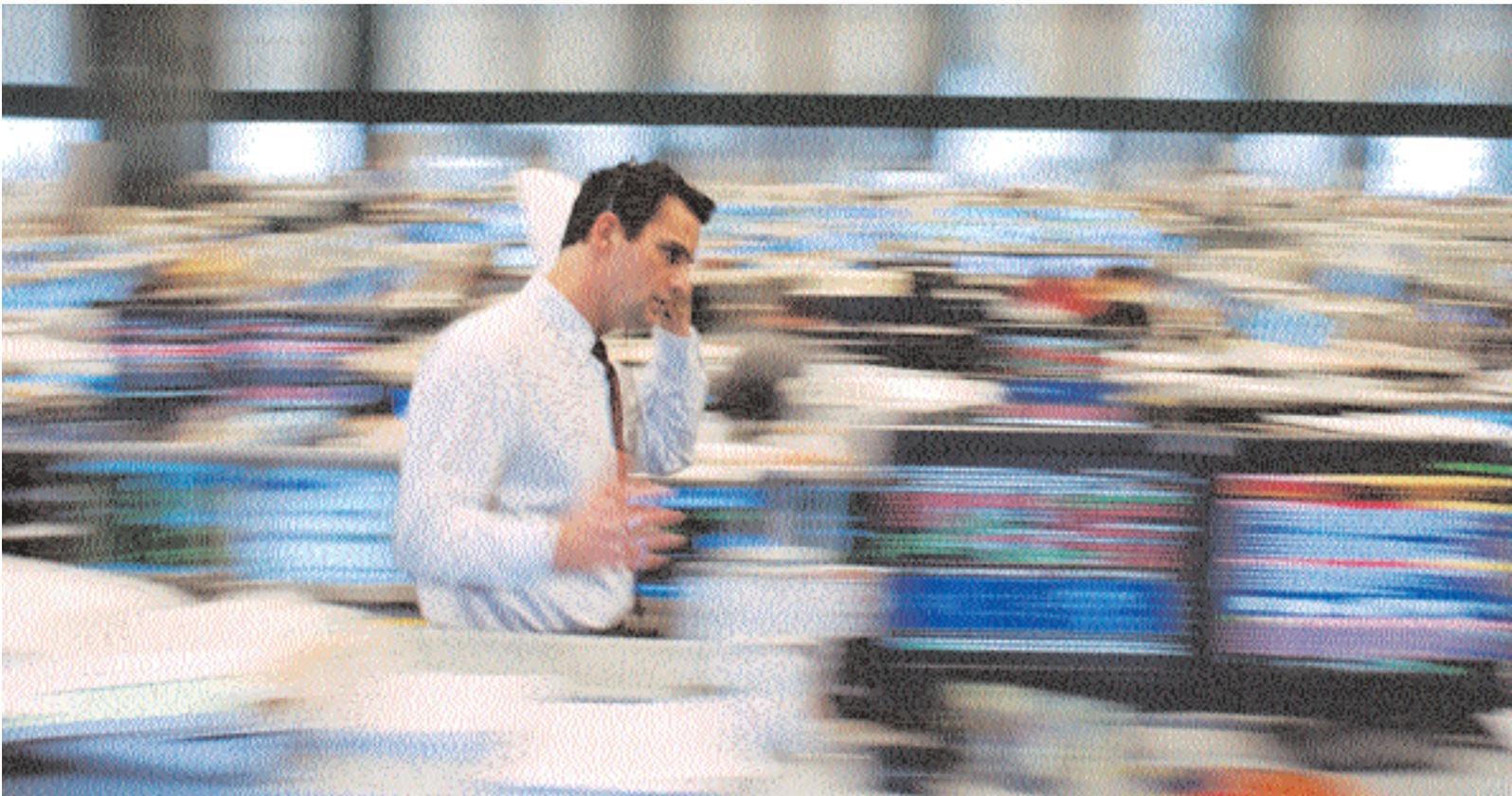


EXCELLENTS RÉSULTATS

- Exercice le plus rentable de son histoire, dépassant même toutes les autres banques d'investissement au Canada.
- Portefeuille diversifié d'entreprises générant une constance et une croissance des revenus.
- Gains considérables de la part de marché des actions institutionnelles, des placements d'actions et de titres de créance, et des opérations de change.

VALEURS MOBILIÈRES TD – CINQ PRINCIPAUX DOMAINES DE COMPÉTENCE

- **Services de placements** – conseils financiers, services de mobilisation de fonds et crédit offerts aux clients du Canada, des États-Unis, de l'Europe, de l'Asie et de l'Australie.
- **Marchés des capitaux empruntés** – négociation, vente et montage pour les instruments du marché monétaire et pour les placements et d'autres produits à revenu fixe de qualité supérieure ainsi que pour les dérivés sur taux d'intérêt et les dérivés de crédit à une clientèle canadienne, américaine, européenne, asiatique et australienne.
- **Actions institutionnelles** – vente, négociation, recherche, prise ferme et distribution d'actions à partir des bureaux du Canada, des États-Unis et de l'Europe.
- **Actions privées** – offre de capitaux propres et de capital-mezzanine aux moyennes entreprises en expansion pour le financement d'opérations de rachat, de croissance/d'expansion, d'acquisition, de consolidation et de restructuration du capital au sein d'un secteur.
- **Change** – opérations de change et vente de monnaies étrangères à partir des bureaux du Canada, des États-Unis, de l'Europe, de l'Asie et de l'Australie.



TD Waterhouse

TD Waterhouse offre aux investisseurs et aux conseillers financiers une vaste gamme de produits intégrés de courtage, de fonds communs de placement et de banque ainsi que d'autres produits financiers à l'intention des particuliers.

Voir les résultats financiers sectoriels [page 23](#)

Malgré un contexte extrêmement difficile, nous avons ouvert 535 000 nouveaux comptes au cours de l'exercice, tout en réalisant un profit d'exploitation, selon la comptabilité de caisse. Il est extrêmement encourageant de constater un si grand nombre de nouveaux clients effectuer leurs placements en ligne au cours d'une année pénible, et cela démontre un virage continu et à perspective plus longue vers un actionariat individuel et des placements autogérés en ligne.

Cependant, le recul des marchés, la baisse de valeur des actifs des investisseurs, les incertitudes politiques et la conjoncture économique ont tous entraîné une réduction importante des revenus de négociation et des revenus provenant des prêts sur marge.

Au cours de l'exercice, nous avons fait preuve de détermination en réduisant les coûts de trois façons : attrition, restructuration et amélioration de notre technologie pour accroître l'efficacité de l'exploitation.

Notre vision de croissance n'a pas changé – nous dominons déjà sur la scène internationale au chapitre du courtage autogéré et nous voulons devenir *la* société de services financiers en ligne à l'échelle mondiale. En 2001, nous avons maintenu nos quatre principales stratégies de croissance pour atteindre notre objectif :

- développer les secteurs clés et les nouveaux secteurs en croissance;
- améliorer chaque relation avec les clients;
- tirer parti de la technologie;
- étendre notre portée à l'échelle mondiale.

Procurer des outils et du soutien aux clients

Nos clients nous informent que de bons outils de négociation et un soutien efficace, lorsque le besoin se fait sentir, sont très importants pour eux. Voilà pourquoi nous leur laissons le choix quant à la façon d'accéder à nos services – visiter notre site Web, utiliser notre système téléphonique automatisé, appeler l'un de nos représentants ou se rendre à une succursale. Le fait de leur offrir une technologie de pointe et la possibilité de consulter un spécialiste versé en placements est crucial pour notre entreprise.

Nous ne cessons de nous améliorer pour rehausser l'expérience de nos clients, en augmentant la vitesse d'exécution des opérations, en facilitant cette exécution et en procurant des produits et services intégrés.

En 2001, l'acquisition de R.J. Thompson Holdings, Inc., société de courtage à accès direct spécialisée dans la prestation de services aux investisseurs actifs, a représenté une étape clé. Nous intégrerons les éléments importants de la plate-forme technologique de R.J. Thompson dans nos services existants afin d'enrichir l'expérience des investisseurs actifs, notamment l'accès direct aux centres de marché et aux réseaux de communication électroniques, ainsi que la mise à jour électronique des renseignements sur les comptes.

Nous sommes également ravis de proposer aux clients américains et à notre réseau de conseillers financiers indépendants l'accès en temps réel à Goldman Sachs PrimeAccesssm Research, service intégré de classe mondiale de recherche et de commentaires, de la société The Goldman Sachs Group, Inc.

Expansion internationale

Nous continuons de prendre de l'expansion à l'échelle internationale, surtout grâce à des coentreprises stratégiques sur les marchés étrangers. Cette année, nous avons annoncé notre intention de former une coentreprise avec DBS Group Holdings Ltd. de Singapour, soit le plus important groupe bancaire de l'Asie du Sud-Est, afin de fournir aux investisseurs autonomes de cette région l'accès à une plate-forme multi-canaux, multi-marchés, multi-devises et multi-produits de services de placements mondiaux.

Nous avons amélioré la prestation de services en ligne partout dans le monde, en lançant le premier service de négociation interactif à la télévision à Hong Kong, en mettant sur le marché le premier service sans fil en Australie afin d'offrir aux investisseurs australiens de l'information sur le marché, et en fournissant de l'information et des nouvelles sur le marché par l'entremise du sans fil aux États-Unis et au Japon.

Au Canada, nous avons lancé un centre en ligne de produits à revenu fixe qui permet aux clients d'accéder à plus de 1 000 produits à revenu fixe et produits du marché monétaire, soit plus que toutes les autres maisons de courtage autogéré du Canada.

Diversification de nos sources de revenus

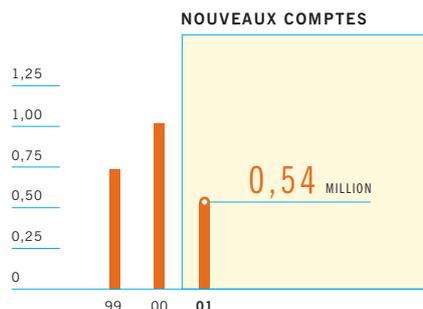
Nous continuons de rechercher d'autres sources de revenus que ceux provenant de nos activités de négociation, de prêts sur marge et de gestion d'actifs. Les deux stratégies clés à adopter sont les suivantes : élargir les services de nos conseillers en placement inscrits et consolider nos relations au sein du Groupe Financier Banque TD.

Nous avons effectué beaucoup de recherches sur les besoins de nos clients. L'étude nous a révélé que même si bon nombre de nos clients aiment gérer leurs placements eux-mêmes, certains préfèrent consulter un conseiller. Grâce à notre programme AdvisorDirect, nos clients des États-Unis peuvent obtenir les conseils qu'ils veulent en faisant appel à des outils en ligne, au soutien des succursales ou à des conseillers financiers indépendants. Au cours de l'exercice, nous avons proposé 3 000 clients à AdvisorDirect. Nous fournissons une technologie et des services complets à plus de 2 600 conseillers financiers indépendants aux États-Unis qui perçoivent des commissions, et à plus de 25 maisons de courtage et 160 sociétés de conseils en placements, au Canada.

Nous continuons de consolider nos relations au sein du Groupe Financier Banque TD afin d'augmenter les produits bancaires et les produits de fonds communs de placement que nous offrons à nos clients. Actuellement, nos services bancaires sont fournis aux États-Unis et au Canada, mais nous comptons les offrir également au Royaume-Uni.

Nous travaillons avec Gestion de patrimoine TD pour créer des groupes de fonds communs de placement sur nos marchés du monde entier. Nous avons réussi le lancement d'un supermarché de fonds au Royaume-Uni et avons pénétré le marché de détail dans cette région avec six de nos propres fonds, gérés par Gestion de Placements TD Inc. Grâce à ce supermarché, les clients peuvent accéder à près de 400 fonds par téléphone et Internet. En outre, nous avons lancé un supermarché complet de fonds à l'étranger, le premier d'Europe, par l'entremise d'Internaxx, notre coentreprise avec Banque Générale du Luxembourg.

Nous poursuivons notre collaboration avec Valeurs Mobilières TD pour mettre au point des produits à revenu fixe et d'autres produits de placements, et, afin de diversifier nos revenus, nous avons commencé des activités de tenue de marché au Royaume-Uni.



CLASSEMENTS IMPORTANTS

- Courtier en direct de l'année pour une deuxième année d'affilée, selon *yourbroker.com.au*, dans le cadre des *Online Broker of the Year Awards* de 2001.
- Courtier en valeurs mobilières de l'année et meilleur courtier en opérations sur valeurs mobilières seulement, selon *Investor's Chronicle*, dans le cadre des *U.K. Investment Awards*.
- Meilleur courtier pour une troisième année d'affilée, selon le magazine *Canadian Business*, lors de son sondage annuel sur le courtage autogéré.
- Meilleur courtier en ligne du Canada, selon le journal *The Globe and Mail*, dans le cadre de son sondage annuel.

PLUS DE DÉTAILS SUR TD WATERHOUSE

- **TD Waterhouse Group, Inc.** gère actuellement 3,3 millions de comptes de clients actifs aux États-Unis, au Canada, au Royaume-Uni et en Australie. La société a aussi des coentreprises au Japon, en Inde, à Hong Kong et au Luxembourg qui servent les investisseurs de ces pays. TD Waterhouse Group, Inc. offre aux investisseurs et aux conseillers financiers une vaste gamme de produits intégrés de courtage, de fonds communs de placement et de banque ainsi que d'autres produits financiers à l'intention des particuliers. TD Waterhouse est détenue en propriété exclusive par la Banque TD depuis le 26 novembre 2001.
- **Services institutionnels TD Waterhouse** offre des services financiers complets à plus de 2 600 conseillers financiers indépendants aux États-Unis qui perçoivent des commissions, dont les clients comptent pour environ 15 % de l'actif des clients américains de TD Waterhouse. Depuis 10 ans, Services institutionnels TD Waterhouse fournit, aux conseillers et à leurs clients, des services de classe mondiale, une technologie de pointe et une gamme complète de produits et services, le tout à un prix modique.



Gestion de patrimoine TD

Gestion de patrimoine TD est l'un des plus importants gestionnaires d'actifs, conseillers et distributeurs de produits de placements du Canada et gère plus de 119 milliards de dollars pour des clients institutionnels et de détail partout dans le monde.

Voir les résultats financiers sectoriels [page 23](#)

Nous offrons des produits de placements, des conseils ainsi que des services de gestion de placements aux caisses de retraite, aux sociétés, aux institutions, aux fonds de dotation, aux fondations, aux particuliers à valeur nette élevée et aux clients de détail.

Nous sommes heureux de signaler qu'en dépit de la piètre performance des marchés des actions, l'ensemble des actifs gérés a progressé l'an dernier de 6,4 %. Cette croissance témoigne de notre stratégie équilibrée visant à créer des produits de grande qualité qui répondent aux besoins des investisseurs institutionnels et de détail et à exploiter la force de nos canaux de distribution internes.

Donner au client de détail ce qu'il demande

Nous voulons comprendre ce qui préoccupe les gens qui investissent pour l'avenir et les aider à atteindre leurs objectifs en leur offrant un choix diversifié de fonds communs de placement ainsi que des services taillés sur mesure en matière de placements.

L'expansion de notre entreprise s'est poursuivie cette année par l'intermédiaire de deux canaux de distribution importants : TD Canada Trust et TD Waterhouse. En travaillant avec TD Canada Trust, nous avons contribué à simplifier les processus de vente des produits de gestion du patrimoine et à élaborer un programme de recommandations. Nous avons continué de grandir à l'échelle internationale grâce à nos solides partenariats avec TD Waterhouse dans le monde entier afin de bâtir un réseau de distribution de fonds communs de placement et de lancer des fonds communs de placement exclusifs.

Nous avons élargi la distribution de Fonds Mutuels TD aux courtiers/négociants et aux planificateurs financiers, et nous

avons atteint la marque du milliard de dollars d'actifs gérés de la série Advisor de Fonds Mutuels TD. Durant l'exercice écoulé, deux tiers, ou 58 %, de nos fonds communs de placement ont dégagé des rendements supérieurs à la moyenne. Nous avons en outre porté à 175 le nombre de planificateurs financiers dans nos succursales bancaires de détail.

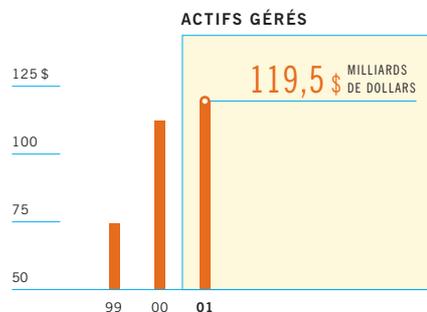
TD Evergreen, notre entreprise de courtage traditionnel, continue de recruter les meilleurs conseillers en placements. Cette année, TD Evergreen a présenté une technologie innovatrice qui offre aux conseillers en placements un outil intégré pour mieux gérer les relations avec la clientèle.

Conseillers en placement TD est devenue l'une des plus importantes sociétés de conseil en placements auprès de la clientèle privée du Canada par suite de la fusion le 31 octobre 2000 de Gestion privée de portefeuilles TD et de Conseillers en placements de CT.

Développer notre entreprise de gestion de placements

Nous sommes le plus important gestionnaire de fonds indiciels et quantitatifs du Canada avec au-delà de 47 milliards de dollars d'actifs gérés par TD Capital quantitatif. Nos actifs gérés n'ont cessé de croître cette année, et nous avons lancé plusieurs produits améliorés sur les marchés institutionnels et de détail.

Collectivement, les actifs gérés de Conseillers en placements TD, Gestion privée TD et TD Harbour Capital s'élèvent à plus de 9 milliards de dollars, ce qui nous hisse au premier rang des gestionnaires de portefeuilles de particuliers à valeur nette élevée au Canada.



CLASSEMENTS IMPORTANTS

- Premier rang au chapitre des ventes de fonds communs de placement au Canada au cours de l'exercice 2001
- Cinquième société de fonds communs de placement en importance au Canada
- Société de fonds communs de placement de l'année d'après le guide *Top Funds 2002*
- Plus important gestionnaire de fonds indiciels et quantitatifs du Canada
- Deuxième gestionnaire d'actifs en importance au Canada
- Plus grand gestionnaire pour des particuliers à valeur nette élevée du Canada
- L'une des plus grandes gammes de fonds au Canada auxquels Morningstar accorde quatre et cinq étoiles, soit 22 fonds au 31 octobre 2001

ENTREPRISES DE GESTION DE PATRIMOINE TD

Distribution de services de détail

- Fonds communs de placement canadiens
- Fonds communs de placement internationaux
- TD Evergreen
- Conseillers en placements TD
- Services successoraux et fiduciaires
- Services bancaires privés
- Planification financière

Gestion de placements

- Gestion de portefeuilles et recherche
- TD Capital quantitatif
- Conseillers d'investissement Lancaster
- Gestion privée TD
- Groupe de négociation Lancaster
- TD Harbour Capital
- Waterhouse Asset Management

Nos collectivités

Le programme de contribution à la collectivité du Groupe Financier Banque TD permet d'investir dans l'avenir de nos collectivités grâce à des programmes axés sur les enfants et l'environnement.

Comme société participant à Imagine, nous nous engageons à donner au minimum 1 % de nos profits d'exploitation intérieurs annuels, selon la comptabilité de caisse, avant impôts et taxes à des organismes de bienfaisance canadiens.

En 2001, TD a fait don de 19,25 millions de dollars à des organismes et programmes de bienfaisance de diverses collectivités du Canada, ce qui fait de TD l'une des plus importantes sociétés donatrices du pays.

Dans le cadre de notre mandat, nous soutenons des causes qui sont chères à nos clients et à nos employés. Nous mettons l'accent sur des programmes qui auront une influence maximale sur nos collectivités et la vie de nos enfants.

Bien que par nos dons directs, nos commandites, nos dons de produits et nos bénévoles, nous appuyions toute une gamme de programmes locaux, régionaux et nationaux à l'intention des enfants partout au Canada, nous nous concentrons sur les quatre programmes suivants : la Fondation TD des amis de l'environnement, la semaine des livres canadiens pour les jeunes, Children's Miracle Network et la Bourse TD Canada Trust pour l'excellence en aide communautaire.

La Fondation TD des amis de l'environnement	La semaine des livres canadiens pour les jeunes	Children's Miracle Network	La Bourse TD Canada Trust pour l'excellence en aide communautaire
<p>TD favorise un environnement sain pour les Canadiens par l'entremise de la Fondation TD des amis de l'environnement.</p> <p>Ce programme unique sans but lucratif invite les clients, les employés et TD à soutenir la cause environnementale. Depuis sa création en 1990, la Fondation TD des amis de l'environnement a accordé plus de 27 millions de dollars pour le financement de plus de 11 000 projets visant la protection de l'environnement.</p>	<p>TD encourage les enfants à lire en commanditant la semaine des livres canadiens pour les jeunes.</p> <p>En collaboration avec le Canadian Children's Book Centre, TD a créé ce programme qui encourage la lecture au moyen de présentations et d'ateliers animés par des auteurs et des illustrateurs pour enfants canadiens dans les bibliothèques et les écoles du pays. Cette année, TD a fait don d'un exemplaire du livre de contes intitulé <i>Les jeunes auteurs de l'école des azalées</i>, écrit et illustré par John Bianchi, à plus de 425 000 élèves canadiens de première année.</p>	<p>TD contribue à la santé des enfants en étant un commanditaire du Children's Miracle Network, qui représente un réseau d'hôpitaux œuvrant chaque année auprès de plus de deux millions d'enfants dans tout le Canada.</p> <p>Cette année, les clients et les employés ont réuni au-delà de 1,2 million de dollars au profit des hôpitaux et des fondations participant au Children's Miracle Network.</p>	<p>Tous les ans, TD aide les jeunes Canadiens à atteindre leurs buts et honore vingt étudiants exceptionnels du secondaire en leur octroyant une bourse d'études pour leur excellence communautaire.</p> <p>Chaque bourse d'une valeur pouvant s'élever jusqu'à 50 000 \$ comprend les frais de scolarité pour un maximum de quatre années d'études, une somme annuelle de 3 500 \$ pour les frais de subsistance ainsi qu'un emploi d'été garanti à TD Canada Trust.</p>



TD Canada Trust

Cette section du rapport annuel vous explique les résultats de 2001 du Groupe Financier Banque TD et de chacune de ses entreprises.

L'analyse par la direction des résultats d'exploitation (l'«analyse par la direction») vous présente les perspectives économiques de la direction, notre rendement de l'exercice et notre méthode de gestion des risques et du capital.

Nous évaluons notre rendement en examinant notre revenu net d'exploitation selon la comptabilité de caisse, le total de nos revenus et de nos frais. Les sections sur le rendement vous présentent nos principales mesures et la façon dont notre rendement, pour l'ensemble du groupe et pour chacune de nos entreprises, a évolué au fil des exercices.

La façon dont nous gérons les risques et le capital est cruciale pour notre rendement global. La rubrique **Gestion des risques** décrit nos infrastructures servant à gérer les différents risques auxquels nos entreprises s'exposent. La rubrique **Gestion du capital** explique comment nous fournissons le capital nécessaire pour préserver la confiance des investisseurs et des déposants, tout en offrant un rendement satisfaisant aux détenteurs de nos actions ordinaires.

L'information contenue dans la présente analyse par la direction peut vous aider à mettre nos états financiers consolidés en contexte. Ceux-ci figurent à la section Résultats financiers, à partir de la **page 41**.

ANALYSE PAR LA DIRECTION DES RÉSULTATS D'EXPLOITATION

page 18	Notre rendement
page 21	Nos perspectives économiques
page 22	Rendement de nos entreprises
page 22	TD Canada Trust
page 22	Valeurs Mobilières TD
page 23	TD Waterhouse
page 23	Gestion de patrimoine TD
page 24	Gestion des risques
page 24	Risque de crédit
page 26	Risque de marché
page 27	Gestion de l'actif et du passif
page 28	Risque de liquidité
page 29	Risque d'exploitation
page 30	Gestion du capital
page 32	Information supplémentaire

RÉSULTATS FINANCIERS

page 41	États financiers consolidés
page 41	Responsabilité à l'égard de la présentation de l'information financière
page 41	Rapport des vérificateurs aux actionnaires
page 42	Bilan consolidé
page 43	État consolidé des revenus
page 44	État consolidé des modifications survenues dans l'avoir des actionnaires
page 45	État consolidé des flux de trésorerie
page 46	Notes afférentes aux états financiers consolidés
page 75	Principales filiales
page 77	Résultats par trimestre
page 78	Analyse statistique des dix derniers exercices

Les renseignements contenus dans le présent rapport annuel peuvent renfermer des déclarations prospectives, y compris des déclarations relatives aux activités et aux résultats financiers prévus de TD. Ces déclarations comportent certains risques et incertitudes, et il pourrait donc y avoir des écarts importants entre les résultats réels et ceux envisagés dans les déclarations prospectives. Certains des éléments qui pourraient entraîner de tels écarts sont notamment les suivants : modifications des lois et règlements, concurrence, évolution de la technologie, niveau d'activité des marchés financiers mondiaux, taux d'intérêt, changements de politiques gouvernementales et économiques, inflation et conjoncture économique qui prévaut dans les régions géographiques où TD exerce ses activités. Le lecteur doit examiner ces facteurs et autres attentivement et ne doit pas se fier indûment aux déclarations prospectives de TD. TD ne s'engage pas à mettre à jour les déclarations prospectives.

Notre rendement

REVENU NET

En des termes simples, le revenu net est le résultat net – tous nos revenus, moins la totalité de nos frais, pertes sur prêts et impôts sur les bénéfices.

Le revenu net attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires déclaré a été de 1 300 millions de dollars en 2001, comparativement à 969 millions de dollars en 2000 et à 2 938 millions de dollars en 1999. Le revenu par action présenté a été de 2,07 \$ en 2001, contre 1,56 \$ en 2000 et 4,90 \$ en 1999.

Pour passer en revue et analyser notre rendement, nous nous concentrons sur les résultats d'exploitation selon la comptabilité de caisse, ce qui signifie que nous excluons les éléments qui ne sont pas considérés comme faisant partie de nos activités normales. Les résultats d'exploitation selon la comptabilité de caisse sont présentés de la sorte pour qu'ils offrent une comparaison significative de notre rendement d'un exercice à l'autre.

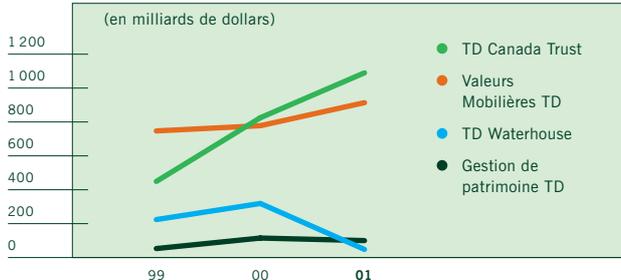
Les résultats d'exploitation selon la comptabilité de caisse excluent les éléments suivants : coûts de restructuration liés à des acquisitions et à d'importantes restructurations d'entreprises (Valeurs Mobilières TD au quatrième trimestre de 2001, TD Waterhouse au troisième trimestre de 2001, Newcrest au premier trimestre de 2001 et Canada Trust au deuxième trimestre de 2000), effet des réductions futures du taux d'impôt sur les soldes d'impôt futurs au premier et au troisième trimestres de 2001, incidence nette des gains immobiliers et des hausses des provisions globales générales au premier et au deuxième trimestres de 2001 et gain à la vente de TD Waterhouse Group, Inc. et de Knight/Trimark en 1999. Les résultats ne tiennent pas compte non plus de l'incidence après impôts et taxes de l'amortissement de l'écart d'acquisition et d'autres actifs incorporels liés à des acquisitions.

Voir Information supplémentaire [page 32, tableaux 1 et 2](#)

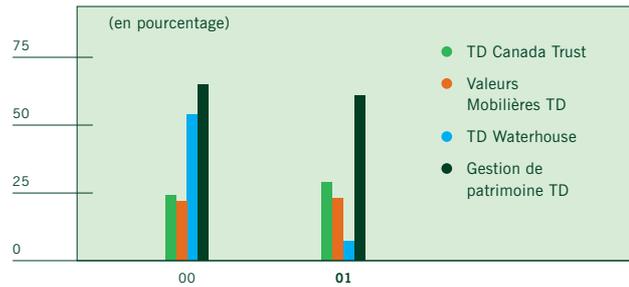
Le revenu net d'exploitation selon la comptabilité de caisse s'est accru de 7 % en 2001, passant à 2 158 millions de dollars, alors qu'en 2000, il avait atteint 2 018 millions de dollars, en hausse de 37 % par rapport à 1999. Malgré une conjoncture économique difficile, le Groupe Financier Banque TD a affiché d'excellents résultats en 2001, grâce à TD Canada Trust et à Valeurs Mobilières TD.

En 2001, le revenu d'exploitation par action, selon la comptabilité de caisse, s'est établi à 3,31 \$, contre 3,16 \$ en 2000 et 2,39 \$ en 1999. Le rendement d'exploitation du total de l'avoir en actions ordinaires selon la comptabilité de caisse a été de 18 % en 2001, comparativement à 18 % en 2000 et à 17 % en 1999.

REVENU NET D'EXPLOITATION PAR PRINCIPAL SECTEUR D'ACTIVITÉ SELON LA COMPTABILITÉ DE CAISSE



RENDEMENT D'EXPLOITATION DU CAPITAL ÉCONOMIQUE SELON LA COMPTABILITÉ DE CAISSE



Le total de notre profit économique s'est élevé à 685 millions de dollars en 2001, en hausse par rapport aux 639 millions de dollars de 2000. À compter de l'exercice 2000, nous avons utilisé le profit économique comme outil de mesure de la valeur pour les actionnaires. Le profit économique représente le revenu net d'exploitation, selon la comptabilité de caisse, attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires, compte tenu d'une imputation au titre du capital économique. Pour 2001 et 2000, les taux appliqués à chacune de nos entreprises sont comme suit : 11 % pour TD Canada Trust, 13 % pour Valeurs Mobilières TD, 15 % pour TD Waterhouse et 11 % pour Gestion de patrimoine TD. Le capital économique de chaque entreprise comprend une tranche du capital réglementaire requis au titre de l'écart d'acquisition et des actifs incorporels nets, de sorte que la totalité de notre avoir en actions ordinaires soit répartie entre toutes nos entreprises.

REVENU D'INTÉRÊTS NET (É.F.)

Nous calculons le revenu d'intérêts net en faisant la somme des intérêts et des dividendes gagnés sur les prêts et les valeurs mobilières et en y soustrayant les intérêts que nous versons sur les dépôts et autres passifs.

Ce calcul est fait selon l'équivalence fiscale (É.F.), ce qui signifie que la valeur du revenu non imposable ou exonéré d'impôt, comme les dividendes, est rajustée à sa valeur équivalente avant impôts et taxes. Cette méthode nous permet d'évaluer, de façon constante, les revenus tirés des valeurs mobilières et des prêts et de faire une comparaison plus significative de notre revenu d'intérêts net avec celui d'autres institutions.

Voir Information supplémentaire [page 33, tableaux 3, 4 et 5](#)

Le revenu d'intérêts net (É.F.) a progressé de 832 millions de dollars ou de 22 % en regard de 2001, passant à 4 636 millions de dollars.

REVENU D'INTÉRÊTS NET (É.F.)



Actif productif moyen

La hausse du revenu d'intérêts net s'explique en partie par une augmentation de 8 % de l'actif productif moyen, laquelle augmentation tient essentiellement à une nette intensification des activités de négociation de Valeurs Mobilières TD. La moyenne des valeurs mobilières négociées s'est accrue de 10 milliards de dollars, ou de 16 %, pour atteindre 70 milliards de dollars. Bien que ces actifs procurent une marge bien plus faible que les prêts, ils contribuent au revenu d'intérêts net et comportent un faible risque de crédit, ce qui les rend moins capitalistiques.

Les frais d'intérêts liés aux passifs portant intérêt sont demeurés relativement stables. Les frais d'intérêts sur les dépôts ont régressé de 510 millions de dollars ou de 6 %, mais ce recul a été contrebalancé par une progression de 503 millions de dollars, ou de 51 %, des frais d'intérêts liés aux obligations se rapportant aux valeurs vendues à découvert et à celles vendues en vertu de conventions de rachat.

Marge des taux d'intérêt nette

La marge des taux d'intérêt nette mesure le revenu d'intérêts net (É.F.), exprimé en pourcentage de l'actif productif moyen. En 2001, notre marge globale a avancé de 20 points de base pour s'établir à 1,83 %. Cet accroissement peut être attribué à deux facteurs :

- volume des prêts personnels – Le volume des prêts personnels de TD Canada Trust, compte non tenu des titrisations, a fait un bond de 3 milliards de dollars, et sa marge des taux d'intérêt nette s'est améliorée de 4 points de base pour atteindre 3,38 %. En outre, les résultats de TD Canada Trust pour l'exercice 2001 tiennent compte de l'incidence d'un exercice complet de Canada Trust, comparativement à neuf mois pour l'exercice 2000.
- intensification des activités de négociation – Une hausse du revenu d'intérêts provenant des activités de négociation de Valeurs Mobilières TD a fait augmenter le total du revenu d'intérêts net. Des changements dans la composition des valeurs négociées peuvent avoir une influence sur le revenu d'intérêts net tiré des activités de négociation.

Voir Information supplémentaire [page 33, tableaux 4, 5, 6 et 7](#)

AUTRES REVENUS

Les autres revenus représentent tous nos revenus autres que le revenu d'intérêts net. Ils comprennent le revenu tiré des activités de négociation, les frais de courtage, les frais de gestion de fonds communs de placement, les frais de service, le revenu tiré de la titrisation de prêts et d'autres revenus.

Voir Information supplémentaire [page 34, tableaux 6 et 7](#)

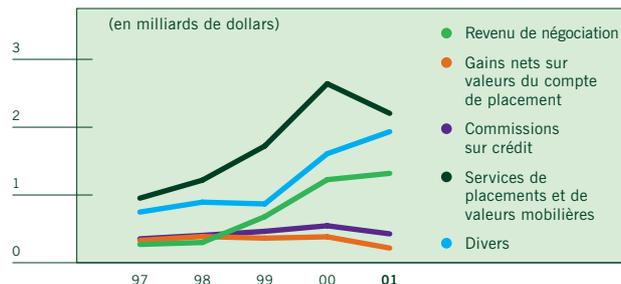
Les autres revenus présentés ont totalisé 6 447 millions de dollars en 2001, soit une hausse de 47 millions de dollars ou de 0,7 % par rapport à 2000. Déduction faite des gains tirés des placements immobiliers, les autres revenus ont atteint 6 097 millions de dollars pour l'exercice, soit une baisse de 303 millions de dollars ou de 5 % par rapport à 2000. Au cours de l'exercice, nous avons conclu la vente de certains actifs liés aux placements immobiliers et réalisé un gain avant impôts et taxes, déduction faite des reports, de 350 millions de dollars.

Le repli des autres revenus traduit une baisse importante des revenus de courtage autogéré de TD Waterhouse, soit de 519 millions de dollars ou de 34 %, laquelle s'explique par une chute de 38 % du nombre moyen de négociations par jour, qui est passé de 188 000 en 2000 à 116 000 pour 2001.

Valeurs Mobilières TD a enregistré de bons résultats, malgré les conditions difficiles des marchés financiers. Alors que le revenu de négociation, présenté sous Autres revenus, n'a augmenté que de 93 millions de dollars ou de 8 % en 2001, le revenu lié aux activités de négociation de Valeurs Mobilières TD (le total du revenu de négociation, inclus dans les autres revenus, et du revenu d'intérêts net tiré des positions de négociation et présenté à titre de revenu d'intérêts net) a grimpé de 599 millions de dollars ou de 64 % en 2001, totalisant 1 537 millions de dollars.

Les commissions de placement ont atteint 173 millions de dollars, soit un bond de 59 millions de dollars ou de 52 %, attribuable à une hausse du revenu tiré des activités de placement d'obligations et d'actions.

AUTRES REVENUS



Une diminution des gains nets sur valeurs du compte de placement et des commissions sur crédit aux grandes entreprises a fait contrepoids à l'augmentation du revenu de négociation et des commissions de placement. Les gains nets sur valeurs du compte de placement ont chuté de 166 millions de dollars ou de 43 % en 2001. L'excédent de la valeur marchande de notre portefeuille de valeurs du compte de placement sur sa valeur comptable a été de 330 millions de dollars, contre 736 millions de dollars l'exercice précédent. Les revenus tirés des commissions sur crédit aux grandes entreprises ont régressé de 137 millions de dollars ou de 32 % en 2001, ce qui reflète le ralentissement économique et un marché plus difficile pour la syndication de prêts.

Les services bancaires au détail ont beaucoup contribué aux autres revenus. Le revenu tiré des assurances s'est établi à 326 millions de dollars, en hausse de 128 millions de dollars ou de 65 % par rapport à l'exercice précédent. Le revenu tiré de la titrisation de prêts a augmenté de 36 millions de dollars ou de 15 %. Le revenu sur cartes, les commissions sur crédit de détail et les frais de service se sont accrus de 159 millions de dollars ou de 19 %, ce qui reflète l'essor de nos activités et les résultats de Canada Trust pour un exercice complet, contre neuf mois en 2000.

La croissance des actifs gérés par Gestion de patrimoine TD a entraîné une majoration de 11 % des frais de gestion de fonds communs de placement, qui ont totalisé 502 millions de dollars, comparativement à 452 millions de dollars en 2000.

FRAIS

Les frais englobent les frais autres que d'intérêts, y compris les salaires et les frais relatifs à l'occupation des locaux et au matériel et mobilier, ainsi que les autres frais d'exploitation.

Voir Information supplémentaire [page 35, tableau 8](#)

Les frais présentés ont totalisé 8 654 millions de dollars en 2001, soit un accroissement de 527 millions de dollars ou de 6 %. Le total des frais d'exploitation selon la comptabilité de caisse (compte non tenu de l'amortissement hors caisse continu de l'écart d'acquisition et des actifs incorporels liés à des acquisitions ainsi que des coûts de restructuration) a grimpé de 618 millions de dollars ou de 10 %, atteignant 6 925 millions de dollars en 2001.

Pour l'exercice 2001, l'incidence de l'amortissement hors caisse de l'écart d'acquisition et des actifs incorporels liés à des acquisitions sur nos frais présentés est de 1 490 millions de dollars, comparativement à 1 345 millions de dollars il y a un an. Le montant de 2001 est plus élevé en raison de l'amortissement, pour un exercice complet, de l'écart d'acquisition et des actifs incorporels liés à l'acquisition de Canada Trust, alors que pour 2000, l'amortissement n'avait été comptabilisé que pour neuf mois. Toutefois, après impôts et taxes, l'augmentation de cet amortissement est compensée par une économie fiscale future découlant de la réduction des taux d'impôt fédéraux et provinciaux. Par conséquent, l'incidence après impôts et taxes de l'amortissement de l'écart d'acquisition et des actifs incorporels pour 2001 a été de 629 millions de dollars, contre 722 millions de dollars pour 2000.

À compter de l'exercice 2002, nous n'amortirons plus l'écart d'acquisition, en raison de l'adoption de la nouvelle norme comptable relativement à l'écart d'acquisition et aux autres actifs incorporels.

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés [page 74, note 21](#)

Au cours du quatrième trimestre de 2001, Valeurs Mobilières TD a annoncé une restructuration de ses activités, ce qui a entraîné des coûts de restructuration avant impôts et taxes de 130 millions de dollars, surtout attribuables aux cessations d'emploi. En 2001, nous avons aussi engagé des coûts de restructuration avant impôts et taxes de 54 millions de dollars relativement à TD Waterhouse et de 55 millions de dollars relativement à l'acquisition de Newcrest. En 2000, nous avons engagé des coûts de restructuration avant impôts et taxes de 475 millions de dollars pour l'acquisition de Canada Trust.

FRAIS AUTRES QUE D'INTÉRÊTS



Les salaires et les avantages sociaux ont augmenté de 309 millions de dollars et représentent 5 % de la hausse du total des frais d'exploitation selon la comptabilité de caisse. Environ 2 % de cette augmentation de 5 % se rapporte à la rémunération fondée sur le rendement, liée aux excellents résultats de Valeurs Mobilières TD. TD Canada Trust représente 1,4 % de la majoration de 5 % des frais, ce qui traduit l'accroissement du personnel nécessaire à la conversion des succursales de détail et au soutien de l'essor des activités de TD Canada Trust. L'augmentation des salaires et des avantages sociaux de Gestion de patrimoine TD a été compensée par une diminution des salaires et des avantages sociaux de TD Waterhouse. Cette dernière s'explique principalement par une réduction du personnel équivalent plein temps, qui est passé de 8 319 l'exercice précédent à 5 992, par suite des initiatives de restructuration entreprises par TD Waterhouse.

Les frais relatifs à l'occupation des locaux et au matériel et mobilier ont monté de 189 millions de dollars, soit 3 % de l'augmentation globale de 10 % du total des frais d'exploitation selon la comptabilité de caisse, comparativement à l'exercice précédent. Ceux de TD Waterhouse ont progressé de 47 millions de dollars, en raison de ses investissements continus dans la technologie en Amérique du Nord et ailleurs. Le reste de l'augmentation tient essentiellement aux résultats de Canada Trust pour un exercice complet, contre neuf mois en 2000, et à l'intensification des activités de TD Canada Trust.

L'accroissement des honoraires et des frais de consultation ainsi que la majoration des impôts et taxe sur le capital ainsi que des taxes d'affaires représentent une augmentation additionnelle de 1 % de la hausse globale des frais. Ces honoraires et frais de consultation découlent surtout des projets continus en technologie du Groupe Financier Banque TD.

EFFICIENCE

Ce ratio mesure l'efficacité de nos activités. Il est calculé d'après les frais (compte non tenu de l'amortissement hors caisse de l'écart d'acquisition et des actifs incorporels liés à des acquisitions et des coûts de restructuration) exprimés en pourcentage du total des revenus (exclusion faite des éléments exceptionnels). Plus le pourcentage est faible, meilleure est l'efficacité.

Voir Information supplémentaire [page 35, tableau 8](#)

En 2001, la hausse de nos frais d'un exercice à l'autre, soit de 10 %, a été plus forte que la croissance du total de nos revenus, soit de 5 %. Par conséquent, notre efficacité globale liée à l'exploitation selon la comptabilité de caisse s'est amoindrie, passant de 61,8 % à 64,5 %.

Étant donné que chacune de nos entreprises ont des objectifs différents quant à l'efficacité, une modification de leur composition influe sur notre efficacité consolidée. Ainsi, nous croyons que l'efficacité est une mesure plus pertinente pour TD Canada Trust, dont l'efficacité a atteint 60 %, contre 61 % en 2000, exclusion faite des éléments hors caisse et des coûts du financement de l'acquisition de Canada Trust. Notre objectif est d'atteindre une efficacité de 58 % pour TD Canada Trust en 2003 (après l'intégration).

EFFICIENCE LIÉE À L'EXPLOITATION SELON LA COMPTABILITÉ DE CAISSE



À PROPOS DES IMPÔTS ET TAXES

Le secteur des services, en particulier les sociétés de services financiers, a été le plus lourdement imposé au Canada. Les impôts et taxe sur le capital ont été un élément majeur de cette imposition. Le tableau 9 sous Information supplémentaire à la page 36 énumère les différents impôts et taxes que nous avons payés au cours des cinq derniers exercices.

Cette année, le gouvernement fédéral ainsi que ceux de l'Ontario et de l'Alberta ont prescrit des réductions importantes du taux d'impôt sur les bénéfices des sociétés, qui prendront effet sur un certain nombre d'années, alors que d'autres provinces en ont accordées de moins importantes. En conséquence, le passif d'impôts futurs lié aux actifs incorporels a diminué de 290 millions de dollars, et le montant net des autres actifs et passifs d'impôts futurs a baissé de 75 millions de dollars, soit un repli net de 215 millions de dollars, porté à la provision pour impôts sur les bénéfices.

L'Alberta a aussi éliminé l'impôt sur le capital des institutions financières. L'Ontario a accordé une faible réduction, alors que le Québec a annoncé son intention d'abaisser la taxe sur le capital au cours des années à venir. Si ces réductions sont maintenues, les taux d'impôt sur les bénéfices des sociétés canadiennes du secteur des services s'aligneront sur ceux des autres secteurs canadiens.

Notre taux d'impôt réel (É.F.) lié à l'exploitation selon la comptabilité de caisse a été de 31 % en 2001, alors que pour 2000, il a été de 39 %. Cette régression reflète les modifications de la composition de nos entreprises, la vente de biens immobiliers et une baisse des taux d'impôt en vigueur au Canada. Si la tendance à la baisse des impôts et taxe sur le capital se poursuit, les sociétés de services financiers seront imposées à des taux semblables à ceux du reste du monde, ce qui fera du Canada un lieu plus attrayant où faire affaire.

Notre taux total d'impôt différera toujours des taux canadiens, car nous payons des impôts et taxes dans bien d'autres territoires. Notre taux d'impôt réel à des fins comptables a été considérablement touché par les éléments ayant trait aux actifs incorporels liés à des acquisitions. Le rapprochement complet figure à la page 59.

BILAN

Voir le bilan consolidé [page 42](#)

Le total de l'actif s'établissait à 288 milliards de dollars à la fin de l'exercice, en hausse de 23 milliards de dollars ou de 9 % par rapport à l'exercice précédent. Les valeurs achetées en vertu de prises en pension et les activités de placement et de négociation ont accru le volume des valeurs mobilières qui représente 7 % de la croissance du total de l'actif, soit 18 milliards de dollars.

Les prêts personnels, y compris les titrisations, ont baissé de 4 milliards de dollars. Ce recul s'explique par une chute de 7 milliards de dollars des prêts sur marge de TD Waterhouse, lequel a été partiellement contrebalancé par l'excellent rendement du portefeuille de prêts personnels de TD Canada Trust, qui a grossi de 3 milliards de dollars en 2001. Les prêts hypothécaires résidentiels, y compris les titrisations, ont enregistré une hausse de 4 milliards de dollars ou de 6 % par rapport à l'exercice précédent.

Les dépôts personnels sans terme ont progressé de 7 milliards de dollars ou de 18 % en 2001, s'élevant à 46 milliards de dollars, les résultats de TD Waterhouse justifiant 2,8 milliards de dollars de cette augmentation. Les dépôts personnels à terme ont reculé de 4 milliards de dollars ou de 7 %, tandis que les dépôts de gros et les valeurs mobilières vendues à découvert et en vertu de conventions de rachat se sont accrus de 16 milliards de dollars ou de 18 % pour assurer le financement du niveau accru des activités de négociation.

NOS PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES

Quelques termes clés

- Politique budgétaire – Gestion de l'activité économique au moyen de modifications apportées aux mesures fiscales et aux dépenses du gouvernement.
- PIB (produit intérieur brut) – La valeur totale de tous les biens et services produits dans un pays au cours d'une année donnée.
- Politique monétaire – Gestion de l'activité économique au moyen du contrôle de la masse monétaire et de l'octroi de crédit, notamment l'influence exercée par les banques centrales sur les taux d'intérêt à court terme.

En 2002, la conjoncture économique au Canada et aux États-Unis dépendra surtout des politiques monétaires et budgétaires destinées à stimuler les dépenses des consommateurs et des entreprises – politiques appliquées avant et après les attentats terroristes du 11 septembre 2001.

L'économie au ralenti en 2001

Au début de 2001, il était évident que la situation économique au Canada et aux États-Unis ralentissait rapidement. Les plus touchés étaient le secteur manufacturier et les entreprises nécessitant des investissements. La plupart des consommateurs ont continué de dépenser, permettant ainsi à ces deux pays de maintenir la croissance économique.

La Réserve fédérale des États-Unis et la Banque du Canada ont réagi rapidement pour contrer la récession en réduisant plusieurs fois les taux d'intérêt, à compter de janvier et tout le long de l'année.

À mesure que le secteur des affaires reculait, de nombreuses sociétés ont commencé à réduire leur personnel afin de diminuer les coûts en fonction des baisses de la production et des ventes. Ainsi, on craignait que les consommateurs cesseraient de soutenir ces deux économies à eux seuls, malgré les réductions de l'impôt des particuliers appliquées au début de l'année au Canada et à l'été aux États-Unis.

Les attentats du 11 septembre

Les premiers effets des attentats commis à New York et à Washington le 11 septembre se sont traduits par un arrêt plus ou moins général de l'activité économique et un ralentissement important des autres activités. Cela a suffi pour faire passer les deux économies d'une croissance minime à une contraction au cours de la période de juillet à septembre.

Les deux pays ont réagi en abaissant les taux d'intérêt et en accroissant les dépenses :

- La Réserve fédérale américaine et la Banque du Canada ont chacune réduit les taux d'intérêt juste avant la réouverture des Bourses et ont effectué d'autres réductions pendant le reste de l'année.
- Le gouvernement canadien a augmenté les dépenses pour la sécurité, la défense et la frontière canado-américaine, ainsi que dans quelques autres domaines. Ces dépenses s'élevèrent à environ 0,3 % du PIB.
- Le gouvernement américain a pris un plus grand nombre de mesures, notamment des dépenses pour la reconstruction des zones sinistrées à New York et à Washington et pour la sécurité et les militaires.

La plupart des activités économiques ont repris dans les semaines qui ont suivi les attentats, mais cela n'était pas suffisant pour faire renaître la confiance chez les entreprises et les consommateurs. Par conséquent, d'après les estimations, les deux économies ont été en récession au cours de la période d'octobre à décembre.

Bien que la variation statistique de juillet à décembre ait été quelque peu faible (d'une croissance négligeable à un ralentissement relativement modeste), les deux économies sont théoriquement entrées en récession.

Les conséquences pour 2002

Dans son essence même, la structure de l'économie, au Canada et aux États-Unis, n'a pas été atteinte par les événements du 11 septembre. Toutefois, les attentats ont ébranlé la confiance des consommateurs et des entreprises à un moment où les deux économies étaient encore fragiles.

Les effets positifs des politiques monétaires et budgétaires expansionnistes ainsi qu'une confiance renouvelée devraient remettre ces économies sur les rails. Cependant, la confiance dépendra avant tout des événements géopolitiques. S'il y a un regain de confiance, on devrait enregistrer une croissance modeste dans la période de janvier à mars. Si, comme prévu, toutes les conditions propices à la relance se maintiennent au cours de l'année, les deux économies devraient connaître un taux de croissance annualisé de 3 % ou plus d'ici juillet 2002.

Le taux d'inflation ne devrait pas dépasser la barre explicitement visée par la Banque du Canada, soit une augmentation annuelle de 1 % à 3 %, et celle implicitement visée par la Réserve fédérale, de 2,5 %. On s'attend à ce que les deux banques centrales adoptent une attitude plus neutre sur le plan de la politique monétaire à compter de juin 2002. Cela suppose donc une série de hausses des taux d'intérêt à partir des mois qui restent de 2002 jusqu'en 2003.

Rendement de nos entreprises

TD Canada Trust

TD Canada Trust a affiché une croissance solide de ses revenus d'exploitation selon la comptabilité de caisse, tout en réussissant l'intégration de pratiquement tous les éléments de TD et de Canada Trust. Les revenus pro forma ont augmenté de 10 % (après rajustement pour tenir compte de l'acquisition de Canada Trust au début de l'exercice 2000), grâce à une forte croissance des prêts, des comptes-chèques et des comptes d'épargne et grâce à une hausse de 13 points de base de la marge d'intérêt nette, qui a atteint 3,38 %.

En 2001, les frais se sont accrues surtout à cause de la conversion des succursales de détail, regroupées sous la même bannière et adoptant une même plate-forme de systèmes. Les coûts de conversion comprenaient les coûts de préparation ainsi que les coûts pour l'embauche de nouveau personnel, la formation, les communications avec les clients et la modification de notre marque. Toutefois, nous n'avons pas dépassé les limites de dépenses que nous nous sommes fixées dans notre plan d'intégration.

(en millions de dollars)	2001	2000	1999
Revenu d'intérêts net (É.F.)	3 951 \$	3 265 \$	2 198 \$
Autres revenus	1 688	1 438	835
Total des revenus	5 639	4 703	3 033
Provision pour pertes sur créances	380	332	154
Frais autres que d'intérêts, compte non tenu de l'amortissement hors caisse de l'écart d'acquisition/des actifs incorporels	3 467	2 944	2 005
Revenu net avant impôts et taxes	1 792	1 427	874
Impôts sur les bénéfices (É.F.)	702	602	375
Revenu net d'exploitation – comptabilité de caisse	1 090 \$	825 \$	499 \$
Principaux volumes et ratios			
Moyenne des prêts et des engagements de clients en contrepartie d'acceptations (en milliards de dollars)	91 \$	81 \$	61 \$
Moyenne des dépôts (en milliards de dollars)	97	86	54
Profit économique	369	213	
Personnel équivalent plein temps aux 31 octobre	27 019	24 879	13 978
Rendement d'exploitation du capital économique – comptabilité de caisse ¹	29 %	24 %	21 %
Efficience liée à l'exploitation – comptabilité de caisse ¹	60 %	61 %	66 %

¹ Compte non tenu des coûts de financement de l'acquisition de Canada Trust.

Valeurs Mobilières TD

Valeurs Mobilières TD a connu l'exercice le plus rentable de son histoire. Nous avons maintenu notre tendance de croissance constante sur le plan des revenus et augmenté de beaucoup notre part du marché des actions institutionnelles, des placements d'actions et des titres de créance et des opérations de change.

Nous avons obtenu ces résultats malgré une hausse de notre provision pour pertes sur créances et un ralentissement général des marchés financiers et des activités de crédit.

(en millions de dollars)	2001	2000	1999
Revenu d'intérêts net (É.F.)	886 \$	428 \$	806 \$
Autres revenus	2 251	2 295	1 595
Total des revenus	3 137	2 723	2 401
Provision pour pertes sur créances	327	210	76
Frais autres que d'intérêts, compte non tenu de l'amortissement hors caisse de l'écart d'acquisition/des actifs incorporels	1 368	1 189	1 028
Revenu net avant impôts et taxes	1 442	1 324	1 297
Impôts sur les bénéfices (É.F.)	528	546	550
Revenu net d'exploitation – comptabilité de caisse	914 \$	778 \$	747 \$
Principaux volumes et ratios			
Moyenne des prêts et des engagements de clients en contrepartie d'acceptations (en milliards de dollars)	29 \$	28 \$	30 \$
Profit économique	369	311	
Personnel équivalent plein temps aux 31 octobre	2 728	2 500	2 302
Rendement d'exploitation du capital économique – comptabilité de caisse ¹	23 %	22 %	18 %
Efficience liée à l'exploitation – comptabilité de caisse ¹	44 %	44 %	44 %

¹ Compte non tenu des éléments exceptionnels liés aux valeurs mobilières pour 1999.

TD Waterhouse

L'exercice 2001 a été très difficile pour TD Waterhouse. La dégringolade des cours boursiers et le ralentissement de l'activité boursière, qui ont débuté au deuxième semestre de l'exercice 2000, se sont poursuivis durant 2001. Ainsi, les revenus ont continué de baisser, et le revenu net a reculé, d'un exercice à l'autre, malgré l'énorme progrès accompli dans la réduction des coûts grâce au *Projet 200* (conçu pour réduire les coûts et augmenter les revenus)

et à la restructuration ainsi qu'aux efforts d'amélioration des revenus. En revanche, au cours de l'exercice, nous avons ouvert 535 000 nouveaux comptes et effectué en moyenne 116 300 opérations de négociation par jour. Même en cette période de récession, nous nous engageons à faire des investissements stratégiques dans notre marque et notre technologie afin d'améliorer, à long terme, nos résultats auprès de nos clients et notre efficacité liée à l'exploitation.

(en millions de dollars)	2001	2000	1999
Revenu d'intérêts net (É.F.)	400 \$	538 \$	308 \$
Autres revenus	1 216	1 746	1 180
Total des revenus	1 616	2 284	1 488
Frais autres que d'intérêts, compte non tenu de l'amortissement hors caisse de l'écart d'acquisition/des actifs incorporels	1 508	1 679	1 094
Revenu net avant impôts et taxes	108	605	394
Impôts sur les bénéfices (É.F.)	54	250	165
Part des actionnaires sans contrôle	6	36	5
Revenu net d'exploitation – comptabilité de caisse	48 \$	319 \$	224 \$
Principaux volumes et ratios			
Total de l'actif des clients (en milliards de dollars)	199 \$	242 \$	182 \$
Profit (perte) économique	(119)	179	
Personnel équivalent plein temps aux 31 octobre	5 992	8 319	6 123
Rendement d'exploitation du capital économique – comptabilité de caisse ¹	7 %	54 %	17 %
Efficacité liée à l'exploitation – comptabilité de caisse ¹	93 %	74 %	74 %

¹ Compte non tenu des éléments exceptionnels de TD Waterhouse pour 1999 et 2001.

Gestion de patrimoine TD

Gestion de patrimoine TD a continué de hausser le total de l'actif géré au cours de l'exercice, l'amenant à un niveau record de 119 milliards de dollars. Notre clientèle constituée de clients de détail, de particuliers à valeur nette élevée et d'institutions n'a pas cessé de croître en dépit d'un contexte très difficile, marqué par des marchés boursiers en déprime et le ralentissement de l'économie.

La baisse de la rentabilité globale peut être attribuée aux éléments suivants : diminution des activités de courtage traditionnel; changement de l'ensemble des actifs, les titres du marché monétaire remplaçant les actions; investissements stratégiques dans nos fonds mondiaux et nos initiatives de planification financière.

(en millions de dollars)	2001	2000	1999
Revenu d'intérêts net (É.F.)	80 \$	66 \$	48 \$
Autres revenus	618	633	379
Total des revenus	698	699	427
Provision pour pertes sur créances	–	1	–
Frais autres que d'intérêts, compte non tenu de l'amortissement hors caisse de l'écart d'acquisition/des actifs incorporels	523	488	331
Revenu net avant impôts et taxes	175	210	96
Impôts sur les bénéfices (É.F.)	75	95	43
Revenu net d'exploitation – comptabilité de caisse	100 \$	115 \$	53 \$
Principaux volumes et ratios			
Actif géré (en milliards de dollars)	119 \$	112 \$	69 \$
Profit économique	78	92	
Personnel équivalent plein temps aux 31 octobre	2 952	2 906	2 041
Rendement d'exploitation du capital économique – comptabilité de caisse	61 %	65 %	36 %
Efficacité liée à l'exploitation – comptabilité de caisse	75 %	70 %	78 %

Gestion des risques

L'objectif du Groupe Financier Banque TD est d'obtenir un rendement satisfaisant à partir de nos diverses activités, dans des limites acceptables du risque. Pour y parvenir, nous devons comprendre les risques auxquels nos activités sont exposées et faire en sorte que les risques que nous assumons demeurent dans les limites raisonnables.

Nos activités de détail et de gros nous exposent à quatre types de risque :

- risque de crédit;
- risque de liquidité;
- risque de marché;
- risque d'exploitation.

La gestion des risques comprend l'évaluation des conséquences possibles de chaque risque et l'établissement de politiques et procédés visant à réduire les risques au minimum.

Nous visons à devenir le meilleur gestionnaire de risques parmi les banques canadiennes et, pour ce faire, nous avons mis en place une infrastructure solide.

La participation de professionnels compétents en gestion de risques, agissant indépendamment des unités d'exploitation afin d'établir un cadre de politiques et de définir les limites de risque, constitue un principe fondamental de notre démarche. Le processus d'examen et de supervision pour la gestion des risques peut être illustré comme suit :

Comité de vérification et de gestion des risques du conseil d'administration

- Supervision du processus de présentation de l'information financière
- Approbation des politiques importantes en matière de risques
- Examen des tendances du profil des risques
- Examen des contrôles internes et réception des rapports des vérificateurs internes

Comités de la haute direction

Comité de la politique des risques

- Présidé par le vice-président à la direction, Direction des risques du Groupe
- Examine les politiques et stratégies importantes sur la gestion des risques de crédit, de marché et d'exploitation.

Comité d'examen du rendement des activités

- Présidé par le président du Conseil et chef de la direction
- Examine l'ensemble des stratégies et le rendement de l'exploitation.

Comité de l'actif et du passif

- Présidé par le président du Conseil et chef de la direction
- Supervise les politiques et les risques liés au taux d'intérêt, au change et aux liquidités qui se rapportent aux activités autres que de négociation.

Sur le plan de la gestion continue des risques, TD possède une structure complète qui intègre l'expérience et les connaissances spécialisées de nos unités d'exploitation, de notre Direction des risques du Groupe, de nos services Vérification, Affaires juridiques, Conformité, Finances et Ressources humaines et de nos autres unités fonctionnelles. Les éléments clés et stratégiques de cette structure constituent la gouvernance et la supervision par la haute direction. Ils comprennent notamment :

- un examen annuel des principales politiques en matière de risques par le comité de vérification et de gestion des risques du conseil d'administration;

- un examen annuel du risque d'exploitation ainsi que des politiques et stratégies de gestion, et une révision régulière des initiatives clés par le Comité de la politique des risques dont les membres font partie de la haute direction;
- des vérifications internes exhaustives par notre Direction de la vérification visant à évaluer la qualité du contrôle interne et le degré de conformité avec les politiques et procédés portant sur la gestion des risques.

Les pages suivantes décrivent les principaux risques auxquels nous faisons face et les stratégies adoptées pour les gérer.

RISQUE DE CRÉDIT

Le risque de crédit correspond à l'éventualité d'une perte financière si un emprunteur ou la contrepartie à une opération n'honore pas ses engagements.

Nous sommes exposés au risque de crédit en raison de nos activités et opérations de prêt normales, qui comportent des règlements entre nous et nos contreparties, y compris d'autres institutions financières. Ces activités et opérations comprennent les prêts directs, les engagements de crédit, les risques de non-règlement, les opérations sur dérivés et les stocks de valeurs mobilières.

Notre objectif : limiter la moyenne des pertes annuelles réelles liées au risque de crédit pendant un cycle économique à 0,35 % de la moyenne nette des prêts et des engagements de clients en contrepartie d'acceptations.

Gestion du risque de crédit

La Direction des risques du Groupe établit les politiques et procédés de gestion du risque de crédit à l'échelle mondiale.

Ses responsabilités sont notamment les suivantes :

- établissement de lignes directrices visant à limiter les concentrations de risque de crédit dans les portefeuilles par pays, secteur d'activité et groupe affilié;
- approbation de limites discrétionnaires accordées aux membres de la direction à l'échelle de TD pour le prolongement des lignes de crédit;
- contrôle centralisé de toutes les principales décisions en matière de crédit;
- formulation de normes visant la mesure du risque de crédit;
- approbation de techniques de pointage servant au prolongement de crédit personnel;
- approbation de toutes les politiques liées à tous les produits et services comportant des risques de crédit;
- établissement de critères d'évaluation des risques pour les comptes commerciaux d'après un système de 21 catégories;
- révision annuelle de tous les prêts aux entreprises et aux gouvernements sous la direction des gestionnaires principaux des risques de TD, y compris l'examen, au moins chaque trimestre, de la cote de risque attribuée au compte et la révision de chaque risque de crédit commercial classifié.

Le comité de vérification et de gestion des risques du conseil d'administration examine et approuve annuellement toutes les politiques et tous les procédés importants en matière de crédit.

Comment nous gérons le risque de crédit

Par pays

Le risque-pays est le risque qu'un changement économique ou politique dans un pays nuise aux paiements outre-frontières pour ce qui est des produits et services, des emprunts, des crédits liés aux échanges et des dividendes, ainsi que de la capacité de rapatrier les capitaux de TD du pays étranger. Actuellement, nous sommes exposés à 70 pays, la plus forte concentration de risque étant en Amérique du Nord. Nous établissons des lignes directrices à l'égard du risque-pays d'après un système de notation interne. Les limites quant au risque-pays tiennent compte de tous les aspects du risque de crédit auquel s'exposent nos diverses activités.

Prêts aux entreprises et aux gouvernements

Nous fixons aussi des limites par secteur d'activité et groupe particuliers pour tenir compte du risque de crédit lié aux entreprises et aux gouvernements. Nous adoptons une méthode systématique pour établir et communiquer des lignes directrices sur les risques pour chaque secteur d'activité compris dans notre portefeuille de prêts. Ces lignes directrices sont élaborées d'après une évaluation du risque propre au secteur. Nous avons recensé 26 groupes de secteurs importants et les avons répartis en 110 segments. Nous attribuons à chaque segment une cote allant de 1 à 6.

Nos analyses s'attachent aux principaux risques liés à chaque secteur, lesquels peuvent être liés aux cycles économiques, au changement technologique, aux influences politiques, aux modifications réglementaires ou aux barrières à l'entrée. Si nous croyons que plusieurs segments partagent les mêmes risques, nous leur attribuons une ligne directrice commune. La Direction des risques du Groupe révisé continuellement l'attribution des cotes de risque par secteur d'activité et par segment.

Nous attribuons à chaque entreprise ou gouvernement qui emprunte à la Banque une cote de risque d'après notre système de 21 catégories. Nous établissons des limites quant au risque de crédit lié aux comptes connexes d'entreprise ou de gouvernement en nous fondant sur ce système de notation. En outre, nous utilisons un modèle de rendement du capital redressé en fonction des risques pour évaluer le rendement des relations de crédit quant à la structure et à l'échéance des prêts, ainsi qu'à la solvabilité des emprunteurs. Nous révisons la notation et le rendement du capital de chaque emprunteur annuellement.

Pour les comptes dont les risques se rapportent, entre autres, aux instruments dérivés négociés hors bourse, nous utilisons des accords généraux de compensation ou des garanties, dans la mesure du possible, pour atténuer ces risques.

Institutions financières

Notre portefeuille d'institutions financières est divisé en huit principaux groupes. Les sociétés de chaque groupe comportent chacune des caractéristiques similaires et des facteurs de risque communs. Nous avons établi des lignes directrices spécifiques pour 21 segments dans ces groupes. La Direction des risques du Groupe examine continuellement les lignes directrices sur les segments et les risques de chaque groupe.

Nous allouons à chaque groupe une cote de risque d'après notre système de 6 catégories. Ces cotes sont fondées sur la solidité de l'institution mère de chaque société. Nous attribuons à chaque groupe une cote de crédit en tenant compte des éléments suivants : valeur nette de chaque société, qualité de ses actifs, régularité et niveau de ses bénéfices, ainsi que notations des principales agences d'évaluation du crédit. Nous pouvons faire appel à d'autres critères pour certains types d'institutions financières.

Crédit personnel

Nous employons différents modèles de pointage de solvabilité pour l'octroi de crédit et la gestion des comptes. Ces outils nous permettent de prendre des décisions constantes et objectives et de gérer les comptes en nous fondant sur des méthodes statistiques éprouvées, de sorte que les portefeuilles de nos clients puissent produire un rendement acceptable dans les limites établies pour le risque.

Nous avons centralisé les octrois de crédit personnel et utilisons des procédés de pointage informatisés autant que possible pour nous assurer que l'évaluation de solvabilité est objective et contrôlée.

Risque classifié

Le risque classifié se rapporte aux prêts et autres crédits qui, selon nos normes, comportent un risque de crédit plus élevé que la normale.

Un prêt est classé comme prêt douteux lorsque, de l'avis de la direction, nous n'avons plus l'assurance raisonnable que nous pourrions recouvrer le plein montant du capital et des intérêts lorsqu'il sera dû.

Nous constituons des provisions spécifiques pour les prêts douteux lorsqu'une perte est probable ou lorsque la valeur estimative du prêt, d'après les flux de trésorerie futurs actualisés, est inférieure à la valeur enregistrée.

Les provisions pour nos portefeuilles de crédit personnel reposent sur la défaillance et le type de garantie.

Voir Information supplémentaire	page 38, tableau 12
Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés	page 46, notes 1, g) et h)
Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés	page 50, note 3

Provisions globales générales

Nous avons établi des provisions globales générales pour pertes sur créances d'après le risque de crédit lié aux éléments indéterminés. Nous avons porté notre provision globale générale pour pertes sur prêts de 836 millions de dollars au 31 octobre 2000 à 1 141 millions de dollars au 31 octobre 2001. En outre, nous avions une provision pour certains instruments financiers dérivés de 34 millions de dollars, de sorte que les provisions globales générales totalisaient 1 175 millions de dollars au 31 octobre 2001. Ce niveau représentait 0,92 % de l'actif pondéré en fonction des risques, dont 1 112 millions de dollars étaient admissibles en tant que capital de catégorie 2, soit 0,875 % de l'actif pondéré en fonction des risques selon les lignes directrices émises par le Bureau du surintendant des institutions financières Canada.

Provision pour pertes sur créances

Nous ajoutons la provision pour pertes sur créances à la provision globale pour pertes sur créances afin de porter celle-ci à un niveau que la direction considère adéquat pour absorber toutes les pertes probables liées au crédit que le portefeuille de prêts pourrait subir.

En raison de la détérioration de la situation économique en Amérique du Nord en 2001, nous avons accru notre provision pour pertes sur créances, compte non tenu de l'addition exceptionnelle de 300 millions de dollars à la provision globale générale, qui est passée de 480 millions de dollars en 2000 à 620 millions de dollars en 2001. Ce niveau de provision spécifique représente 0,48 % de la moyenne nette des prêts et des engagements de clients en contrepartie d'acceptations, contre 0,39 % pour l'exercice précédent. Au cours de l'exercice, TD a majoré la provision globale générale pour pertes sur créances de 300 millions de dollars. Cette majoration a été fonction d'une évaluation de la situation des entreprises et de la conjoncture économique, des pertes passées et prévues, de la composition des portefeuilles de prêts et d'autres indicateurs pertinents.

Voir Information supplémentaire	page 39, tableau 14
---------------------------------	---------------------

Prêts douteux nets

Le niveau de prêts douteux nets est une importante mesure du risque de crédit. Il représente le montant brut des prêts douteux, moins le total des provisions globales pour pertes sur créances.

Pour un cinquième exercice d'affilée, les provisions globales ont dépassé les prêts douteux, ce qui a entraîné des provisions globales excédentaires de (53) millions de dollars en 2001, contre (159) millions de dollars en 2000.

Voir Information supplémentaire	page 38, tableau 12
---------------------------------	---------------------

RISQUE DE MARCHÉ

Le risque de marché correspond à la perte éventuelle découlant des variations de la valeur des instruments financiers.

La valeur d'un instrument financier peut être influencée par les variations :

- des taux d'intérêt;
- des taux de change;
- des prix des actions et des marchandises;
- des écarts de crédit.

Nous sommes exposés au risque de marché lorsque nous effectuons des opérations financières par l'entremise de nos quatre principales activités :

- Tenue de marché – Nous tenons des marchés pour un grand nombre de valeurs mobilières et d'autres produits négociés. Nous constituons des stocks de ces valeurs mobilières pour en vendre et en acheter aux investisseurs. Nous tirons un profit sur l'écart entre le cours acheteur et le cours vendeur. La rentabilité est fonction du volume de négociation.
- Ventes – Nous offrons une vaste gamme de produits financiers qui répondent aux besoins de nos clients. Nos revenus tirés de ces produits proviennent des majorations de prix ou des commissions. La rentabilité dépend du volume de ventes.
- Arbitrage – Nous prenons des positions sur certains marchés et compensons le risque connexe sur d'autres marchés. Grâce à nos connaissances des divers marchés et des relations entre ceux-ci, nous pouvons relever les anomalies de prix et en tirer avantage.
- Positionnement – En prévision de fluctuations sur certains marchés de capitaux, nous cherchons à réaliser des profits en prenant des positions sur ces marchés. Cette stratégie est la plus risquée de nos activités de négociation et nous l'employons de façon sélective.

Gestion du risque de marché

La Direction des risques du Groupe supervise la gestion du risque de marché lié à nos activités de négociation. Elle n'a pas de compte à rendre quant au revenu de négociation. Ses responsabilités sont notamment les suivantes :

- conception et établissement de méthodes pour mesurer les risques de marché et en faire rapport;
- approbation de limites de négociation nouvelles ou supplémentaires;
- surveillance des risques et approbation de tout dépassement des limites approuvées;
- approbation de tous les nouveaux produits de négociation;
- essai indépendant de tous les modèles d'établissement de prix et de tous les systèmes de négociation;
- approbation de tous les taux et prix du marché servant à l'évaluation des positions de négociation de TD et à l'estimation du risque de marché;
- mise en application d'essais sous contrainte pour déterminer l'incidence de fluctuations marquées inhabituelles du marché sur le portefeuille;
- mise sur pied et maintien des modèles servant au calcul du capital réglementaire requis pour le risque de marché.

Le groupe Politique des risques de marché, qui fait partie de la Direction des risques du Groupe, est chargé d'évaluer le risque de marché, d'en faire rapport et de le surveiller. En outre, il doit communiquer et appliquer des limites de risque dans toutes nos activités de négociation. Il assure la tenue du manuel des politiques des risques de marché, qui renferme toutes les politiques se rapportant aux risques de marché liés aux activités de négociation.

Le Comité de la politique des risques de marché se réunit toutes les deux semaines pour un examen, par des pairs, du profil de risque de marché de nos activités de négociation et pour l'approbation des modifications apportées aux politiques des risques. Le président du Conseil et chef de la direction, Valeurs Mobilières TD, et le premier vice-président, Politique des risques de marché, assurent conjointement la présidence du comité, qui comprend des cadres supérieurs de Valeurs Mobilières TD et des membres de la Direction de la vérification. Le comité de vérification et de gestion des risques du conseil d'administration examine les risques de marché tous les trimestres et approuve chaque année la totalité des politiques importantes des risques de marché.

Comment nous gérons le risque de marché

La gestion du risque de marché constitue un élément stratégique de notre processus de planification d'entreprise. Nous n'amorçons de nouvelles activités de négociation et n'étendons celles qui existent que si :

- le risque a été évalué de façon exhaustive et jugé susceptible d'être assumé selon nos capacités et nos compétences en affaires;
- nous possédons l'infrastructure nécessaire pour surveiller, contrôler et gérer le risque.

Nous gérons le risque de marché principalement en fixant des limites de négociation et en soumettant nos activités de négociation à des essais sous contrainte.

Limites de négociation

La valeur du risque mesure l'incidence négative que les éventuelles fluctuations des taux et des prix du marché pourraient avoir sur la valeur d'un portefeuille pour une période donnée.

Nous fixons des limites de négociation qui sont conformes au plan d'affaires approuvé pour une activité donnée et à notre tolérance à l'égard du risque de marché de cette activité. Lorsque nous établissons ces limites, nous tenons compte de l'instabilité du marché, de sa liquidité, de l'expérience des négociateurs et de la stratégie d'entreprise.

Notre mesure principale pour établir les limites de négociation est la valeur du risque. Nous utilisons la valeur du risque pour surveiller et contrôler le niveau global du risque et calculer le capital réglementaire requis.

Nous pouvons aussi appliquer des limites spécialisées, comme les limites théoriques, les limites d'ordre stop et les limites liées aux écarts de crédit, aux variations de la courbe de rendement et aux risques de perte, ainsi que d'autres limites, s'il convient de le faire. Ces limites supplémentaires réduisent la probabilité que des pertes sur des activités de négociation n'excèdent les limites de la valeur du risque.

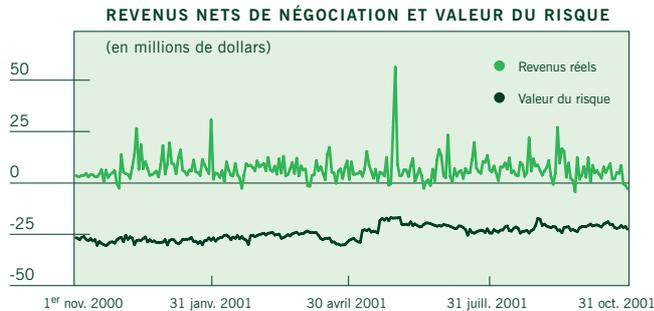
À la fin de chaque journée, la Direction des risques du Groupe examine les rapports quotidiens des risques liés aux négociations et compare les risques avec leurs limites. Si une limite est dépassée, le pupitre de négociation doit ramener immédiatement la position dans les limites fixées, à moins que la Direction des risques du Groupe n'accorde une exception. Celle-ci suit un processus établi pour accorder les exceptions aux limites fixées.

Si, au cours d'une journée, il semble qu'une limite de négociation sera dépassée, le négociateur doit obtenir une autorisation pour reporter la position au lendemain.

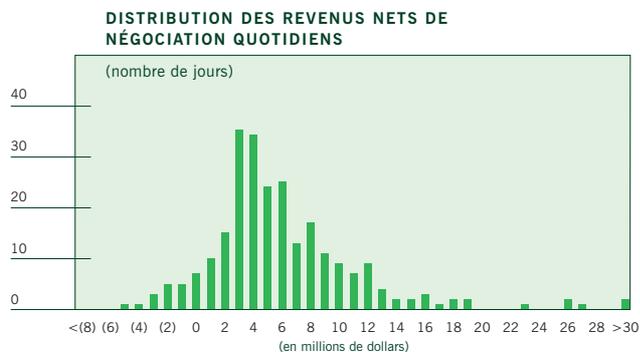
Calcul de la valeur du risque

D'abord, nous estimons la valeur du risque en créant une distribution des variations possibles de la valeur marchande du portefeuille actuel. Nous évaluons celui-ci à l'aide des prix du marché et des fluctuations de taux au cours des 259 derniers jours de négociation. Nous calculons ensuite la valeur du risque. Ainsi, les pertes possibles du portefeuille devraient être inférieures au montant de la valeur du risque 99 jours de négociation sur 100.

Le graphique ci-après compare les revenus nets de nos activités de négociation et la valeur du risque quotidienne. Notre valeur du risque s'établissait, le 31 octobre 2001, à 22,5 millions de dollars, en baisse de 4,9 millions de dollars par rapport au 31 octobre 2000. La moyenne de la valeur du risque pour l'exercice 2001 a été de 24,5 millions de dollars. Les diminutions de la valeur du risque pendant l'exercice 2001 résultent de l'intégration de certains risques dans notre modèle de valeur du risque, en particulier les risques liés à nos activités d'arbitrage sur titres convertibles et à nos opérations sur les dérivés de crédit. Grâce à cette diversification, notre valeur du risque présentée s'est améliorée.



Le graphique ci-après montre la distribution de fréquences de nos revenus nets de négociation pour l'exercice 2001. Les revenus nets de négociation quotidiens pour 2001 ont été positifs à 94 % des jours de négociation au cours de l'exercice. Les pertes n'ont jamais dépassé notre valeur du risque prévue statistiquement à l'égard de l'ensemble de nos activités de négociation. Notre pire perte quotidienne a été de moins de 5 millions de dollars. La distribution des revenus de négociation démontre une grande diversification des activités de négociation de Valeurs Mobilières TD et indique qu'il est peu probable que des pertes importantes dépassent notre valeur du risque présentée.

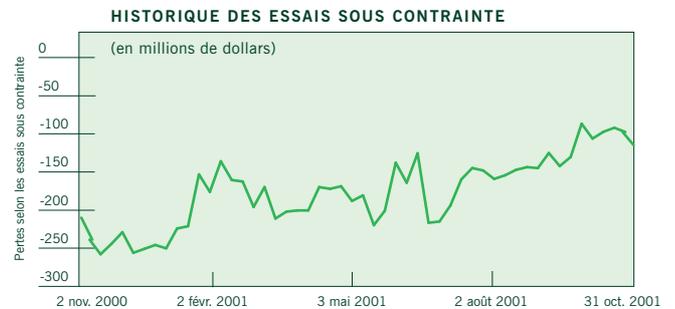


Essais sous contrainte

Nous recourons à des essais sous contrainte pour quantifier la plus importante perte trimestrielle que nous sommes prêts à assumer dans le cadre de nos activités de négociation et limitons ensuite le risque de marché en conséquence.

Nos activités de négociation sont assujetties à une limite d'essais sous contrainte pour l'ensemble des activités mondiales, et chaque activité mondiale a une limite d'essais sous contrainte. Les essais sous contrainte sont effectués et revus toutes les semaines avec le responsable de la Direction des risques du Groupe. Ils sont examinés toutes les deux semaines avec le comité des risques de marché et quatre fois par année avec le comité de vérification et de gestion des risques du conseil d'administration. Les essais sous contrainte sont conçus pour reproduire des événements économiques inhabituels, les pires résultats historiques ou des fluctuations importantes mais plausibles des facteurs de risque sur des marchés clés.

Le graphique ci-après représente les résultats hebdomadaires de nos essais sous contrainte, qui révèlent l'incidence immédiate des fluctuations importantes du marché. Nous avons considérablement réduit notre risque lié aux écarts de crédit en 2001 en achetant des protections sous forme de titres de créance garantis synthétiques et de swaps sur défaillance. Étant donné que le risque lié aux écarts de crédit prédominait dans nos essais sous contrainte au cours des exercices précédents, cette meilleure gestion du risque de crédit a eu des effets positifs importants sur notre profil de risque.



GESTION DE L'ACTIF ET DU PASSIF

La gestion de l'actif et du passif correspond à la gestion des risques de marché liés à nos activités bancaires traditionnelles. Ces risques comprennent principalement le risque de taux d'intérêt et le risque de change.

Nous sommes exposés au risque de marché lorsque nous effectuons des opérations bancaires autres que de négociation avec les clients de TD Canada Trust. Ces opérations englobent essentiellement les dépôts et les prêts, qui sont aussi désignés comme nos positions «d'actif et de passif».

Responsables de la gestion de l'actif et du passif

L'unité de gestion de la trésorerie et du bilan au sein des Finances du Groupe évalue et gère les risques de marché de nos activités bancaires autres que de négociation. Le comité de l'actif et du passif, qui est présidé par le président du Conseil et chef de la direction de TD et comprend des membres de la haute direction, surveille les risques de marché non liés aux négociations et dirige l'unité de gestion de la trésorerie et du bilan. Le comité de vérification et de gestion des risques du conseil d'administration revoit et approuve chaque année toutes les politiques et tous les procédés relatifs aux risques de marché.

Comment nous gérons nos positions d'actif et de passif

Nous évaluons tous les risques liés aux produits lorsque ces derniers sont émis, en utilisant une méthode de prix de transfert entièrement protégée, redressée en fonction des options. Cette méthode permet à l'unité de gestion de la trésorerie et du bilan d'évaluer et de gérer le risque selon un profil de risque cible. Elle permet aussi de s'assurer que les unités d'exploitation de TD Canada Trust ne s'engagent que dans des activités de prise de risques productives.

Gestion du risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt correspond aux effets que les fluctuations des taux d'intérêt pourraient avoir sur nos marges, nos revenus et notre valeur économique. Par exemple, une hausse des taux d'intérêt pourrait augmenter nos coûts de financement et réduire ainsi le revenu d'intérêts net gagné sur certains prêts.

Nous sommes exposés au risque de taux d'intérêt lorsque les flux de trésorerie du capital et des intérêts de l'actif et du passif ont des paiements d'intérêts ou des dates d'échéance différents. Il s'agit alors d'une position asymétrique. Le taux d'un actif ou d'un passif sensible au taux d'intérêt est modifié lorsque le taux d'intérêt change, lorsque des flux de trésorerie proviennent de l'échéance ou de l'amortissement normal, ou lorsque les clients exercent leurs options de remboursement anticipé, de conversion ou de rachat.

Notre risque dépend de la taille et de l'orientation des fluctuations des taux d'intérêt ainsi que de la taille et de l'échéance de la position asymétrique. Il est aussi influencé par le volume de nouvelles affaires, le renouvellement des prêts et des dépôts ainsi que la fréquence à laquelle les clients exercent les options, comme le remboursement d'un prêt ou la récupération d'un dépôt avant leur échéance.

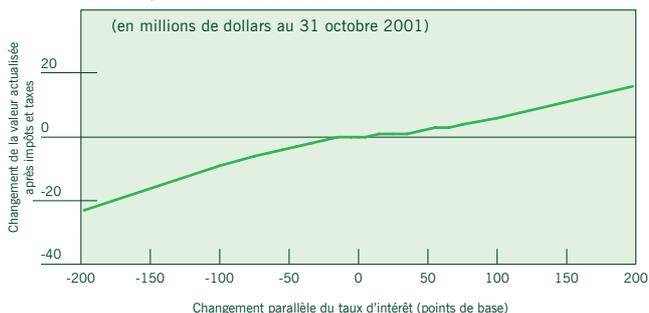
Nous gérons le risque de taux d'intérêt dans les limites fixées par nos politiques de gestion du risque de taux d'intérêt.

Nous évaluons toutes les semaines nos positions d'actif et de passif ainsi que tous nos risques hors bilan, alors que nous évaluons tous les jours certaines positions sur options. Nous couvrons ensuite la situation financière qui résulte d'un profil de risque cible. Pour gérer le risque de taux d'intérêt, nous utilisons des instruments financiers dérivés, des instruments de gros et d'autres solutions du marché financier, et nous recourons moins souvent à des stratégies de fixation de prix.

Selon la situation financière obtenue, nous évaluons et gérons l'exposition au risque de taux d'intérêt lié aux instruments comportant des liquidités à un taux fixe fermé (sans option) séparément des options des produits. Ces options représentent un risque financier important, qu'elles soient libres, comme des engagements à l'égard d'un taux d'hypothèque, ou intégrées à des prêts ou à des dépôts.

L'exposition au risque de taux d'intérêt lié aux instruments à taux fermé (sans option) présente un profil de rendement presque linéaire ou symétrique par rapport aux changements parallèles des taux d'intérêt. Le graphique ci-après indique, au 31 octobre 2001, notre exposition au risque de taux d'intérêt lié aux instruments à taux fermé (sans option) inclus dans la situation financière. Si le portefeuille avait enregistré, le 31 octobre 2001, une baisse directe et soutenue de 100 points de base des taux, la valeur économique de l'avoir des actionnaires aurait diminué de 9 millions de dollars, après impôts et taxes (2 millions de dollars en 2000 pour une augmentation de 100 points de base des taux). Le même mouvement de taux réduirait le revenu net après impôts et taxes de 6 millions de dollars au cours des 12 prochains mois (7 millions de dollars en 2000).

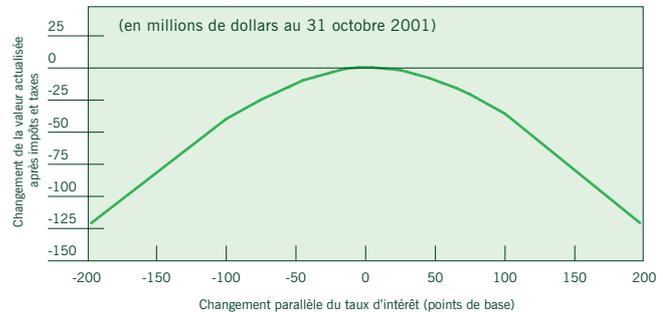
PORTEFEUILLE D'INSTRUMENTS À TAUX FERMÉ (SANS OPTION) – VALEUR ÉCONOMIQUE EXPOSÉE AU RISQUE D'UN MOUVEMENT DE TAUX D'INTÉRÊT¹



L'exposition au risque de taux d'intérêt lié aux options des produits présente un profil de rendement non linéaire ou asymétrique. Le graphique ci-après montre notre exposition au risque de taux d'intérêt lié à tous les instruments inclus dans la situation financière le 31 octobre 2001 – les instruments à taux fermé (sans option), plus les options des produits. Une baisse directe et soutenue de 100 points de base des taux aurait diminué la valeur économique de l'avoir des actionnaires de 40 millions de dollars après impôts et taxes (25 millions de dollars en 2000 pour une augmentation de 100 points de base des taux).

Nous gérons le risque lié aux options des produits en achetant des options ou en recourant à un procédé de couverture dynamique conçu pour reproduire le rendement d'une option achetée. Une couverture dynamique comporte un rééquilibrage des instruments de couverture que nous détenons compte tenu des faibles variations des taux d'intérêt. Le graphique ci-après suppose que les portefeuilles d'instruments de couverture dynamiques détenus au 31 octobre ne sont pas rééquilibrés pour tenir compte d'un mouvement des taux d'intérêt.

SITUATION FINANCIÈRE GLOBALE – VALEUR ÉCONOMIQUE EXPOSÉE AU RISQUE D'UN MOUVEMENT DE TAUX D'INTÉRÊT¹



Gestion du risque de change

Le risque de change correspond aux pertes qui pourraient découler des fluctuations des taux de change. L'actif et le passif libellés en monnaies étrangères comportent un risque de change.

Nous sommes exposés au risque de change :

- lorsque nos actifs libellés en une monnaie étrangère sont soit supérieurs ou inférieurs aux passifs libellés dans la même monnaie. La situation donne ainsi lieu à une position ouverte en une monnaie étrangère. Pour gérer ce risque, nous réduisons au minimum les positions ouvertes en monnaies étrangères.
- en raison de nos placements dans des établissements à l'étranger. Nous gérons un tel risque d'après un profil de risque cible, notamment en réduisant au minimum le risque que nos ratios de capital soient touchés par les fluctuations des taux de change.

RISQUE DE LIQUIDITÉ

Le risque de liquidité se rapporte au risque que nous ne puissions pas satisfaire aux demandes de liquidités et nous acquitter de nos obligations lorsqu'elles viennent à échéance. Les demandes de liquidités peuvent se produire au retrait d'un dépôt, à l'échéance d'une dette et par suite d'un accord de crédit.

Nous détenons suffisamment d'actifs liquides en dollars canadiens et américains ainsi qu'en d'autres monnaies étrangères de sorte que des fonds soient facilement disponibles pour nous acquitter de nos obligations. Notre politique de liquidité évalue la quantité de fonds nécessaire pour satisfaire aux exigences à court terme dans le cadre normal des activités et dans une situation de crise.

¹ Le risque de taux d'intérêt lié aux dépôts et aux prêts ne comportant pas d'échéance est calculé d'après des échéances hypothétiques.

Gestion du risque de liquidité

L'unité de gestion de la trésorerie et du bilan au sein des Finances du Groupe est responsable de l'évaluation du risque de liquidité de la Banque et de la gestion de la position de liquidités en dollars canadiens. Valeurs Mobilières TD est responsable de la gestion des positions de liquidités en dollars américains et en d'autres monnaies. Le comité de l'actif et du passif supervise la gestion du risque de liquidité. Le comité de vérification et de gestion des risques du conseil d'administration revoit et approuve tous les ans les politiques de gestion des liquidités.

Comment nous gérons le risque de liquidité

Nous nous assurons d'avoir suffisamment de fonds disponibles pour respecter nos obligations en gérant nos flux de trésorerie et en détenant des actifs facilement convertibles en espèces. Nous avons aussi un programme dynamique de financement de gros, y compris la titrisation d'actifs, pour nous assurer l'accès à des sources de financement très diversifiées.

Nous gérons les liquidités à l'échelle mondiale de manière à assurer une gestion prudente du risque de liquidité lié à toutes nos activités. Outre notre grande réserve de dépôts stables de détail et commerciaux, nous disposons de sources de financement de gros très diversifiées et de réseaux de distribution pour soutenir nos activités bancaires de gros. En cas d'un besoin exceptionnel de liquidités, nous détenons, pour une période déterminée, suffisamment de titres négociables pour respecter nos engagements arrivant à échéance. Puisque les clients qui effectuent des dépôts importants peuvent avoir une influence sur nos liquidités, nous nous gardons aussi de ne pas dépendre d'un seul client ou petit groupe de clients.

Le 31 octobre 2001, notre position d'actifs liquides excédentaires consolidés s'établissait à 0,5 milliard de dollars canadiens en regard d'une position de 2,2 milliards de dollars canadiens au 31 octobre 2000. La position d'actifs liquides excédentaires correspond au total des actifs liquides, moins les exigences de financement de gros à court terme de TD. Au cours de l'exercice, des montants ont été prélevés sur la position d'actifs liquides excédentaires surtout en raison de la croissance des fonds liés aux actifs de détail.

Dans une situation de crise, nous disposerions de plans d'urgence qui nous permettraient de respecter nos engagements.

RISQUE D'EXPLOITATION

Le risque d'exploitation est le risque d'une perte découlant du caractère inadéquat ou de la défaillance des processus, des ressources et des systèmes internes. Il peut également avoir pour origine des faits externes.

Le risque d'exploitation est inhérent à toute activité commerciale et peut entraîner des pertes financières, des pertes de réputation ou des peines réglementaires. Ce risque comprend les risques liés au traitement des opérations, aux défaillances technologiques, aux actifs corporels, au non-respect des lignes directrices internes de la part des employés, au non-respect de la réglementation et aux manquements à la conformité. Il comprend aussi les risques liés à la criminalité, par exemple le vol et la fraude, et à la responsabilité civile. Notre risque d'exploitation découle de nos activités internes et de nos activités d'impartition.

La gestion du risque d'exploitation est un objectif clé du Groupe Financier Banque TD. Cela est essentiel à la protection, à l'amélioration et à la création de la valeur pour les actionnaires, ainsi qu'à l'efficacité liée à l'exploitation, et à la création d'un environnement de travail sain pour le personnel et la clientèle.

Gestion du risque d'exploitation

Nous avons mis sur pied un groupe de gestion du risque d'exploitation indépendant, qui fait partie de la Direction des risques du Groupe, pour établir des politiques et coordonner les activités d'exploitation et les activités de gestion de risques à l'échelle de notre organisation.

Comment nous gérons le risque d'exploitation

Le groupe de gestion du risque d'exploitation est tenu :

- de recenser et de mesurer continuellement le risque d'exploitation auquel s'exposent nos entreprises et d'en faire rapport;
- de s'assurer que le capital économique servant à la gestion de risques est attribué en fonction des évaluations du risque d'exploitation;
- de superviser la mise en application des principales pratiques de gestion de risques à l'échelle de la Banque, y compris un système étendu de contrôles internes, un personnel bien formé et compétent, une séparation des tâches incompatibles et des pratiques d'exploitation clairement définies;
- de recenser et de mettre en œuvre des pratiques avant-gardistes pour l'industrie aux fins de la gestion du risque d'exploitation.

Planification de la reprise des activités

Nous disposons de plans et de processus pour la reprise des activités relativement à toutes les fonctions liées aux activités d'exploitation et de soutien. Ces plans permettent de réduire au minimum les risques ainsi que les coûts et la durée d'une interruption de nos processus d'affaires et de nos services. Une équipe constituée de cadres supervise la planification de la reprise des activités de TD et veille à la gestion continue de l'organisation. Ses responsabilités sont notamment les suivantes :

- maintien et communication des politiques et procédés sur la reprise des activités, y compris une analyse comparative avec l'industrie;
- recensement et évaluation des processus d'affaires primordiaux et du degré de dépendance;
- tests réguliers de nos plans de reprise de nos principales activités;
- maintien d'un lieu externe pour la sauvegarde des données, pour que nous puissions continuer d'offrir nos produits et services.

Assurances

Les spécialistes en gestion de risques et en assurances gèrent un portefeuille dynamique d'assurances afin de protéger TD contre des événements internes et externes dans le cours normal de ses affaires. Il incombe à ces spécialistes d'examiner tous les risques assurables et de trouver et d'appliquer des solutions en matière d'assurances et de transfert de risques. L'examen comprend une étude perpétuelle de la capacité de nos assureurs de régler les sinistres.

Gestion du capital

Structure du capital et ratios en fin d'exercice

(en millions de dollars)	2001	2000	1999
Capital de catégorie 1			
Bénéfices non répartis	9 653 \$	9 039 \$	8 694 \$
Actions ordinaires	2 259	2 060	2 006
Actions privilégiées admissibles	1 492	1 251	833
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	1 272	1 471	335
Moins : écart d'acquisition et actifs incorporels excédant la limite de 5 %	(4 041)	(4 458)	(892)
Total du capital de catégorie 1	10 635	9 363	10 976
Capital de catégorie 2			
Effets subordonnés et débetures	4 892	4 883	3 217
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	-	185	-
Provision globale générale pour pertes sur créances incluse dans le capital	1 112	862	753
Moins : amortissement des effets subordonnés et des débetures	(545)	(488)	(346)
Total du capital de catégorie 2	5 459	5 442	3 624
Autres déductions	985	762	150
Total du capital réglementaire	15 109 \$	14 043 \$	14 450 \$
Ratios de capital			
Par rapport à l'actif pondéré en fonction des risques			
Capital de catégorie 1	8,4 %	7,2 %	10,1 %
Total du capital réglementaire	11,9	10,8	13,3
Ratio de l'actif par rapport au capital ^{1,2}	18,3	18,4	15,0

¹ Total de l'actif plus les instruments de crédit hors bilan, tels que les lettres de crédit et les garanties, moins les placements dans des sociétés associées, l'écart d'acquisition et les actifs nets incorporels, divisé par le total du capital réglementaire.

² En 2000, le ratio autorisé de l'actif par rapport au capital de la Banque a été porté de 20 à 23 fois.

NOS OBJECTIFS

Nous voulons conserver des capitaux suffisants pour garder la confiance des investisseurs et des déposants, tout en offrant un rendement satisfaisant aux détenteurs d'actions ordinaires.

Nos objectifs sont les suivants :

- posséder, par rapport aux autres institutions financières, une structure du capital appropriée selon la définition des organismes de réglementation pertinents;
- maintenir des cotes élevées;
- obtenir le coût global le plus bas pour le capital, tout en préservant une composition appropriée d'éléments du capital;
- veiller à avoir en main ou à pouvoir obtenir rapidement, à un coût raisonnable, des capitaux suffisants et appropriés pour faciliter notre expansion et fournir une protection en cas d'imprévu;
- fournir un rendement satisfaisant aux détenteurs d'actions ordinaires.

Sources des capitaux

Nos capitaux proviennent principalement des détenteurs d'actions ordinaires.

Responsables de la gestion de notre capital

Les Finances du Groupe gèrent le capital de TD et ont la responsabilité de le recueillir, de le maintenir et de le réduire. Conformément à la *Loi sur les banques*, le conseil d'administration supervise la plupart des décisions concernant le capital.

COMMENT NOUS AVONS GÉRÉ NOTRE CAPITAL

Capital de catégorie 1

Les bénéfices non répartis ont augmenté de 614 millions de dollars au cours de l'exercice. En outre, nous avons émis 199 millions de dollars d'actions ordinaires, surtout dans le cadre de l'acquisition de Newcrest.

En raison de l'amortissement, l'écart d'acquisition et les actifs incorporels (au-dessus de 5 % du capital brut de catégorie 1) déduits du capital, conformément à la réglementation, ont régressé de 417 millions de dollars au cours de l'exercice.

Capital de catégorie 2

Les mesures que nous avons prises pour gérer notre capital pendant l'exercice sont notamment les suivantes :

- rachat de 750 millions de dollars de débetures et émission, à titre de remplacement, de 800 millions de dollars d'effets subordonnés à moyen terme;
- échange de 350 millions de dollars de titres de créance subordonnés et de 225 millions de dollars d'actions privilégiées de Canada Trust (classées auparavant dans le bilan consolidé à titre de part des actionnaires sans contrôle dans des filiales) contre respectivement des titres de créance et des actions privilégiées de la Banque TD, selon des modalités pratiquement identiques;
- rachat de 150 millions de dollars d'actions privilégiées de Canada Trust (classées auparavant dans le bilan consolidé à titre de part des actionnaires sans contrôle dans des filiales).

Par suite de l'augmentation de 300 millions de dollars de notre provision globale générale pour pertes sur créances pendant l'exercice et de la décision de l'organisme de réglementation d'autoriser une hausse des provisions globales générales dans le capital total, notre provision globale générale admissible à titre de capital de catégorie 2 s'est accrue de 250 millions de dollars.

Ratios de capital

Depuis notre acquisition de Canada Trust en 2000, nous avons accompli d'importants progrès pour améliorer nos ratios de capital réglementaire. Le 31 octobre 2001, notre ratio du capital de catégorie 1 et notre ratio du total du capital s'établissaient respectivement à 8,4 % et à 11,9 %, contre 7,2 % et 10,8 % le 31 octobre 2000.

Le Bureau du surintendant des institutions financières Canada (BSIF) mesure la suffisance du capital des banques canadiennes d'après ses lignes directrices sur l'établissement du capital rajusté en fonction des risques, de l'actif pondéré en fonction des risques

et des engagements hors bilan. Cette démarche repose sur le cadre approuvé de la Banque des Règlements Internationaux visant à atteindre une mesure plus uniforme de la suffisance du capital et à établir des normes pour les banques engagées dans des activités internationales.

À propos des ratios de capital

Les ratios de capital permettent de mesurer la santé et la flexibilité financières.

Les deux principaux ratios que nous utilisons pour voir si le capital est suffisant sont le ratio de capital de catégorie 1 et le ratio du total du capital. Le BSIF définit ces ratios et établit leur niveau pour les banques canadiennes :

- Le ratio du capital de catégorie 1 est défini comme étant le capital de catégorie 1 divisé par l'actif pondéré en fonction des risques. Le BSIF exige que les banques disposent d'un ratio de 7 % pour être considérées comme ayant un capital suffisant.
- Le ratio du total du capital est défini comme étant le total du capital réglementaire divisé par l'actif pondéré en fonction des risques. Le BSIF exige que les banques disposent d'un ratio de 10 % pour être considérées comme ayant un capital suffisant.

Actif pondéré en fonction des risques

Notre total de l'actif au bilan a enregistré une forte croissance pour 2001, progressant de 23 milliards de dollars ou de 9 %. Toutefois, le total de l'actif pondéré en fonction des risques a diminué en raison de notre gestion continue de l'actif pondéré en fonction des risques à l'échelle de la Banque.

Nous révisons les engagements au bilan et hors bilan lorsque nous évaluons les risques.

Voir Gestion des risques page 24

Couverture de l'intérêt sur les effets subordonnés et débetures

Nous sommes tenus de divulguer à nos détenteurs d'effets certains renseignements sur notre couverture de l'intérêt.

Nos exigences en matière d'intérêts sur tous les effets subordonnés et débetures, compte tenu des nouvelles émissions et du rachat des titres de créance subordonnés, se sont élevées à 327 millions de dollars pour l'exercice se terminant le 31 octobre 2001.

Pour le même exercice, notre revenu net avant intérêts et impôts sur les bénéfices déclaré, déduction faite de la part des actionnaires sans contrôle dans TD Waterhouse Group, Inc., s'est établi à 1 557 millions de dollars, soit 4,8 fois nos exigences en matière d'intérêts pour cette période.

Selon la comptabilité de caisse et en rapport avec l'exploitation, ces chiffres correspondent respectivement à 327 millions de dollars, 3 240 millions de dollars et 9,9 fois.

ACCORD PROPOSÉ SUR LES FONDS PROPRES

En 2001, le Comité de Bâle sur le contrôle bancaire a publié un nouvel accord sur les fonds propres, soumis à consultation, afin de remplacer celui qui a été instauré en 1988 et modifié en 1996.

L'accord proposé permettrait aux banques présentant des degrés variables de complexité et de technicité d'établir leurs fonds propres en fonction des méthodes qu'elles emploient pour mesurer, gérer et atténuer les risques. L'accord offre une série de méthodes, allant de la plus simple à la plus complexe, pour mesurer le risque de crédit et le risque d'exploitation.

Chaque banque peut adopter l'approche qui convient le mieux à son degré de technicité et à son profil de risque, sous réserve d'un examen par les organismes de réglementation. L'accord vise à favoriser les banques ayant une gestion de risques plus rigoureuse et plus précise, en leur permettant d'avoir un capital réglementaire moindre que celui des banques ayant une approche moins stricte et moins complexe.

Le secteur des services financiers du monde entier a commenté l'accord. Ce dialogue se poursuivra au cours des prochaines années, y compris les consultations auprès du BSIF sur l'application possible de l'accord au Canada. Nous sommes en train de concevoir des systèmes et des procédés en vue de nous conformer au nouvel accord à compter de l'exercice 2005.

Actif pondéré en fonction des risques en fin d'exercice

(en millions de dollars)	2001		2000		1999	
	Solde	Solde pondéré en fonction des risques	Solde	Solde pondéré en fonction des risques	Solde	Solde pondéré en fonction des risques
Actif au bilan						
Liquidités	5 945 \$	991 \$	4 187 \$	657 \$	6 226 \$	1 109 \$
Valeurs mobilières achetées en vertu de prises en pension	20 205	324	13 974	238	25 708	201
Valeurs mobilières	97 194	6 946	85 387	8 286	69 093	6 956
Prêts	119 673	66 514	120 721	72 351	87 485	54 079
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	9 122	8 246	9 812	9 008	9 040	8 286
Autres actifs	35 699	6 342	30 737	7 704	16 865	4 757
Total de l'actif au bilan	287 838 \$	89 363	264 818 \$	98 244	214 417 \$	75 388
Actif hors bilan						
Instruments de crédit		18 350		16 130		19 347
Instruments financiers dérivés		6 373		4 661		3 603
Total de l'actif hors bilan		24 723		20 791		22 950
Total de l'équivalent de l'actif pondéré en fonction des risques – risque de crédit – risque de marché		114 086		119 035		98 338
		13 032		11 125		10 146
Total de l'actif pondéré en fonction des risques		127 118 \$		130 160 \$		108 484 \$

Information supplémentaire

TABEAU 1	Page 32	État consolidé des revenus (É.F.)	TABEAU 10	Page 36	Prêts aux petites et moyennes entreprises
TABEAU 2	Page 33	Mesures d'exploitation selon la comptabilité de caisse	TABEAU 11	Page 37	Prêts et engagements de clients en contrepartie d'acceptations en fin d'exercice
TABEAU 3	Page 33	Analyse des modifications du revenu d'intérêts net (É.F.)	TABEAU 12	Page 38	Prêts douteux moins provision globale pour pertes sur créances en fin d'exercice
TABEAU 4	Page 33	Marge des taux d'intérêt nette (É.F.)	TABEAU 13	Page 38	Incidence des prêts douteux sur le revenu d'intérêts net
TABEAU 5	Page 34	Soldes et taux d'intérêt moyens productifs (É.F.)	TABEAU 14	Page 39	Provision pour pertes sur créances
TABEAU 6	Page 34	Autres revenus	TABEAU 15	Page 40	Coût de remplacement actuel des dérivés
TABEAU 7	Page 35	Revenu lié aux activités de négociation (É.F.)	TABEAU 16	Page 40	Actif administré et actif géré
TABEAU 8	Page 35	Frais autres que d'intérêts et efficience			
TABEAU 9	Page 36	Impôts et taxes			

TABEAU 1 État consolidé des revenus (É.F.)

(en millions de dollars)	2001	2000	1999
Revenu d'intérêts net (É.F.)	4 636 \$	3 804 \$	3 173 \$
Provision pour pertes sur créances ¹	620	480	275
Revenu d'intérêts net après provision pour pertes sur créances (É.F.)	4 016	3 324	2 898
Autres revenus ¹	6 097	6 400	4 092
Revenu d'intérêts net et autres revenus (É.F.)	10 113	9 724	6 990
Frais autres que d'intérêts, compte non tenu de l'amortissement de l'écart d'acquisition/des actifs incorporels hors caisse et des coûts de restructuration	6 925	6 307	4 508
Revenu avant provision pour impôts sur les bénéfices (É.F.)	3 188	3 417	2 482
Provision pour impôts sur les bénéfices (É.F.)	981	1 322	1 005
Revenu avant part des actionnaires sans contrôle	2 207	2 095	1 477
Part des actionnaires sans contrôle	49	77	5
Revenu net d'exploitation – comptabilité de caisse²	2 158 \$	2 018 \$	1 472 \$
Gains à la vente de placements immobiliers, déduction faite des impôts et taxes	275	–	–
Hausse de la provision générale, déduction faite des impôts et taxes	(208)	–	–
Coûts de restructuration, déduction faite des impôts et taxes	(138)	(271)	–
Charge fiscale liée aux variations du taux d'impôt sur les bénéfices ³	(75)	–	–
Gains exceptionnels, déduction faite des impôts et taxes	–	–	1 553
Revenu net – comptabilité de caisse	2 012 \$	1 747 \$	3 025 \$
Amortissement de l'écart d'acquisition/des actifs incorporels hors caisse, déduction faite des impôts et taxes	629	722	44
Revenu net présenté	1 383 \$	1 025 \$	2 981 \$

¹ Exclut les hausses exceptionnelles de la provision générale de 300 millions de dollars avant impôts et taxes en 2001 et les gains immobiliers exceptionnels de 350 millions de dollars avant impôts et taxes en 2001.

² Les résultats d'exploitation selon la comptabilité de caisse excluent les coûts de restructuration liés aux acquisitions et aux mesures importantes de restructuration des activités (Valeurs Mobilières TD en 2001, TD Waterhouse Group, Inc. en 2001, l'acquisition de Newcrest en 2001 et l'acquisition de Canada Trust en 2000), l'effet des réductions futures des taux d'impôt sur les soldes d'impôts futurs en 2001, l'incidence nette des gains immobiliers et des hausses de la provision générale en 2001 ainsi que le gain à la vente de TD Waterhouse Group, Inc. et Knight/Trimark en 1999. Les résultats d'exploitation sont présentés de

cette manière afin d'établir une comparaison significative d'un exercice à l'autre. Les résultats selon la comptabilité de caisse excluent l'effet après impôts et taxes de l'amortissement de l'écart d'acquisition et d'autres actifs incorporels liés à des acquisitions. Comme expliqué, les résultats d'exploitation selon la comptabilité de caisse sont différents des résultats présentés établis conformément aux principes comptables généralement reconnus (PCGR). Le terme « résultats d'exploitation selon la comptabilité de caisse » n'est pas défini en vertu des PCGR et, par conséquent, ne peut être comparé aux termes similaires utilisés par d'autres émetteurs.

³ Les réductions du taux d'impôt entraînent une baisse de valeur des actifs d'impôts futurs.

TABLEAU 2 Mesures d'exploitation selon la comptabilité de caisse¹

	2001	2000	1999
Résultat d'exploitation par action ordinaire selon la comptabilité de caisse	3,31 \$	3,16 \$	2,39 \$
Rajustements au titre des éléments exceptionnels/hors caisse :			
Amortissement de l'écart d'acquisition, déduction faite des impôts et taxes	(0,30)	(0,21)	(0,07)
Amortissement des actifs incorporels liés aux regroupements d'entreprises, déduction faite des impôts et taxes	(0,70)	(0,95)	-
Gains à la vente de placements immobiliers, déduction faite des impôts et taxes	0,44	-	-
Hausse de la provision générale, déduction faite des impôts et taxes	(0,33)	-	-
Coûts de restructuration, déduction faite des impôts et taxes	(0,23)	(0,44)	-
Charge fiscale liée aux variations du taux d'impôt sur les bénéfices ²	(0,12)	-	-
Gains exceptionnels, déduction faite des impôts et taxes	-	-	2,58
Résultat par action ordinaire – état consolidé des revenus	2,07 \$	1,56 \$	4,90 \$
Rendement de l'avoir des détenteurs d'actions ordinaires			
Revenu net d'exploitation selon la comptabilité de caisse applicable aux actions ordinaires	2 075 \$	1 962 \$	1 429 \$
Avoir moyen des détenteurs d'actions ordinaires	11 505	10 894	8 576
Rendement d'exploitation de l'avoir des détenteurs d'actions ordinaires selon la comptabilité de caisse	18,0 %	18,0 %	16,7 %

¹ Les résultats d'exploitation selon la comptabilité de caisse excluent les coûts de restructuration liés aux acquisitions et aux mesures importantes de restructuration des activités (Valeurs Mobilières TD en 2001, TD Waterhouse Group, Inc. en 2001, l'acquisition de Newcrest en 2001 et l'acquisition de Canada Trust en 2000), l'effet des réductions futures des taux d'impôt sur les soldes d'impôts futurs en 2001, l'incidence nette des gains immobiliers et des hausses de la provision générale en 2001 ainsi que le gain à la vente de TD Waterhouse Group, Inc. et Knight/Trimark en 1999. Les résultats d'exploitation sont présentés de cette manière afin d'établir une comparaison significative d'un exercice à l'autre. Les

résultats selon la comptabilité de caisse excluent l'effet après impôts et taxes de l'amortissement de l'écart d'acquisition et d'autres actifs incorporels liés à des acquisitions. Comme expliqué, les résultats d'exploitation selon la comptabilité de caisse sont différents des résultats présentés établis conformément aux principes comptables généralement reconnus (PCGR). Le terme « résultats d'exploitation selon la comptabilité de caisse » n'est pas défini en vertu des PCGR et, par conséquent, ne peut être comparé aux termes similaires utilisés par d'autres émetteurs.

² Les réductions du taux d'impôt entraînent une baisse de valeur des actifs d'impôts futurs.

TABLEAU 3 Analyse des modifications du revenu d'intérêts net (É.F.)

(en millions de dollars)	2001 par rapport à 2000			2000 par rapport à 1999		
	Modification favorable (défavorable) attribuable au changement de			Modification favorable (défavorable) attribuable au changement de		
	Volume moyen	Taux moyen	Modification nette	Volume moyen	Taux moyen	Modification nette
Total de l'actif productif	908 \$	(66) \$	842 \$	2 956 \$	(148) \$	2 808 \$
Total des engagements portant intérêts	(710)	700	(10)	(2 053)	(124)	(2 177)
Revenu d'intérêts net	198 \$	634 \$	832 \$	903 \$	(272) \$	631 \$

TABLEAU 4 Marge des taux d'intérêt nette (É.F.)

(en millions de dollars)	2001			2000			1999		
	Actif productif moyen	Revenu d'intérêts net	Marge	Actif productif moyen	Revenu d'intérêts net	Marge	Actif productif moyen	Revenu d'intérêts net	Marge
Canada	147 525 \$	3 628 \$	2,46 %	133 116 \$	3 137 \$	2,36 %	100 814 \$	2 459 \$	2,44 %
États-Unis	55 798	509	0,91	53 371	458	0,86	47 472	484	1,02
Autres pays	50 128	499	1,00	47 534	209	0,44	37 861	230	0,61
Total – Banque	253 451 \$	4 636 \$	1,83 %	234 021 \$	3 804 \$	1,63 %	186 147 \$	3 173 \$	1,70 %

T A B L E A U 5 Soldes et taux d'intérêt moyens productifs (É.F.)

(en millions de dollars)	2001			2000			1999		
	Solde moyen	Intérêt	Taux moyen	Solde moyen	Intérêt	Taux moyen	Solde moyen	Intérêt	Taux moyen
Actif productif									
Dépôts à des banques	7 810 \$	391 \$	5,0 %	8 253 \$	474 \$	5,7 %	7 943 \$	512 \$	6,4 %
Valeurs mobilières achetées en vertu de prises en pension	26 511	1 462	5,5	23 561	1 350	5,7	24 401	1 156	4,7
Valeurs mobilières									
Compte de placement	28 696	1 535	5,3	27 210	1 512	5,6	15 922	898	5,6
Compte de négociation	70 375	2 636	3,7	60 607	1 932	3,2	48 715	2 062	4,2
Total des valeurs mobilières	99 071	4 171	4,2	87 817	3 444	3,9	64 637	2 960	4,6
Prêts									
Prêts hypothécaires résidentiels	48 462	3 172	6,5	42 750	2 796	6,5	32 904	2 118	6,4
Prêts à tempérament aux consommateurs et autres prêts personnels	32 071	2 612	8,1	32 026	2 762	8,6	17 981	1 409	7,8
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	39 526	2 908	7,4	39 614	3 048	7,7	38 281	2 911	7,6
Total des prêts	120 059	8 692	7,2	114 390	8 606	7,5	89 166	6 438	7,2
Total de l'actif productif	253 451 \$	14 716 \$	5,8 %	234 021 \$	13 874 \$	5,9 %	186 147 \$	11 066 \$	5,9 %
Engagements portant intérêts									
Dépôts									
Particuliers	93 733 \$	3 385 \$	3,6 %	81 174 \$	3 514 \$	4,3 %	50 640 \$	1 898 \$	3,7 %
Banques	31 210	1 667	5,3	35 562	1 960	5,5	30 078	1 675	5,6
Entreprises et gouvernements	76 093	3 232	4,2	72 684	3 320	4,6	61 330	2 681	4,4
Total des dépôts	201 036	8 284	4,1	189 420	8 794	4,6	142 048	6 254	4,4
Effets subordonnés et débetures	4 943	297	6,0	3 860	251	6,5	3 328	181	5,4
Obligations liées aux valeurs mobilières vendues à découvert et en vertu de conventions de rachat	43 567	1 488	3,4	35 950	985	2,7	34 280	1 430	4,2
Autres engagements portant intérêts	156	11	7,1	521	40	7,7	397	28	7,0
Total des engagements portant intérêts	249 702 \$	10 080 \$	4,0 %	229 751 \$	10 070 \$	4,4 %	180 053 \$	7 893 \$	4,4 %
Total du revenu d'intérêts net (É.F.)		4 636 \$			3 804 \$			3 173 \$	

T A B L E A U 6 Autres revenus

(en millions de dollars)	2001	2000	1999	1998	1997
Commissions et honoraires – TD Waterhouse	1 002 \$	1 521 \$	979 \$	634 \$	467 \$
Revenus sur services de courtage traditionnel et autres services de valeurs mobilières	701	667	484	379	333
Gestion de fonds communs de placement	502	452	258	204	152
Commissions sur crédit	425	545	463	403	352
Gains nets sur valeurs du compte de placement ¹	216	382	362	386	329
Revenu de négociation	1 318	1 225	679	298	270
Frais de service	589	463	289	283	268
Titrisations de prêts	272	236	94	33	–
Revenu sur cartes	249	233	190	180	165
Assurances	326	198	65	56	42
Droits de fiducie	86	75	23	21	30
Gains à la vente de placements immobiliers	350	–	–	–	–
Change – activités autres que de négociation	114	134	72	95	81
Revenu de location de biens	60	91	59	61	54
Autres services	237	178	75	164	107
Total	6 447 \$	6 400 \$	4 092 \$	3 197 \$	2 650 \$
Pourcentage d'augmentation par rapport à l'exercice précédent	0,7 %	56,4 %	28,0 %	20,6 %	51,5 %

¹ Excluent le gain exceptionnel à la vente de Knight/Trimark en 1999.

TABLEAU 7 Revenu lié aux activités de négociation (É.F.)¹

(en millions de dollars)	2001	2000	1999
Revenu d'intérêts net	219 \$	(287) \$	30 \$
Autres revenus	1 318	1 225	679
Total du revenu lié aux activités de négociation (É.F.)	1 537 \$	938 \$	709 \$
Par secteur			
Portefeuilles – taux d'intérêt et crédit	780 \$	383 \$	417 \$
Portefeuilles – change	247	200	145
Portefeuilles – actions et autres	510	355	147
Total du revenu lié aux activités de négociation (É.F.)	1 537 \$	938 \$	709 \$

¹ Le revenu lié aux activités de négociation comprend le revenu de négociation présenté dans les autres revenus et le revenu d'intérêts net tiré des instruments de négociation.

TABLEAU 8 Frais autres que d'intérêts et efficience¹

(en millions de dollars)	2001	2000	1999	1998	1997
Salaires et avantages sociaux					
Salaires	2 225 \$	2 032 \$	1 475 \$	1 362 \$	1 208 \$
Rémunération au rendement	1 150	1 048	785	630	478
Prestations de retraite et autres avantages sociaux	333	319	223	175	140
Total des salaires et des avantages sociaux	3 708	3 399	2 483	2 167	1 826
Frais d'occupation des locaux					
Location	323	266	209	196	171
Amortissement	149	104	80	73	72
Divers	120	128	84	75	70
Total des frais d'occupation des locaux	592	498	373	344	313
Frais de matériel et mobilier					
Location	159	118	88	78	58
Amortissement	169	156	121	108	86
Divers	328	287	186	149	126
Total des frais de matériel et mobilier	656	561	395	335	270
Frais généraux					
Marketing et prospection	410	434	261	213	188
Droits de courtage	229	260	221	162	100
Services professionnels et consultatifs	322	284	172	140	134
Communications	205	202	155	142	121
Impôt et taxe sur le capital et taxe d'affaires	106	82	86	73	110
Affranchissement	115	110	82	65	59
Déplacements et déménagements	67	65	46	45	38
Primes d'assurance-dépôts	33	28	41	63	64
Divers, compte non tenu de l'amortissement de l'écart d'acquisition/l'actif incorporel hors caisse et des coûts de restructuration	482	384	193	139	103
Total des frais généraux	1 969	1 849	1 257	1 042	917
Total des frais, compte non tenu de l'amortissement de l'écart d'acquisition/des actifs incorporels hors caisse et des coûts de restructuration	6 925 \$	6 307 \$	4 508 \$	3 888 \$	3 326 \$
Pourcentage d'augmentation	9,8 %	39,9 %	15,9 %	16,9 %	25,3 %
Efficience					
Revenu d'intérêts net (É.F.)	4 636 \$	3 804 \$	3 173 \$	3 140 \$	2 983 \$
Autres revenus	6 447	6 400	4 092	3 197	2 650
Total des revenus (É.F.)	11 083	10 204	7 265	6 337	5 633
Déduction des gains uniques	350	–	61	246	200
Revenus rajustés (É.F.)	10 733 \$	10 204 \$	7 204 \$	6 091 \$	5 433 \$
Efficience, à l'exclusion de l'amortissement de l'écart d'acquisition/des actifs incorporels hors caisse, des coûts de restructuration et des gains uniques²	64,5 %	61,8 %¹	62,6 %	63,8 %	61,2 %

¹ Les frais utilisés dans le calcul de l'efficience excluent l'amortissement de l'écart d'acquisition/des actifs incorporels hors caisse découlant des regroupements d'entreprises et les coûts de restructuration liés aux acquisitions et aux mesures importantes de restructuration des activités (Valeurs Mobilières TD en 2001, TD Waterhouse Group, Inc. en 2001,

l'acquisition de Newcrest en 2001 et l'acquisition de Canada Trust en 2000).

² Exclut les gains exceptionnels à la vente de TD Waterhouse Group, Inc. et Knight/Trimark en 1999, les gains immobiliers en 2001 et d'autres gains uniques.

TABLEAU 9 Impôts et taxes

(en millions de dollars)	2001	2000	1999	1998	1997
Impôts sur les bénéficiés					
État consolidé des revenus	(164) \$	296 \$	1 090 \$	611 \$	641 \$
Rajustement en équivalence fiscale	245	199	192	199	161
	81	495	1 282	810	802
Autres impôts et taxes					
Charges sociales	174	160	85	86	82
Primes d'assurance-dépôts	33	28	41	63	64
Impôt et taxe sur le capital	80	76	77	71	83
TPS et autres taxes de vente provinciales	149	92	82	93	74
Taxe municipale et taxe d'affaires	109	93	71	60	68
Total des autres impôts et taxes	545	449	356	373	371
Total des impôts et taxes	626 \$	944 \$	1 638 \$	1 183 \$	1 173 \$
Taux d'impôt sur les bénéficiés réel¹	30,8 %	38,7 %	40,7 %	42,0 %	42,4 %
Taux d'impôt total réel¹	40,9 %	45,8 %	46,8 %	51,3 %	51,9 %

¹ Exclut les coûts de restructuration liés aux acquisitions et aux mesures importantes de restructuration des activités (Valeurs Mobilières TD en 2001, TD Waterhouse Group, Inc. en 2001, l'acquisition de Newcrest en 2001 et l'acquisition de Canada Trust en 2000), l'incidence nette

des gains immobiliers et des hausses de la provision générale en 2001, la majoration de l'écart d'acquisition et des actifs incorporels et les avantages connexes en 2001 et 2000 ainsi que le gain exceptionnel à la vente de TD Waterhouse Group, Inc. en 1999.

TABLEAU 10 Prêts aux petites et moyennes entreprises

(en millions de dollars)	Prêts autorisés			Montant impayé		
	2001	2000	1999	2001	2000	1999
Montant de prêt						
(en milliers de dollars)						
0 – 24	1 107 \$	1 029 \$	340 \$	590 \$	486 \$	170 \$
25 – 49	725	720	462	435	431	279
50 – 99	1 263	1 200	971	748	718	604
100 – 249	2 690	2 507	2 278	1 676	1 545	1 446
250 – 499	2 409	2 275	2 190	1 416	1 332	1 322
500 – 999	2 552	2 443	2 448	1 371	1 272	1 331
1 000 – 4 999	7 266	7 360	7 366	3 336	3 360	3 358
Total¹	18 012 \$	17 534 \$	16 055 \$	9 572 \$	9 144 \$	8 510 \$

¹ Les prêts personnels utilisés à des fins commerciales ne sont pas inclus dans ces totaux.

TABLEAU 11 Prêts et engagements de clients en contrepartie d'acceptations en fin d'exercice

(en millions de dollars)									
Par secteur	Canada ¹		États-Unis ¹		Autres pays ¹		Total		
	2001	2000	2001	2000	2001	2000	2001	2000	1999
Prêts hypothécaires résidentiels	50 804 \$	44 400 \$	– \$	– \$	3 \$	– \$	50 807 \$	44 400 \$	31 483 \$
Prêts à tempérament aux consommateurs et autres prêts personnels	26 777	24 863	4 329	9 993	20	20	31 126	34 876	20 443
Total des prêts personnels et des prêts hypothécaires résidentiels	77 581	69 263	4 329	9 993	23	20	81 933	79 276	51 926
Prêts pour promotion immobilière									
Commerciaux et industriels	1 943	1 997	117	42	–	–	2 060	2 039	1 687
Résidentiels	1 333	1 641	71	36	–	–	1 404	1 677	1 161
Détail	445	904	–	–	30	35	475	939	526
Services immobiliers	265	264	15	42	–	–	280	306	204
Total des prêts immobiliers	3 986	4 806	203	120	30	35	4 219	4 961	3 578
Agriculture	2 309	2 324	–	–	–	2	2 309	2 326	2 035
Vêtement et textiles	398	399	17	13	36	–	451	412	576
Automobile	1 378	1 420	164	364	16	14	1 558	1 798	1 753
Câblodistribution	562	374	847	1 329	549	527	1 958	2 230	1 732
Produits chimiques	582	953	458	460	85	201	1 125	1 614	2 040
Bâtiment	667	695	107	175	70	148	844	1 018	596
Financiers	2 180	2 803	780	813	1 152	962	4 112	4 578	4 434
Alimentation, boissons et tabac	1 744	1 479	192	192	195	231	2 131	1 902	1 990
Foresterie	909	836	619	571	192	328	1 720	1 735	1 609
Gouvernements	311	511	37	47	–	1 170	348	1 728	422
Services de santé et services sociaux	1 037	1 075	150	258	–	19	1 187	1 352	1 656
Médias et divertissements	1 699	2 062	1 360	2 086	658	707	3 717	4 855	4 557
Métaux et mines	963	924	267	266	114	240	1 344	1 430	1 438
Pétrole et gaz	2 240	2 811	1 022	1 079	79	160	3 341	4 050	3 198
Détail	909	862	410	134	8	51	1 327	1 047	872
Fabrication – divers	1 341	1 379	251	303	55	370	1 647	2 052	2 528
Télécommunications	285	434	2 983	2 038	983	768	4 251	3 240	1 741
Transports	1 133	901	85	52	89	220	1 307	1 173	1 254
Services publics	794	988	2 618	1 869	1 450	1 523	4 862	4 380	4 360
Tous les autres prêts	2 536	2 846	306	308	262	222	3 104	3 376	2 230
Total des prêts aux entreprises et aux gouvernements	27 963	30 882	12 876	12 477	6 023	7 898	46 862	51 257	44 599
Total	105 544 \$	100 145 \$	17 205 \$	22 470 \$	6 046 \$	7 918 \$	128 795 \$	130 533 \$	96 525 \$
Variation en pourcentage	5,4 %	42,7 %	(23,4)%	17,7 %	(23,6)%	9,1 %	(1,3)%	35,2 %	1,7 %
Par région de risque ultime							% d'apport 2001	% d'apport 2000	% d'apport 1999
Canada									
Atlantique	3 352 \$	3 108 \$	2 420 \$		2,6	2,4	2,5		
Québec	5 769	5 332	5 452		4,5	4,1	5,6		
Ontario	66 475	62 583	42 218		51,6	48,0	43,7		
Prairies	16 156	15 188	11 748		12,5	11,6	12,2		
Colombie-Britannique	14 296	13 865	8 355		11,1	10,6	8,7		
Total – Canada	106 048	100 076	70 193		82,3	76,7	72,7		
États-Unis	15 768	21 608	18 486		12,3	16,6	19,2		
Autres pays									
Royaume-Uni	1 549	1 906	2 330		1,2	1,5	2,4		
Autres pays européens	1 224	1 629	427		0,9	1,2	0,4		
Australie et Nouvelle-Zélande	1 356	1 695	3 026		1,1	1,3	3,1		
Japon	15	1 236	253		–	0,9	0,3		
Autres pays asiatiques	1 755	1 337	946		1,4	1,0	1,0		
Amérique latine et Caraïbes	1 068	1 034	860		0,8	0,8	0,9		
Moyen-Orient et Afrique	12	12	4		–	–	–		
Total – autres pays	6 979	8 849	7 846		5,4	6,7	8,1		
Total	128 795 \$	130 533 \$	96 525 \$		100,0	100,0	100,0		
Variation en pourcentage par rapport à l'exercice précédent									
Canada	6,0 %	42,6 %	(1,5)%						
États-Unis	(27,0)	16,9	30,6						
Autres pays	(21,1)	12,8	(17,1)						
Total	(1,3)%	35,2 %	1,7 %						

¹ D'après la région géographique de l'unité responsable de la comptabilisation des revenus.

TAB LEAU 12 Prêts douteux moins provision globale pour pertes sur créances en fin d'exercice

(en millions de dollars)									
Par secteur	Canada ¹		États-Unis ¹		Autres pays ¹				Total
	2001	2000	2001	2000	2001	2000	2001	2000	1999
Prêts hypothécaires résidentiels	82 \$	69 \$	– \$	– \$	– \$	– \$	82 \$	69 \$	46 \$
Prêts à tempérament aux consommateurs et autres prêts personnels	94	47	–	–	–	–	94	47	27
Total des prêts personnels et des prêts hypothécaires résidentiels	176	116	–	–	–	–	176	116	73
Prêts pour promotion immobilière									
Commerciaux et industriels	5	16	–	–	–	–	5	16	13
Résidentiels	6	2	–	–	–	–	6	2	2
Détail	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Services immobiliers	2	2	–	–	–	–	2	2	4
Total des prêts immobiliers	13	20	–	–	–	–	13	20	19
Agriculture	22	21	–	–	–	–	22	21	16
Vêtement et textiles	(5)	(4)	–	8	–	–	(5)	4	68
Automobile	4	2	1	1	–	–	5	3	6
Câblodistribution	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Produits chimiques	2	–	–	–	–	–	2	–	1
Bâtiment	8	(2)	33	–	1	3	42	1	5
Financiers	1	–	–	–	–	–	1	–	2
Alimentation, boissons et tabac	9	6	–	–	–	–	9	6	47
Foresterie	24	28	–	–	–	–	24	28	50
Services de santé et services sociaux	4	–	–	95	–	–	4	95	59
Médias et divertissements	19	25	–	–	10	–	29	25	9
Métaux et mines	3	–	–	–	–	–	3	–	2
Pétrole et gaz	1	–	–	–	–	–	1	–	18
Détail	(2)	–	–	–	–	–	(2)	–	8
Fabrication – divers	39	–	63	21	–	–	102	21	21
Télécommunications	–	–	276	46	4	–	280	46	6
Transports	137	143	36	40	–	–	173	183	3
Services publics	25	25	147	66	35	13	207	104	29
Tous les autres prêts	2	4	–	–	–	–	2	4	13
Total des prêts aux entreprises et aux gouvernements	306	268	556	277	50	16	912	561	382
Total des prêts douteux nets avant les provisions globales générales	482 \$	384 \$	556 \$	277 \$	50 \$	16 \$	1 088 \$	677 \$	455 \$
Moins : provisions globales générales							1 141	836	712
Total des prêts douteux nets							(53) \$	(159) \$	(257) \$
Prêts douteux nets en % de l'avoir en actions ordinaires							(0,4) %	(1,4) %	(2,4) %
Par région¹							% d'apport 2001	% d'apport 2000	% d'apport 1999
Canada									
Atlantique	8 \$	7 \$	–	–	–	–	0,7	1,0	2,0
Québec	25	40	–	–	–	–	2,3	5,9	8,1
Ontario	383	297	–	–	–	–	35,2	43,9	55,8
Prairies	31	17	–	–	–	–	2,9	2,5	5,3
Colombie-Britannique	35	23	–	–	–	–	3,2	3,4	3,5
Total – Canada	482	384	–	–	–	–	44,3	56,7	74,7
États-Unis	556	277	–	–	–	–	51,1	40,9	22,4
Autres pays	50	16	–	–	–	–	4,6	2,4	2,9
Total des prêts douteux nets avant les provisions globales générales	1 088 \$	677 \$	–	–	–	–	100,0	100,0	100,0
Moins : provisions globales générales	1 141	836	–	–	–	–			
Total des prêts douteux nets	(53) \$	(159) \$	(257) \$						
Prêts douteux nets en % des prêts nets²	– %	(0,1) %	(0,3) %						

¹ D'après la région géographique de l'unité responsable de la comptabilisation des revenus.

² Comprennent les engagements de clients en contrepartie d'acceptations.

TAB LEAU 13 Incidence des prêts douteux sur le revenu d'intérêts net

(en millions de dollars)			
	2001	2000	1999
Réduction du revenu d'intérêts net liée aux prêts douteux	127 \$	103 \$	63 \$
Recouvrements	(25)	(15)	(11)
Réduction nette	102 \$	88 \$	52 \$

TABLEAU 14 Provison pour pertes sur créances

(en millions de dollars)									
Par secteur	Canada ¹		États-Unis ¹		Autres pays ¹		Total		
	2001	2000	2001	2000	2001	2000	2001	2000	1999
Prêts hypothécaires résidentiels	3 \$	9 \$	– \$	– \$	– \$	– \$	3 \$	9 \$	4 \$
Prêts à tempérament aux consommateurs et autres prêts personnels	248	162	2	2	–	–	250	164	44
Total des prêts personnels et des prêts hypothécaires résidentiels	251	171	2	2	–	–	253	173	48
Prêts pour promotion immobilière									
Commerciaux et industriels	(3)	(10)	(1)	–	–	–	(4)	(10)	–
Résidentiels	1	–	–	–	–	–	1	–	(5)
Détail	–	–	–	–	–	–	–	–	(1)
Services immobiliers	1	–	–	–	–	–	1	–	–
Total des prêts immobiliers	(1)	(10)	(1)	–	–	–	(2)	(10)	(6)
Agriculture	2	6	–	–	–	–	2	6	3
Vêtement et textiles	1	(11)	(3)	24	–	–	(2)	13	36
Automobile	2	1	8	–	–	–	10	1	5
Câblodistribution	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Produits chimiques	–	–	–	–	–	–	–	–	1
Bâtiment	9	3	33	–	2	–	44	3	2
Financiers	1	–	–	–	(2)	4	(1)	4	10
Alimentation, boissons et tabac	(1)	–	–	–	–	–	(1)	–	7
Foresterie	(20)	9	–	–	–	–	(20)	9	45
Services de santé et services sociaux	2	–	14	102	–	–	16	102	36
Médias et divertissements	19	17	–	–	4	–	23	17	5
Métaux et mines	2	–	–	–	–	–	2	–	2
Pétrole et gaz	(1)	–	–	(2)	–	–	(1)	(2)	1
Détail	5	–	–	–	–	–	5	–	3
Fabrication – divers	21	–	18	7	–	–	39	7	8
Télécommunications	–	–	208	5	(4)	5	204	10	(43)
Transports	11	71	3	6	–	–	14	77	1
Services publics	–	43	11	13	23	14	34	70	4
Tous les autres prêts	1	–	–	–	–	–	1	–	7
Total des prêts aux entreprises et aux gouvernements	53	129	291	155	23	23	367	307	127
Total avant la provision générale exceptionnelle³	304 \$	300 \$	293 \$	157 \$	23 \$	23 \$	620 \$	480 \$	175 \$
Provision générale exceptionnelle							300	–	100
Total							920 \$	480 \$	275 \$
Par région¹							% d'apport 2001	% d'apport 2000	% d'apport 1999
Canada									
Atlantique	14 \$	9 \$	5 \$				1,5	1,9	1,8
Québec	26	26	17				2,8	5,4	6,2
Ontario	187	200	74				20,3	41,7	26,9
Prairies	41	27	13				4,6	5,6	4,7
Colombie-Britannique	36	38	8				3,8	7,9	2,9
Total – Canada	304	300	117				33,0	62,5	42,5
États-Unis	293	157	45				31,9	32,7	16,4
Autres pays									
Royaume-Uni	–	8	5				–	1,6	1,7
Australie	4	6	4				0,4	1,3	1,5
Asie et Amérique latine	19	9	4				2,1	1,9	1,5
Total – autres pays	23	23	13				2,5	4,8	4,7
Provision générale exceptionnelle	300	–	100				32,6	–	36,4
Total	920 \$	480 \$	275 \$				100,0	100,0	100,0
Provison pour pertes sur créances en % de la moyenne nette des prêts²									
Canada									
Prêts hypothécaires résidentiels	0,01 %	0,02 %	0,01 %						
Prêts personnels	0,96	0,77	0,35						
Prêts aux entreprises et autres prêts	0,18	0,46	0,26						
Total – Canada	0,29	0,33	0,16						
États-Unis	1,57	0,71	0,24						
Autres pays	0,31	0,26	0,17						
Provision générale exceptionnelle	0,23	–	0,10						
Total	0,71 %	0,39 %	0,28 %						

¹ D'après la région géographique de l'unité responsable de la comptabilisation des revenus.

² Comprand les engagements de clients en contrepartie d'acceptations.

³ Aucun prêt restructuré n'a été radié au cours des exercices terminés les 31 octobre 2001 et 2000 et 10 millions de dollars de prêts restructurés ont été radiés au cours de l'exercice terminé le 31 octobre 1999.

T A B L E A U 15 Coût de remplacement actuel des dérivés

(en millions de dollars)									
Par secteur	Canada ¹		États-Unis ¹		Autres pays ¹		Total		1999
	2001	2000	2001	2000	2001	2000	2001	2000	
Financiers	10 485 \$	7 045 \$	1 212 \$	674 \$	9 044 \$	5 363 \$	20 741 \$	13 082 \$	8 941 \$
Gouvernements	891	395	2	–	313	273	1 206	668	483
Divers	1 271	1 025	798	193	806	694	2 875	1 912	1 592
Coût de remplacement actuel	12 647 \$	8 465 \$	2 012 \$	867 \$	10 163 \$	6 330 \$	24 822	15 662	11 016
Moins incidence des accords généraux de compensation et des garanties							15 779	7 847	5 419
							9 043 \$	7 815 \$	5 597 \$
Par région de risque ultime					2001	2000	% d'apport 2001	% d'apport 2000	
Canada					5 261 \$	3 734 \$	21,2	23,8	
États-Unis					7 706	4 295	31,0	27,4	
Autres pays									
Royaume-Uni					2 948	1 644	11,9	10,5	
Autres pays européens					6 783	4 675	27,3	29,8	
Australie et Nouvelle-Zélande					683	510	2,8	3,3	
Japon					364	218	1,5	1,4	
Autres pays asiatiques					158	48	0,6	0,3	
Amérique latine et Caraïbes					127	90	0,5	0,6	
Moyen-Orient et Afrique					792	448	3,2	2,9	
Total – autres pays					11 855	7 633	47,8	48,8	
Total du coût de remplacement actuel					24 822	15 662	100,0	100,0	
Moins incidence des accords généraux de compensation et des garanties					15 779	7 847			
					9 043 \$	7 815 \$			

¹ D'après la région géographique de l'unité responsable de la comptabilisation des revenus.

T A B L E A U 16 Actif administré et actif géré

(en millions de dollars)			
	2001	2000	1999
Actif administré			
TD Canada Trust			
Activités de garde de détail et autres	16 754 \$	16 875 \$	15 776 \$
Prêts titrisés	18 256	21 373	8 070
Total – TD Canada Trust	35 010	38 248	23 846
TD Waterhouse – Actifs des clients			
Activités de courtage de détail – Canada	47 602	52 739	36 232
– États-Unis et autres pays	151 721	189 195	145 176
Total – TD Waterhouse	199 323	241 934	181 408
Gestion de patrimoine TD	40 790	40 442	24 742
Total de l'actif administré	275 123 \$	320 624 \$	229 996 \$
Actif géré			
Gestion de patrimoine TD	119 467 \$	112 299 \$	68 971 \$

États financiers consolidés

Responsabilité à l'égard de la présentation de l'information financière

Les états financiers consolidés de La Banque Toronto-Dominion et les renseignements financiers y afférents présentés ailleurs dans ce rapport annuel ont été préparés par la direction, à qui il incombe d'en assurer l'intégrité, l'uniformité, l'objectivité et la fiabilité. Les principes comptables généralement reconnus du Canada de même que les exigences de la Loi sur les banques et les règlements correspondants ont été appliqués, et la direction a exercé son jugement et effectué les meilleures estimations possibles quand elle l'a jugé opportun.

Le système comptable de la Banque et les contrôles internes connexes, de même que les procédés à l'appui utilisés, sont conçus de manière à fournir une assurance raisonnable de l'intégrité et de l'exactitude des comptes financiers et de la protection des biens contre les pertes attribuables à un usage ou à une aliénation non autorisés de ceux-ci. Les procédés à l'appui comprennent le choix judicieux et la formation appropriée d'employés qualifiés, la mise en place de structures organisationnelles assurant une division précise des responsabilités et l'obligation de rendre compte sur le rendement, ainsi que la communication de politiques et de directives sur la conduite des activités dans toute la Banque.

Le conseil d'administration de la Banque, par l'intermédiaire du comité de vérification et de gestion des risques qui est composé d'administrateurs qui ne sont ni dirigeants ni employés de la Banque, supervise les responsabilités de la direction relativement à la présentation de l'information financière et au système de contrôle interne.

Le vérificateur en chef de la Banque, qui a pleinement et librement accès au comité de vérification et de gestion des risques, dirige un vaste programme de vérification en coordination avec les vérificateurs des actionnaires de la Banque. Ce programme, intégré au système de contrôle interne, est exécuté par une équipe professionnelle de vérificateurs.

Le surintendant des institutions financières du Canada examine les affaires de la Banque et prend des renseignements à leur sujet qu'il peut juger nécessaires, pour s'assurer que les dispositions de la *Loi sur les banques* relatives à la sécurité des déposants sont dûment observées et que la situation financière de la Banque est saine.

Ernst & Young s.r.l. et PricewaterhouseCoopers s.r.l., vérificateurs des actionnaires, ont vérifié nos états financiers consolidés. Ils ont pleinement et librement accès au comité de vérification et de gestion des risques, qu'ils rencontrent périodiquement, afin de discuter de leur vérification et des questions s'y rapportant, comme les commentaires qu'ils peuvent avoir à formuler relativement à la fidélité de l'information financière et à la suffisance des contrôles internes.

Le président du Conseil et
chef de la direction,

A. Charles Baillie

Le vice-président à la direction
et chef des finances,

Daniel A. Marinangeli

Le président et
chef de l'exploitation,

W. Edmund Clark

Rapport des vérificateurs aux actionnaires

Nous avons vérifié le bilan consolidé de La Banque Toronto-Dominion au 31 octobre 2001 et les états consolidés des revenus, des modifications survenues dans l'avoir des actionnaires et des flux de trésorerie de l'exercice se terminant à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la Banque. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur notre vérification.

Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers consolidés donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de la Banque au 31 octobre 2001 ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice se terminant à cette date selon les principes comptables généralement reconnus du Canada, y compris les exigences comptables du surintendant des institutions financières du Canada.

Les états financiers consolidés des exercices se terminant aux 31 octobre 2000 et 1999 ont été vérifiés par Ernst & Young s.r.l. et KPMG s.r.l. qui ont exprimé une opinion sans restriction dans leur rapport daté du 16 novembre 2000.

Ernst & Young s.r.l.
Comptables agréés

Toronto, Canada
le 15 novembre 2001

PricewaterhouseCoopers s.r.l.
Comptables agréés

Bilan consolidé

Aux 31 octobre

(en millions de dollars)	2001	2000
ACTIF		
Liquidités		
Encaisse, dépôts à la Banque du Canada et dépôts non productifs d'intérêts à d'autres banques	1 961 \$	1 522 \$
Dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques	3 984	2 665
	5 945	4 187
Valeurs mobilières achetées en vertu de prises en pension	20 205	13 974
Valeurs mobilières (note 2)		
Compte de placement	31 010	27 090
Compte de négociation	66 184	58 297
	97 194	85 387
Prêts (déduction faite de la provision globale pour pertes sur créances) (note 3)		
Prêts hypothécaires résidentiels	50 807	44 400
Prêts à tempérament aux consommateurs et autres prêts personnels	31 126	34 876
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	37 740	41 445
	119 673	120 721
Divers		
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	9 122	9 812
Réévaluation du marché des instruments dérivés de négociation (note 14)	21 435	14 258
Écart d'acquisition et actifs incorporels liés aux regroupements d'entreprises	6 616	7 835
Terrains, constructions, matériel et mobilier (note 5)	1 832	2 791
Autres actifs	5 816	5 853
	44 821	40 549
Total de l'actif	287 838 \$	264 818 \$
PASSIF		
Dépôts (note 6)		
Particuliers	95 982 \$	92 488 \$
Banques	23 173	25 324
Entreprises et gouvernements	74 759	67 996
	193 914	185 808
Divers		
Acceptations	9 122	9 812
Obligations liées aux valeurs mobilières vendues à découvert	21 436	19 007
Obligations liées aux valeurs mobilières vendues en vertu de conventions de rachat	14 637	8 856
Réévaluation du marché des instruments dérivés de négociation (note 14)	21 770	12 802
Autres passifs	7 391	9 644
	74 356	60 121
Effets subordonnés et débentures (note 7)	4 892	4 883
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales (note 8)	1 272	1 656
AVOIR DES ACTIONNAIRES		
Capital social (note 9)		
Actions privilégiées	1 492	1 251
Actions ordinaires	2 259	2 060
Bénéfices non répartis	9 653	9 039
	13 404	12 350
Total du passif et de l'avoir des actionnaires	287 838 \$	264 818 \$

A. Charles Baillie
Président du Conseil et
chef de la direction

W. Edmund Clark
Président et
chef de l'exploitation

État consolidé des revenus

Pour les exercices se terminant aux 31 octobre

(en millions de dollars)	2001	2000	1999
Revenu d'intérêts			
Prêts	10 154 \$	9 956 \$	7 594 \$
Valeurs mobilières	3 926	3 245	2 768
Dépôts à des banques	391	474	512
	14 471	13 675	10 874
Frais d'intérêts			
Dépôts	8 284	8 794	6 254
Effets subordonnés et débetures	297	251	181
Autres obligations	1 499	1 025	1 458
	10 080	10 070	7 893
Revenu d'intérêts net	4 391	3 605	2 981
Provision pour pertes sur créances (note 3)	920	480	275
Revenu d'intérêts net après provision pour pertes sur créances	3 471	3 125	2 706
Autres revenus			
Revenus sur services de placement et de valeurs mobilières	2 205	2 640	1 721
Commissions sur crédit	425	545	463
Gains nets sur valeurs du compte de placement	216	382	1 079
Revenu de négociation	1 318	1 225	679
Frais de service	589	463	289
Titrisations de prêts	272	236	94
Revenu sur cartes	249	233	190
Assurances	326	198	65
Honoraires de fiducie	86	75	23
Gains à la vente de placements immobiliers (note 18)	350	–	–
Divers	411	403	206
	6 447	6 400	4 809
Revenu d'intérêts net et autres revenus	9 918	9 525	7 515
Gain à la vente de TD Waterhouse Group, Inc.	–	–	1 122
Revenu d'intérêts net et autres revenus, y compris le gain	9 918	9 525	8 637
Frais autres que d'intérêts			
Salaires et avantages sociaux (note 10)	3 708	3 399	2 483
Frais d'occupation des locaux, amortissement compris	592	498	373
Frais de matériel et mobilier, amortissement compris	656	561	395
Amortissement des actifs incorporels liés aux regroupements d'entreprises	1 292	1 203	2
Frais de restructuration (note 19)	239	475	–
Divers	1 969	1 849	1 257
Frais autres que d'intérêts à l'exclusion de l'amortissement de l'écart d'acquisition	8 456	7 985	4 510
Revenu avant provision pour (économie d') impôts sur les bénéfices	1 462	1 540	4 127
Provision pour (économie d') impôts sur les bénéfices (note 11)	(155)	305	1 099
Revenu avant part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	1 617	1 235	3 028
Part des actionnaires sans contrôle dans le revenu net de filiales	45	77	5
Revenu avant amortissement de l'écart d'acquisition	1 572	1 158	3 023
Amortissement de l'écart d'acquisition, déduction faite des impôts et taxes	189	133	42
Revenu net	1 383	1 025	2 981
Dividendes sur actions privilégiées (note 9)	83	56	43
Revenu net applicable aux actions ordinaires			
– compte tenu de l'amortissement de l'écart d'acquisition	1 300 \$	969 \$	2 938 \$
– compte non tenu de l'amortissement de l'écart d'acquisition	1 489 \$	1 102 \$	2 980 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires en circulation (en milliers) (note 9)	627 047	621 585	599 331
Résultat par action ordinaire			
– compte tenu de l'amortissement de l'écart d'acquisition	2,07 \$	1,56 \$	4,90 \$
– compte non tenu de l'amortissement de l'écart d'acquisition	2,37	1,77	4,97
Dividendes par action ordinaire	1,09	0,92	0,72

État consolidé des modifications survenues dans l'avoir des actionnaires

Pour les exercices se terminant aux 31 octobre

(en millions de dollars)	2001	2000	1999
Actions privilégiées (note 9)			
Solde en début d'exercice	1 251 \$	833 \$	845 \$
Produit des émissions d'actions	225	410	–
Rajustement de conversion sur les actions émises en une monnaie étrangère	16	8	(12)
Solde en fin d'exercice	1 492	1 251	833
Actions ordinaires (note 9)			
Solde en début d'exercice	2 060	2 006	1 301
Émises à l'acquisition de filiales	181	41	–
Produit des actions émises au comptant	–	–	700
Produit des actions émises à l'exercice d'options	18	13	5
Solde en fin d'exercice	2 259	2 060	2 006
Bénéfices non répartis			
Solde en début d'exercice	9 039	8 694	6 387
Revenu net	1 383	1 025	2 981
Dividendes sur actions privilégiées	(83)	(56)	(43)
Dividendes sur actions ordinaires	(684)	(572)	(433)
Rajustements de conversion de monnaies étrangères, déduction faite des impôts sur les bénéfices	171	2	(149)
Options d'achat d'actions réglées au comptant, déduction faite des impôts sur les bénéfices	(39)	(41)	(37)
Obligations découlant de l'adoption d'une nouvelle norme comptable sur les avantages sociaux futurs, déduction faite des impôts sur les bénéfices (note 1)	(132)	–	–
Divers	(2)	(13)	(12)
Solde en fin d'exercice	9 653	9 039	8 694
Total de l'avoir en actions ordinaires	11 912	11 099	10 700
Total de l'avoir des actionnaires	13 404 \$	12 350 \$	11 533 \$

État consolidé des flux de trésorerie

Pour les exercices se terminant aux 31 octobre

(en millions de dollars)	2001	2000	1999
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation			
Revenu net	1 383 \$	1 025 \$	2 981 \$
Rajustements pour déterminer les flux de trésorerie nets			
Provision pour pertes sur créances	920	480	275
Frais de restructuration	239	475	–
Amortissement	317	260	201
Amortissement de l'écart d'acquisition et des actifs incorporels liés aux regroupements d'entreprises	1 490	1 345	53
Gains à la vente de placements immobiliers	(350)	–	–
Gain à la vente de TD Waterhouse Group, Inc.	–	–	(1 122)
Gains nets sur valeurs du compte de placement	(216)	(382)	(1 079)
Variations des actifs et passifs d'exploitation			
Impôts sur les bénéfices futurs	(1 210)	(831)	134
Impôts sur les bénéfices exigibles	(78)	(233)	382
Intérêts à recevoir et à payer	(249)	288	300
Valeurs du compte de négociation	(7 887)	(7 233)	(13 857)
Gains non réalisés et montants à recevoir sur les contrats de dérivés	(7 177)	(4 607)	3 247
Pertes non matérialisées et montants à payer sur les contrats de dérivés	8 968	4 329	(3 759)
Divers	(982)	(828)	2 435
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	(4 832)	(5 912)	(9 809)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement			
Dépôts	8 103	4 008	19 709
Valeurs mobilières vendues en vertu de conventions de rachat	5 782	(11 484)	10 820
Valeurs mobilières vendues à découvert	2 415	3 733	2 010
Dette des filiales	(501)	135	49
Émission d'effets subordonnés et de débentures	809	1 252	6
Remboursement d'effets subordonnés et de débentures	(857)	(5)	(286)
Actions ordinaires émises au comptant, déduction faite des frais	–	–	688
Actions ordinaires émises à l'exercice d'options	18	13	5
Options d'achat d'actions ordinaires réglées au comptant, déduction faite des impôts sur les bénéfices	(39)	(41)	(37)
Émission d'actions privilégiées	225	410	–
Dividendes versés sur – actions privilégiées	(83)	(56)	(43)
– actions ordinaires	(684)	(572)	(433)
Produit de l'émission d'actions de filiales	–	900	1 457
Divers	–	(12)	(41)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	15 188	(1 719)	33 904
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement			
Dépôts productifs d'intérêts	(1 318)	2 097	(3 062)
Variations des valeurs du compte de placement			
Achats	(15 098)	(69 754)	(44 520)
Produit tiré des échéances	3 751	63 223	34 081
Produit tiré des ventes	7 985	11 935	6 001
Prêts	(1 232)	(11 750)	(7 095)
Produit des titrisations de prêts	1 528	6 345	4 275
Terrains, constructions, matériel et mobilier	994	(193)	(273)
Valeurs mobilières achetées en vertu de prises en pension	(6 231)	12 953	(13 417)
Acquisitions, moins les espèces et quasi-espèces acquises (note 18)	(296)	(7 167)	–
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(9 917)	7 689	(24 010)
Variation nette des espèces et quasi-espèces	439	58	85
Espèces et quasi-espèces en début d'exercice	1 522	1 464	1 379
Espèces et quasi-espèces en fin d'exercice représentées par l'encaisse, les dépôts à la Banque du Canada et les dépôts non productifs d'intérêts à d'autres banques	1 961 \$	1 522 \$	1 464 \$
Informations supplémentaires sur les flux de trésorerie			
Montant des intérêts payés au cours de l'exercice	10 447 \$	9 063 \$	8 049 \$
Montant des impôts sur les bénéfices payés au cours de l'exercice	834	1 314	619

Notes afférentes aux états financiers consolidés

NOTE 1

Sommaire des principales conventions comptables

Loi sur les banques

La *Loi sur les banques* stipule que les états financiers consolidés doivent être dressés selon les principes comptables généralement reconnus du Canada, sauf indication contraire par le surintendant des institutions financières du Canada.

Les principes comptables suivis par la Banque sont conformes aux principes comptables généralement reconnus du Canada, y compris les exigences comptables du surintendant des institutions financières du Canada.

La note 20 afférente aux états financiers consolidés décrit et rapproche les écarts entre les principes comptables généralement reconnus du Canada et des États-Unis.

Les principales conventions et méthodes comptables suivies par la Banque sont les suivantes :

a) Mode de consolidation

Les états financiers consolidés comprennent les actifs et passifs ainsi que les résultats d'exploitation des filiales, notamment les sociétés sous contrôle effectif de la Banque. La méthode de l'achat pur et simple est utilisée pour comptabiliser toutes les acquisitions d'entreprises.

Lorsque la Banque contrôle effectivement une filiale mais ne détient pas toutes les actions ordinaires et privilégiées, la part des actionnaires sans contrôle dans la valeur comptable nette de la filiale est présentée séparément de l'avoir des actionnaires au bilan consolidé de la Banque. La part des actionnaires sans contrôle dans le revenu net de la filiale est présentée déduction faite des impôts sur les bénéfices à titre d'élément distinct à l'état consolidé des revenus.

Les sociétés sur lesquelles la Banque exerce une influence notable sont présentées dans les valeurs du compte de placement au bilan consolidé et sont comptabilisées à la valeur de consolidation. La quote-part de la Banque du revenu de ces sociétés est présentée dans le revenu d'intérêts à l'état consolidé des revenus.

b) Utilisation d'estimations dans la préparation des états financiers

Pour dresser les états financiers consolidés de la Banque, la direction doit effectuer des estimations et formuler des hypothèses d'après l'information disponible en date des états financiers. Par conséquent, les résultats réels peuvent différer de ces estimations.

c) Conversion des monnaies étrangères

Les actifs et passifs en monnaies étrangères sont convertis en dollars canadiens aux taux de change en vigueur en fin d'exercice. Les revenus et les frais en monnaies étrangères sont convertis en dollars canadiens aux taux moyens de change en vigueur pendant l'exercice.

Les gains et pertes non matérialisés de conversion relatifs aux positions de placement de la Banque dans des établissements étrangers sont inclus dans un élément distinct de l'avoir des actionnaires, déduction faite de tout gain ou de toute perte de compensation découlant des couvertures économiques de ces positions et des impôts sur les bénéfices s'y appliquant. Tous les autres gains et pertes non matérialisés de conversion ainsi que tous les gains et pertes matérialisés sont compris dans les autres revenus à l'état consolidé des revenus.

d) Liquidités

Les liquidités comprennent les espèces et les quasi-espèces représentées par l'encaisse et les dépôts hautement liquides à la Banque du Canada et les dépôts non productifs d'intérêts à d'autres banques.

e) Valeurs mobilières achetées en vertu de prises en pension et vendues en vertu de conventions de rachat

Les valeurs mobilières achetées en vertu de prises en pension comportent l'achat d'une valeur mobilière que la Banque s'engage à revendre au vendeur original à un prix stipulé d'avance. Les valeurs

mobilières vendues en vertu de conventions de rachat comportent la vente d'une valeur mobilière que la Banque s'engage à racheter à un prix stipulé d'avance. Les valeurs mobilières achetées en vertu de prises en pension et vendues en vertu de conventions de rachat sont comptabilisées au coût dans le bilan consolidé. L'écart entre le prix de vente et le prix de rachat convenu aux termes de la convention de rachat est comptabilisé à titre de frais d'intérêts. Inversement, l'écart entre le coût d'achat et le produit établi d'avance devant être reçu aux termes d'une prise en pension est comptabilisé à titre de revenu d'intérêts.

f) Valeurs mobilières

Les valeurs du compte de placement, qui excluent les substituts de prêts, sont des valeurs que la Banque prévoit initialement détenir jusqu'à l'échéance ou jusqu'à ce que les conditions du marché soient plus avantageuses pour d'autres types de placement, et qui sont généralement disponibles aux fins de vente. Elles sont comptabilisées au coût ou au coût non amorti, rajusté à la valeur de réalisation nette afin de constater une baisse de valeur permanente. Les gains et pertes matérialisés sur des cessions sont déterminés selon la méthode du coût moyen. Ces gains, pertes et réductions de valeur sont inclus dans les autres revenus.

Les valeurs du compte de négociation, y compris les valeurs vendues à découvert incluses dans le passif, sont comptabilisées à la valeur du marché. Les gains et pertes résultant de cessions et de rajustements au cours du marché sont présentés dans les autres revenus.

Le revenu d'intérêts gagné, l'amortissement des primes et des escomptes sur les titres de créance ainsi que les dividendes reçus sont inclus dans le revenu d'intérêts.

Les substituts de prêts sont des valeurs mobilières qui ont été structurées comme des instruments après impôts et taxes plutôt que comme des prêts ordinaires, afin de fournir aux émetteurs un taux d'emprunt avantageux. Ils comportent les mêmes risques et garanties que les prêts bancaires d'une durée similaire. Les substituts de prêts sont comptabilisés au coût moins toute provision globale pour pertes sur créances prévues, comme décrit en h).

g) Prêts

Les prêts sont inscrits déduction faite du revenu non gagné et d'une provision globale pour pertes sur créances.

Le revenu d'intérêts est comptabilisé selon la méthode de la comptabilité d'exercice jusqu'à ce que le prêt soit classé comme prêt douteux. L'intérêt sur les prêts douteux reçu ultérieurement n'est comptabilisé à titre de revenu que lorsque la direction a une assurance raisonnable quant au recouvrement opportun du plein montant du capital et des intérêts.

On entend par prêt douteux tout prêt à l'égard duquel, de l'avis de la direction, la qualité du crédit s'est détériorée au point où la Banque n'a plus d'assurance raisonnable quant au recouvrement opportun du plein montant du capital et des intérêts. En outre, tout prêt, autre qu'un dépôt à une banque, un prêt sur carte de crédit ou un prêt garanti ou assuré par le Canada, les provinces ou un organisme régi par ces gouvernements, pour lequel un versement n'a pas été fait depuis 90 jours aux termes du contrat, est classé comme prêt douteux.

Les dépôts à des banques sont jugés douteux lorsqu'un versement n'a pas été fait depuis 21 jours aux termes du contrat. Les prêts sur cartes de crédit ayant des versements en souffrance depuis 180 jours sont jugés douteux et entièrement radiés.

Les commissions de montage sont considérées comme des rajustements du rendement du prêt et sont reportées et amorties par imputation au revenu d'intérêts sur la durée du prêt. Les commissions d'engagement sont amorties par imputation aux autres revenus sur la période d'engagement, lorsqu'il est improbable que l'engagement sera appelé au remboursement. Autrement, elles sont reportées et amorties par imputation au revenu d'intérêts sur la durée du prêt en résultant. Les commissions de syndication de

prêts sont constatées dans les autres revenus, à moins que le rendement de tout prêt retenu par la Banque ne soit inférieur à celui d'autres établissements de crédit comparables participant au financement. Dans de tels cas, une fraction appropriée des commissions est reportée et amortie par imputation au revenu d'intérêts sur la durée du prêt.

h) Provision globale pour pertes sur créances

Une provision globale considérée comme suffisante est maintenue pour absorber toutes les pertes sur créances relatives au portefeuille d'éléments au bilan consolidé et hors bilan consolidé. Les actifs du portefeuille figurant au bilan consolidé sont des dépôts à des banques, des prêts, des prêts hypothécaires, des substituts de prêts, des valeurs mobilières achetées en vertu de prises en pension, des acceptations et des instruments financiers dérivés. Les éléments ne figurant pas au bilan consolidé et désignés hors bilan comprennent les garanties et les lettres de crédit. La provision globale est déduite de l'actif approprié dans le bilan consolidé, à l'exception des acceptations et des éléments hors bilan. La provision globale pour les acceptations et les éléments hors bilan est incluse dans les autres passifs.

La provision globale comprend des provisions globales spécifiques et générales.

Les provisions globales spécifiques incluent la totalité des provisions accumulées pour les pertes relatives à des actifs particuliers nécessaires pour réduire la valeur comptable à la valeur de réalisation estimative dans le cours normal des affaires. Les provisions spécifiques sont établies pour chaque facilité de crédit afin de constater les pertes sur créances pour les prêts aux entreprises et aux gouvernements. En ce qui a trait aux prêts personnels, à l'exclusion des cartes de crédit, les provisions spécifiques sont calculées à l'aide d'une méthode axée sur une formule en tenant compte des pertes récentes enregistrées. Aucune provision spécifique pour cartes de crédit n'est comptabilisée, et les soldes sont radiés lorsque les paiements sont en souffrance depuis 180 jours.

Les provisions globales générales comprennent toutes les provisions accumulées pour les pertes qui sont de nature prudente et ne peuvent être déterminées élément par élément. Le niveau de la provision globale générale dépend de l'évaluation des conditions économiques et commerciales, des statistiques et des prévisions de pertes, de la composition du portefeuille de prêts et d'autres indicateurs pertinents. La provision globale en résultant est jugée appropriée, lorsqu'elle est combinée avec les provisions globales spécifiques, pour absorber toutes les pertes sur créances dans le portefeuille d'éléments au bilan et hors bilan.

Les radiations réelles, déduction faite des recouvrements, sont portées en diminution de la provision globale pour pertes sur créances. La provision pour pertes sur créances, qui est imputée à l'état consolidé des revenus, est ajoutée pour porter la provision globale à un niveau que la direction juge adéquat pour absorber les pertes sur créances probables dans son portefeuille d'éléments au bilan et hors bilan.

i) Titrisations de prêts

Lorsque des prêts non remboursés sont vendus dans le cadre d'une titrisation à une entité à vocation spéciale admissible en vertu de modalités qui transfèrent le contrôle à des tiers, l'opération est comptabilisée à titre de vente et les actifs connexes sont retirés du bilan consolidé. Dans le cadre de la titrisation, certains actifs financiers sont conservés et comprennent une ou plusieurs tranches subordonnées, des droits de service et, dans certains cas, un compte de réserve. Les participations retenues sont classées à titre de valeurs du compte de placement et comptabilisées au coût ou au coût non amorti. Depuis le 1^{er} juillet 2001, un gain ou une perte à la vente de prêts non remboursés est constaté immédiatement dans les autres revenus. Le montant du gain ou de la perte constaté dépend en partie de la valeur comptable précédente des débiteurs visés par le transfert, répartis entre les actifs vendus et les participations retenues selon leur juste valeur relative à la date du transfert. Afin d'obtenir les justes valeurs, les cours du marché

sont utilisés lorsqu'ils sont disponibles. Cependant, les cours ne sont généralement pas disponibles pour les participations retenues, et la Banque évalue habituellement la juste valeur d'après la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs prévus établis à l'aide des meilleures estimations de la direction à l'égard des principales hypothèses – pertes sur créances, rapidité des remboursements anticipés, courbes de rendement à terme et taux d'actualisation compte tenu des risques connexes. Avant le 1^{er} juillet 2001, les gains découlant des titrisations de prêts étaient reportés et amortis par imputation aux résultats, tandis que les pertes étaient comptabilisées immédiatement. Les opérations conclues avant le 1^{er} juillet 2001 ou par la suite en vertu des engagements de vente pris avant le 1^{er} juillet 2001 n'ont pas été retraitées, et les gains reportés seront amortis sur les durées restantes.

Après la titrisation, toute participation retenue qui ne peut être réglée en vertu du contrat de façon à ce que la Banque puisse recouvrer la presque totalité de son placement est rétablie à sa juste valeur. La juste valeur courante des participations retenues est déterminée d'après la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs prévus comme indiqué précédemment.

j) Acceptations

L'engagement possible de la Banque en vertu des acceptations est comptabilisé comme passif dans le bilan consolidé. Le recours de la Banque contre le client, dans le cas où un engagement de cette nature est appelé au remboursement, est comptabilisé à titre d'actif compensatoire d'un même montant.

k) Instruments financiers dérivés

Les instruments financiers dérivés sont des contrats financiers dont la valeur tient aux fluctuations des taux d'intérêt et de change ainsi que d'autres indices financiers ou indices de marchandises. Ces instruments comprennent les contrats de dérivés en matière de crédit, de marchandises, d'actions, de taux de change et de taux d'intérêt. Ils sont négociés par la Banque et sont également utilisés par celle-ci pour gérer ses propres risques. Pour être désigné à titre de contrat de dérivé autre que de négociation et être traité selon la méthode de la comptabilité de couverture, le contrat doit compenser en grande partie l'incidence des risques liés aux prix et aux taux d'intérêt ou de change auxquels s'expose la Banque, doit être inscrit dès son entrée en vigueur à titre de contrat de dérivé autre que de négociation et doit avoir un degré de corrélation élevé avec le risque de la Banque au moment de l'entrée en vigueur et au cours de la période visée. Si ces critères ne sont pas remplis, le contrat est désigné à titre de dérivé de négociation.

La Banque conclut des dérivés dans le cadre d'activités de négociation afin de répondre aux besoins de ses clients et d'obtenir des positions de négociation. Ces portefeuilles de dérivés sont évalués à la valeur du marché, et les gains et pertes matérialisés et non matérialisés en résultant sont enregistrés immédiatement dans les autres revenus. La valeur du marché des dérivés négociés hors cote est déterminée déduction faite des rajustements de valeur qui constatent la nécessité de couvrir les risques de crédit, d'illiquidité et de marché ainsi que le coût en capital et les frais d'administration sur la durée de chaque contrat.

La Banque conclut des dérivés dans le cadre d'activités autres que de négociation afin de respecter ses stratégies en matière de financement, d'investissement et de gestion de portefeuille de crédit. Elle y parvient en modifiant une caractéristique ou plus de ses risques liés aux instruments financiers figurant au bilan.

Les gains et pertes non matérialisés tirés des dérivés autres que de négociation sont comptabilisés de la même façon que l'instrument financier connexe figurant au bilan. Les gains et pertes matérialisés découlant de la cessation anticipée, de la vente, de l'échéance ou de l'extinction de ces dérivés sont généralement reportés et amortis sur la durée restante des instruments connexes figurant au bilan. Les primes sur les options achetées sont reportées au moment de l'entrée en vigueur et amorties par imputation aux autres revenus sur la durée du contrat.

l) Écart d'acquisition et actifs incorporels

L'écart entre le coût d'acquisition d'un placement et la juste valeur des actifs nets corporels acquis est d'abord attribué aux actifs incorporels et l'excédent résiduel, à l'écart d'acquisition. Les dépôts de base incorporels représentent la valeur incorporelle des dépôts acquis lorsque les passifs des dépôts sont pris en charge dans le cadre d'une acquisition. Les autres principaux actifs incorporels comprennent les dépôts à terme, les prêts et les fonds mutuels découlant d'acquisitions. Les actifs incorporels sont amortis selon la méthode de l'amortissement dégressif à taux double sur une période de huit ans, d'après la durée d'utilisation estimative. On considère que les actifs incorporels ont perdu de la valeur lorsque la valeur comptable nette dépasse les flux de trésorerie nets futurs estimatifs. Leur valeur est alors ramenée à la valeur de réalisation nette. L'écart d'acquisition est amorti par une imputation aux résultats sur une période ne dépassant pas 20 ans. L'amortissement de l'écart d'acquisition est présenté déduction faite des impôts et taxes à titre d'élément distinct à l'état consolidé des revenus, après la provision pour impôts sur les bénéfices et la part des actionnaires sans contrôle dans le revenu net de filiales. On considère que l'écart d'acquisition a perdu de la valeur lorsque la valeur comptable nette du placement dépasse les flux de trésorerie nets futurs estimatifs et que la moins-value est permanente. Sa valeur est alors ramenée à la juste valeur.

m) Terrains, constructions, matériel et mobilier

Les terrains sont comptabilisés au coût. Les constructions, le matériel et le mobilier ainsi que les améliorations locatives sont comptabilisés au coût, moins l'amortissement cumulé. Les gains et pertes résultant de cessions sont comptabilisés dans les autres revenus. Lorsque la Banque constate un gain à la vente de biens dans lesquels elle conserve une importante participation de location, la partie du gain qui peut être attribuée à cette participation est reportée et amortie par imputation aux résultats sur la durée restante du contrat de location. Les méthodes et les taux d'amortissement par catégorie d'actif sont comme suit :

Actif	Taux et méthode d'amortissement
Constructions	5 % ou 10 %, amortissement dégressif
Équipement informatique	30 %, amortissement dégressif
Logiciels	Maximum 3 ans, amortissement linéaire
Mobilier, agencements et autre matériel	20 %, amortissement dégressif
Améliorations locatives	Durée d'utilisation prévue, amortissement linéaire

n) Régimes de rémunération sous forme d'actions

La Banque offre deux régimes de rémunération sous forme d'actions. Le premier est un régime d'options d'achat d'actions destiné aux employés admissibles. Les participants peuvent, sous réserve des dispositions d'acquisition, exercer leurs options d'achat d'actions ou choisir de recevoir pour les options un montant au comptant équivalent à leur valeur intrinsèque, soit la différence entre le prix d'exercice des options et la valeur marchande courante des actions. Aucune charge n'est comptabilisée lorsque les options d'achat d'actions sont émises. La contrepartie payée par les détenteurs d'options à l'exercice des options est portée au crédit du capital social. Les paiements au comptant aux détenteurs d'options qui choisissent de recevoir un montant sont imputés aux bénéfices non répartis déduction faite des impôts et taxes. Certains employés d'une filiale, TD Waterhouse Group, Inc. (TD Waterhouse), participent également au régime d'options d'achat d'actions de la Banque. En outre, TD Waterhouse offre à ses employés admissibles un régime d'options d'achat d'actions qui permet aux participants,

sous réserve des dispositions d'acquisition, d'exercer leurs options pour acheter des actions de TD Waterhouse. La contrepartie payée par les détenteurs d'options à l'exercice des options est portée au crédit du capital social de TD Waterhouse et est reflétée à titre d'augmentation de la part des actionnaires sans contrôle dans les filiales au bilan consolidé de la Banque.

Le deuxième régime de rémunération sous forme d'actions est un régime d'achat d'actions offert à tous les employés. En vertu du régime, la Banque verse des cotisations équivalent à 50 % des cotisations que les employés peuvent verser pour l'achat d'actions ordinaires de la Banque, sous réserve des dispositions d'acquisition. Les cotisations annuelles de la Banque sont constatées dans les salaires et avantages sociaux.

o) Avantages sociaux futurs

Le principal régime de retraite de la Banque, l'Association de la caisse de retraite de La Banque Toronto-Dominion, est un régime à prestations déterminées auquel la participation est volontaire. Par suite de l'acquisition de Services financiers CT inc. (CT), la Banque est le promoteur d'un deuxième régime de retraite comprenant un volet à prestations déterminées et un volet à cotisations déterminées. Le financement des deux régimes est assuré par les cotisations de la Banque et des participants aux régimes. En outre, la Banque et CT offrent aux employés admissibles un régime de retraite par capitalisation partielle. Les prestations de retraite connexes sont versées à même les actifs et cotisations de la Banque.

La Banque offre également certains avantages postérieurs au départ à la retraite et à l'emploi, des congés rémunérés et des prestations de cessation d'emploi à ses employés (avantages autres que les prestations de retraite), qui sont généralement non capitalisés. Ces prestations comprennent l'assurance-maladie, l'assurance-vie et l'assurance dentaire. Les employés admissibles aux avantages postérieurs au départ à la retraite sont ceux qui prennent leur retraite à certains âges établis. Les employés admissibles aux avantages postérieurs à l'emploi sont ceux qui reçoivent des prestations d'invalidité à long terme.

Au 1^{er} novembre 2000, la Banque a adopté la nouvelle norme comptable sur les avantages sociaux futurs de manière rétroactive et sans retraitement. Ainsi, un montant après impôts et taxes de 132 millions de dollars a été imputé aux bénéfices non répartis. Pour les régimes à prestations déterminées et les régimes d'avantages autres que les prestations de retraite, les évaluations actuarielles sont effectuées chaque année afin de déterminer la valeur actualisée des prestations constituées. Les charges découlant des prestations de retraite et des avantages autres que les prestations de retraite sont établies d'après des évaluations actuarielles distinctes selon la méthode de répartition des prestations au pro rata des services et les hypothèses les plus probables de la direction à l'égard du rendement des actifs des régimes, de l'augmentation des salaires, de l'âge de la retraite des employés et des coûts estimatifs des soins de santé. Le taux d'actualisation utilisé pour évaluer les passifs est établi en fonction du taux du marché à la date d'évaluation. La charge inclut le coût des prestations pour les services rendus au cours de l'exercice, les frais d'intérêts sur les passifs, le revenu prévu sur les actifs des régimes selon la juste valeur et l'amortissement des modifications aux régimes d'après la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée résiduelle moyenne prévue d'activité du groupe d'employés. L'excédent, le cas échéant, du gain net actuariel ou de la perte nette actuarielle sur 10 % des obligations au titre des prestations projetées ou 10 % de la juste valeur des actifs des régimes, selon le montant le plus élevé, est aussi amorti sur la durée résiduelle moyenne prévue d'activité du groupe d'employés. L'écart cumulatif entre la charge et les cotisations aux fins de la capitalisation est présenté dans les autres actifs ou passifs.

Pour le régime à cotisations déterminées, la charge de retraite annuelle est établie en fonction des cotisations de la Banque au régime.

p) Provision pour impôts sur les bénéfiques

La Banque constate les incidences sur les impôts sur les bénéfiques exigibles et futurs de toutes les opérations qui ont été comptabilisées dans les états financiers. Les actifs et passifs d'impôts futurs sont déterminés d'après les taux d'imposition qui

devraient s'appliquer lorsque les actifs ou passifs sont présentés aux fins fiscales.

q) Chiffres correspondants

Certains chiffres correspondants ont été reclassés afin qu'ils soient conformes à la présentation adoptée pour 2001.

NOTE 2 Valeurs mobilières**Calendrier des échéances des valeurs mobilières en fin d'exercice**

(en millions de dollars)	Durée jusqu'à l'échéance						2001 Total	2000 Total
	Moins de un an	Un an à 3 ans	3 ans à 5 ans	5 ans à 10 ans	Plus de 10 ans	Aucune échéance précise		
Valeurs du compte de placement								
Valeurs mobilières du gouvernement et garanties par le gouvernement								
Canada	4 342 \$	1 698 \$	398 \$	201 \$	7 \$	– \$	6 646 \$	3 954 \$
Titres adossés à des créances immobilières ¹	5	7 315	289	–	–	–	7 609	7 927
Total – Canada	4 347	9 013	687	201	7	–	14 255	11 881
Provinces	1	7	–	121	2	–	131	306
Total	4 348	9 020	687	322	9	–	14 386	12 187
Autres titres de créance								
Émetteurs canadiens	138	67	13	12	28	–	258	1 242
Gouvernement fédéral des États-Unis	2 489	25	9	48	27	–	2 598	1 852
Autres gouvernements étrangers	2 344	1 846	548	–	–	–	4 738	4 439
Autres émetteurs	1 687	1 207	387	650	24	–	3 955	2 787
Total	6 658	3 145	957	710	79	–	11 549	10 320
Actions								
Actions privilégiées	353	189	223	344	–	662	1 771	1 861
Actions ordinaires	–	–	–	–	–	3 304	3 304	2 722
Total	353	189	223	344	–	3 966	5 075	4 583
Total des valeurs du compte de placement	11 359	12 354	1 867	1 376	88	3 966	31 010	27 090
Valeurs du compte de négociation								
Valeurs mobilières du gouvernement et garanties par le gouvernement								
Canada	3 106	1 494	973	1 228	6 450	–	13 251	10 725
Provinces	138	320	755	534	1 047	–	2 794	1 375
Total	3 244	1 814	1 728	1 762	7 497	–	16 045	12 100
Autres titres de créance								
Émetteurs canadiens	46	708	163	144	210	–	1 271	1 485
Gouvernement fédéral des États-Unis	258	427	292	295	291	–	1 563	353
Autres gouvernements étrangers	20	374	784	1 153	996	–	3 327	3 041
Autres émetteurs	4 920	5 392	7 109	8 743	3 913	–	30 077	22 723
Total	5 244	6 901	8 348	10 335	5 410	–	36 238	27 602
Actions								
Actions privilégiées	–	43	–	378	179	212	812	1 079
Actions ordinaires	–	–	–	–	–	13 089	13 089	17 516
Total	–	43	–	378	179	13 301	13 901	18 595
Total des valeurs du compte de négociation	8 488	8 758	10 076	12 475	13 086	13 301	66 184	58 297
Total des valeurs mobilières²	19 847 \$	21 112 \$	11 943 \$	13 851 \$	13 174 \$	17 267 \$	97 194 \$	85 387 \$

¹ Les titres adossés à des créances immobilières sont garantis par le gouvernement du Canada.

² Comprend les substituts de prêts d'un montant de 20 millions de dollars (104 millions de dollars en 2000).

Valeurs mobilières – Gains et pertes non matérialisés

(en millions de dollars)	2001				2000			
	Valeur comptable	Gains bruts non réalisés	Pertes brutes non matérialisées	Valeur marchande estimative	Valeur comptable	Gains bruts non réalisés	Pertes brutes non matérialisées	Valeur marchande estimative
Valeurs du compte de placement								
Émises ou garanties par								
Canada	14 255 \$	454 \$	– \$	14 709 \$	11 881 \$	92 \$	19 \$	11 954 \$
Provinces	131	–	–	131	306	–	1	305
Gouvernement fédéral des États-Unis	2 598	5	–	2 603	1 852	–	6	1 846
Autres titres de créance	8 951	144	35	9 060	8 468	29	35	8 462
Actions	5 075	513	183	5 405	4 583	965	229	5 319
Total des valeurs du compte de placement	31 010	1 116	218	31 908	27 090	1 086	290	27 886
Valeurs du compte de négociation	66 184	–	–	66 184	58 297	–	–	58 297
Total des valeurs mobilières	97 194 \$	1 116 \$	218 \$	98 092 \$	85 387 \$	1 086 \$	290 \$	86 183 \$

NOTE 3

Prêts, prêts douteux et provision globale pour pertes sur créances

Prêts et prêts douteux

(en millions de dollars)	Provision globale pour pertes sur créances					
	Montant brut des prêts	Provision globale spécifique	Provision globale générale	Total	Montant net des prêts	Prêts douteux bruts
2001						
Prêts hypothécaires résidentiels	50 874 \$	6 \$	61 \$	67 \$	50 807 \$	88 \$
Prêts à tempérament aux consommateurs et autres prêts personnels	31 396	60	210	270	31 126	154
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	38 723	113	870	983	37 740	1 025
Total	120 993 \$	179 \$	1 141 \$	1 320 \$	119 673 \$	1 267 \$
2000						
Prêts hypothécaires résidentiels	44 468 \$	7 \$	61 \$	68 \$	44 400 \$	76 \$
Prêts à tempérament aux consommateurs et autres prêts personnels	35 153	70	207	277	34 876	117
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	42 248	235	568	803	41 445	796
Total	121 869 \$	312 \$	836 \$	1 148 \$	120 721 \$	989 \$
					2001	2000
Moyenne des prêts douteux bruts au cours de l'exercice					1 242 \$	1 063 \$
Prêts douteux nets en fin d'exercice					(53) \$	(159) \$

Le montant brut des prêts hypothécaires résidentiels comprend 39 204 millions de dollars au 31 octobre 2001 (32 891 millions de dollars en 2000) de prêts hypothécaires assurés par le gouvernement canadien. Les prêts douteux bruts comprennent les actifs

saisis détenus à des fins de vente d'une valeur comptable brute de 51 millions de dollars au 31 octobre 2001 (108 millions de dollars en 2000) et une provision globale connexe de 4 millions de dollars (63 millions de dollars en 2000).

Provision globale pour pertes sur créances

(en millions de dollars)	2001			2000		
	Provision globale spécifique	Provision globale générale	Total	Provision globale spécifique	Provision globale générale	Total
Solde en début d'exercice	312 \$	836 \$	1 148 \$	254 \$	712 \$	966 \$
Acquisition de Services financiers CT inc. – solde à la date d'acquisition	–	–	–	83	101	184
Provision pour pertes sur créances imputée à l'état consolidé des revenus	620	300	920	458	22	480
Radiations	(844)	–	(844)	(564)	–	(564)
Recouvrements	90	–	90	67	–	67
Divers, y compris les variations du taux de change	1	5	6	14	1	15
Provision globale pour pertes sur prêts en fin d'exercice	179 \$	1 141 \$	1 320 \$	312 \$	836 \$	1 148 \$

NOTE 4**Titrisations de prêts**

Au cours de l'exercice, la Banque a titrisé des prêts hypothécaires résidentiels garantis par le gouvernement par la création de titres adossés à des créances immobilières et a reçu un produit au comptant net de 999 millions de dollars. La Banque a conservé les droits aux intérêts excédentaires futurs sur les prêts hypothécaires résidentiels évalués à 47 millions de dollars. Un gain à la vente de 38 millions de dollars, déduction faite des frais et charges liés à l'opération, a été constaté dans les revenus. La Banque assume toujours la responsabilité du service des prêts

hypothécaires. Les principales hypothèses utilisées pour évaluer les participations vendues et retenues comportaient un taux de remboursement anticipé de 7,0 %, un écart excédentaire de 1,4 % et un taux d'actualisation de 4,5 %. Aucune perte sur créance ne devrait être subie sur ces prêts hypothécaires, car ces derniers sont garantis par le gouvernement.

Le tableau suivant présente le montant en capital impayé sur les prêts titrisés et vendus aux 31 octobre.

(en millions de dollars)	2001	2000
Prêts hypothécaires résidentiels		
Ordinaires	3 253 \$	5 776 \$
Titres adossés à des créances immobilières	5 144	5 724
Prêts personnels	9 859	9 873
Autres prêts	200	200
	18 456 \$	21 573 \$

NOTE 5**Terrains, constructions, matériel et mobilier**

(en millions de dollars)	2001			2000
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette	Valeur comptable nette
Terrains	305 \$	– \$	305 \$	403 \$
Constructions	642	183	459	1 457
Équipement informatique et logiciels	911	539	372	348
Mobilier, agencements et autre matériel	617	261	356	258
Améliorations locatives	521	181	340	325
	2 996 \$	1 164 \$	1 832 \$	2 791 \$

L'amortissement cumulé à la fin de 2000 était de 1 216 millions de dollars.

NOTE 6 Dépôts

(en millions de dollars)				2001	2000
	À vue	À préavis	À terme	Total	Total
Particuliers	16 278 \$	30 190 \$	49 514 \$	95 982 \$	92 488 \$
Banques	1 845	41	21 287	23 173	25 324
Entreprises et gouvernements	11 843	11 023	51 893	74 759	67 996
Total	29 966 \$	41 254 \$	122 694 \$	193 914 \$	185 808 \$
Dépôts non productifs d'intérêts inclus ci-dessus					
Au Canada				3 875 \$	2 952 \$
À l'étranger				10	-
Dépôts productifs d'intérêts inclus ci-dessus					
Au Canada				122 806	122 575
À l'étranger				65 668	57 947
Fonds fédéraux américains achetés				1 555	2 334
Total				193 914 \$	185 808 \$

NOTE 7 Effets subordonnés et débetures

Les effets et les débetures sont des obligations directes non garanties de la Banque ou de ses filiales, dont le droit de paiement est subordonné aux droits des déposants et de certains autres créanciers de la Banque ou de ses filiales. Au besoin, la Banque

conclut des options sur taux d'intérêt, des swaps de taux d'intérêt et des swaps de monnaies étrangères pour modifier les risques connexes en matière de taux d'intérêt et de change.

(en millions de dollars)					En circulation aux 31 octobre	
Taux d'intérêt (%)	Date d'échéance	Rachetables ⁷ par l'émetteur à compter de	Montant en monnaies étrangères	2001	2000	
Divers ¹	janv. 2001 à oct. 2001	-		-\$	22 \$	
Divers ²	janv. 2002 à oct. 2002	-		29	27	
Divers ³	déc. 2002 à août 2004	-		13	4	
Taux flottant ⁴	oct. 2002	-	150 millions de dollars US	238	228	
Taux flottant ⁵	août 2003	-	75 millions de dollars US	119	228	
Taux flottant ⁶	oct. 2003	-		100	100	
8,00	déc. 2003	juillet 1998		150	150	
5,60	sept. 2006	sept. 2001		-	400	
6,45	oct. 2006	oct. 2001		-	350	
6,50	janv. 2007	janv. 2002	300 millions de dollars US	477	457	
6,75	mars 2007	mars 2002	200 millions de dollars US	318	305	
5,65	sept. 2007	sept. 2002		25	25	
6,50	août 2008	-	150 millions de dollars US	238	228	
6,15	oct. 2008	-	150 millions de dollars US	238	228	
6,13	nov. 2008	-	100 millions de dollars US	159	153	
6,45	janv. 2009	-	150 millions de dollars US	238	228	
6,60	avril 2010	-		750	750	
8,40	déc. 2010	déc. 2005		150	150	
6,00	juillet 2011	-		800	-	
6,55	juillet 2012	-		500	500	
10,05	août 2014	-		150	150	
9,15	mai 2025	-		200	200	
				4 892 \$	4 883 \$	

¹ Intérêt payable à divers taux, de 0,13 % à 5,00 %.

² Intérêt payable à divers taux, de 0,13 % à 3,10 %.

³ Intérêt payable à divers taux, de 0,70 % à 2,85 %.

⁴ Intérêt au TIOL de six mois en dollars US moins 0,13 %, sous réserve de taux minimum et maximum respectifs de 5 % et 10 %.

⁵ Intérêt au TIOL de trois mois en dollars US, sous réserve d'un minimum de 4,10 %.

⁶ Intérêt au taux de trois mois des engagements de clients en contrepartie d'acceptations moins 0,30 %, sous réserve de taux minimum et maximum respectifs de 6,50 % et 9 %.

⁷ Sous réserve de l'approbation préalable du surintendant des institutions financières du Canada.

Calendrier des remboursements

L'ensemble des échéances des effets subordonnés et des débetures de la Banque s'établit comme suit :

(en millions de dollars)	2001	2000
Moins de un an	267 \$	22 \$
Plus de un an à 2 ans	232	255
Plus de 2 ans à 3 ans	150	332
Plus de 3 ans à 5 ans	–	150
Plus de 5 ans	4 243	4 124
	4 892 \$	4 883 \$

NOTE 8

Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales

(en millions de dollars)	2001	2000
Actions privilégiées émises par Hypothèques Trustco Canada 6 000 000 d'actions privilégiées de troisième rang, rachetables, à dividende non cumulatif, série 1	– \$	150 \$
Actions privilégiées émises par Services financiers CT inc. 6 000 000 d'actions privilégiées de premier rang, rachetables, à dividende non cumulatif, série 4	–	150
2 000 000 d'actions privilégiées de premier rang, rachetables, à dividende non cumulatif, série 5 (50 millions de dollars US)	–	75
Parts de fiducie émises par Fiducie de capital TD 900 000 titres de Fiducie de capital TD, série 2009	900	900
Actions ordinaires et bénéfiques non répartis de TD Waterhouse Group, Inc.	372	381
	1 272 \$	1 656 \$

Hypothèques Trustco Canada

Actions privilégiées de troisième rang, série 1

Le 31 décembre 2000, Hypothèques Trustco Canada a exercé son option de rachat des actions de série 1 en circulation pour 25,00 \$ l'action plus les dividendes déclarés et non versés jusqu'à la date de rachat.

Services financiers CT inc.

Actions privilégiées de premier rang, série 4

Le 12 décembre 2000, la Banque a échangé les actions de série 4 contre des actions privilégiées de la Banque de série K assorties de modalités similaires.

Services financiers CT inc.

Actions privilégiées de premier rang, série 5

Le 12 décembre 2000, la Banque a échangé les actions de série 5 contre des actions privilégiées de la Banque de série L assorties de modalités similaires.

Titres de Fiducie de capital TD, série 2009

Les titres de Fiducie de capital TD (TD CaTS) sont émis par Fiducie de capital TD, dont les titres avec droit de vote sont détenus à 100 % par la Banque. Les actifs de la fiducie peuvent comprendre des prêts hypothécaires résidentiels, des coparticipations dans un ou plusieurs blocs de créances hypothécaires résidentielles, des titres adossés à des créances immobilières et d'autres placements admissibles. Les détenteurs des TD CaTS ont le droit de recevoir des distributions au comptant fixes non cumulatives semestrielles de 38 \$ par TD CaTS. Si la fiducie ne verse pas les distributions semestrielles en entier, la capacité de la Banque de déclarer des dividendes sur ses actions ordinaires et privilégiées sera restreinte.

Entre le 30 juin 2005 et le 31 décembre 2009, la fiducie aura l'option de racheter les TD CaTS en circulation au plus élevé des deux montants suivants : a) 1 000 \$ plus les distributions non

versées jusqu'à la date de rachat ou b) un prix calculé afin de produire un rendement annuel équivalant au rendement d'une obligation du gouvernement du Canada venant à échéance le 31 décembre 2009 à ce moment-là, majoré de 0,375 % plus les distributions non versées jusqu'à la date de rachat. Si un changement défavorable du traitement de l'assiette fiscale ou du capital de la fiducie se produit avant le 30 juin 2005, la fiducie peut racheter les TD CaTS en circulation à un prix de rachat calculé comme ci-dessus. Après le 31 décembre 2009, le prix de rachat serait de 1 000 \$ plus les distributions non versées jusqu'à la date de rachat. Ces droits de rachat sont assujettis à l'approbation du surintendant des institutions financières du Canada.

À compter du 30 juin 2010, chaque TD CaTS pourra, au gré du détenteur, être converti tous les semestres en une action privilégiée de premier rang de catégorie A, rachetable, à dividende non cumulatif de la Banque.

En donnant un avis d'au moins 60 jours avant la date de conversion à tous les détenteurs qui ont fourni un avis de conversion, la Banque peut racheter les TD CaTS, ou trouver des acheteurs substitués pour le faire, au prix d'achat de 1 000 \$ chacun plus les distributions non versées jusqu'à la date de conversion.

Chaque TD CaTS peut être automatiquement échangé contre une action privilégiée de la Banque sans le consentement du détenteur dans les cas suivants : a) des procédures sont entamées pour liquider la Banque; b) le surintendant des institutions financières du Canada prend le contrôle de la Banque; c) la Banque a un capital de catégorie 1 inférieur à 5 % ou un ratio du total du capital de moins de 8 %; ou d) la Banque enfreint une ligne directrice du surintendant des institutions financières du Canada exigeant l'accroissement de son capital ou la fourniture de liquidités additionnelles.

Le taux de distribution des titres de fiducie est de 7,6 % par année.

NOTE 9

Capital social

Le capital social de la Banque comprend ce qui suit :

Autorisé

Un nombre illimité d'actions privilégiées de premier rang, catégorie A, sans valeur nominale, qui peuvent être émises en séries.

Un nombre illimité d'actions ordinaires, sans valeur nominale.

(en millions de dollars)	2001	2000
Émis et entièrement versé		
Actions privilégiées émises par la Banque		
7 000 000 d'actions privilégiées de premier rang, catégorie A, rachetables, à dividende non cumulatif, série G (175 millions de dollars US)	278 \$	266 \$
9 000 000 d'actions privilégiées de premier rang, catégorie A, rachetables, à dividende non cumulatif, série H	225	225
16 065 actions privilégiées de premier rang, catégorie A, rachetables, à dividende non cumulatif, série I	–	–
16 383 935 actions privilégiées de premier rang, catégorie A, rachetables, à dividende non cumulatif, série J	410	410
6 000 000 d'actions privilégiées de premier rang, catégorie A, rachetables, à dividende non cumulatif, série K	150	–
2 000 000 d'actions privilégiées de premier rang, catégorie A, rachetables, à dividende non cumulatif, série L (50 millions de dollars US)	79	–
	1 142	901
Actions privilégiées émises par Société d'investissement hypothécaire TD		
350 000 actions privilégiées à dividende non cumulatif, série A	350	350
Total des actions privilégiées	1 492	1 251
Actions ordinaires (628 451 159 en 2001; 622 615 868 en 2000)	2 259	2 060
	3 751 \$	3 311 \$

Actions privilégiées

Aucune des actions privilégiées en circulation n'est rachetable au gré du détenteur.

Les remboursements et les rachats de toute action privilégiée sont assujettis à l'approbation préalable du surintendant des institutions financières du Canada.

Actions privilégiées de premier rang, catégorie A, série G

Jusqu'au 30 avril 2002, la Banque a l'option de racheter les actions de série G en circulation pour 26,00 \$ US l'action. Par la suite et jusqu'au 30 avril 2003 inclusivement, le prix de rachat sera de 25,50 \$ US l'action. Après le 30 avril 2003, le prix de rachat sera réduit à 25,00 \$ US l'action plus les dividendes déclarés et non versés jusqu'à la date de rachat.

En tout temps, la Banque pourra convertir les actions de série G en circulation, en totalité ou en partie, en actions ordinaires, en divisant le prix de rachat par action de série G alors applicable plus les dividendes déclarés et non versés jusqu'à la date de conversion par 1,00 \$ US ou 95 % de l'équivalent en dollars US du prix de négociation moyen de ces actions ordinaires à ce moment-là, selon le plus élevé des deux montants.

À compter du 31 janvier 2004, chaque action de série G pourra être convertie, au gré du détenteur, en actions ordinaires tous les trimestres, comme décrit ci-dessus.

La Banque peut, en donnant au moins un avis de 40 jours avant la date de conversion à tous les détenteurs qui ont fourni un avis de conversion, racheter les actions, ou trouver des acheteurs substitués pour le faire, au prix d'achat au comptant de 25,00 \$ US l'action plus les dividendes déclarés et non versés jusqu'à la date de conversion.

Actions privilégiées de premier rang, catégorie A, série H

Entre le 30 avril 2002 et le 30 avril 2003, la Banque aura l'option de racheter les actions de série H en circulation pour 26,00 \$ l'action. Par la suite et jusqu'au 30 avril 2004 inclusivement, le

prix de rachat sera de 25,50 \$ l'action. Après le 30 avril 2004, le prix de rachat sera réduit à 25,00 \$ US l'action plus les dividendes déclarés et non versés jusqu'à la date de rachat.

À compter du 30 avril 2002, la Banque pourra convertir les actions de série H en circulation, en totalité ou en partie, en actions ordinaires, en divisant le prix de rachat par action de série H alors applicable plus les dividendes déclarés et non versés jusqu'à la date de conversion par 1,00 \$ ou 95 % du prix de négociation moyen de ces actions ordinaires à ce moment-là, selon le plus élevé des deux montants.

À compter du 31 janvier 2005, chaque action de série H pourra être convertie, au gré du détenteur, en actions ordinaires tous les trimestres, comme décrit ci-dessus.

La Banque peut, en donnant au moins un avis de 40 jours avant la date de conversion à tous les détenteurs qui ont fourni un avis de conversion, racheter les actions, ou trouver des acheteurs substitués pour le faire, au prix d'achat au comptant de 25,00 \$ l'action plus les dividendes déclarés et non versés jusqu'à la date de conversion.

Actions privilégiées de premier rang, catégorie A, série I

Le 1^{er} novembre 1999, la Banque a émis 16 400 000 unités pour une contrepartie au comptant de 102,5 millions de dollars. Chaque unité consiste en une action privilégiée de premier rang, rachetable, de catégorie A, à dividende non cumulatif, série I et en un bon de souscription d'action privilégiée de premier rang, rachetable, de catégorie A, à dividende non cumulatif, série J.

Au plus tard le 31 octobre 2000, les détenteurs d'unités pouvaient, en exerçant un bon de souscription d'action de série J et en versant un montant au comptant de 18,75 \$ l'action, convertir une action de série I en une action de série J. Un total de 16 383 935 actions de série I ont été converties en actions de série J.

À compter du 1^{er} novembre 2004, la Banque aura l'option de racheter les actions de série I en circulation pour 6,25 \$ l'action plus les dividendes déclarés et non versés jusqu'à la date de rachat.

Actions privilégiées de premier rang, catégorie A, série J

Entre le 30 avril 2005 et le 30 octobre 2005, la Banque aura l'option de racheter les actions de série J en circulation pour 26,00 \$ l'action. Le prix de rachat plus les dividendes déclarés et non versés jusqu'à la date de rachat sera réduit à 25,80 \$ après le 30 octobre 2005, à 25,60 \$ après le 30 octobre 2006, à 25,40 \$ après le 30 octobre 2007, à 25,20 \$ après le 30 octobre 2008 et à 25,00 \$ après le 30 octobre 2009.

À compter du 30 avril 2005, la Banque pourra convertir les actions de série J en circulation, en totalité ou en partie, en actions ordinaires, en divisant le prix de rachat par action de série J alors applicable plus les dividendes déclarés et non versés jusqu'à la date de conversion par 2,00 \$ ou 95 % du prix de négociation moyen de ces actions ordinaires à ce moment-là, selon le plus élevé des deux montants. À compter du 29 janvier 2010, chaque action de série J pourra, au gré du détenteur, être convertie tous les trimestres en actions ordinaires, comme décrit ci-dessus.

La Banque peut, en donnant au moins un avis de 40 jours avant la date de conversion à tous les détenteurs qui ont fourni un avis de conversion, racheter les actions, ou trouver des acheteurs substitués pour le faire, au prix d'achat au comptant de 25,00 \$ l'action plus les dividendes déclarés et non versés jusqu'à la date de conversion.

Actions privilégiées de premier rang, catégorie A, série K

Le 12 décembre 2000, la Banque a échangé des actions privilégiées de premier rang de série 4 de CT contre des actions privilégiées de série K de la Banque assorties de modalités similaires. À compter du 1^{er} février 2003, la Banque aura l'option de racheter les actions de série K en circulation pour 25,00 \$ l'action plus les dividendes déclarés et non versés jusqu'à la date de rachat.

À compter du 1^{er} août 2003, le premier jour de février, mai, août et novembre de chaque année, le détenteur aura l'option de convertir les actions de série K en circulation en actions ordinaires, en divisant 25,00 \$ plus les dividendes déclarés et non versés jusqu'à la date de conversion par 2,00 \$ ou 95 % du prix de négociation moyen pondéré de ces actions ordinaires pendant une période précise précédant immédiatement la date de conversion, selon le plus élevé des deux montants. La Banque a le droit de racheter les actions déposées, ou de trouver des acheteurs substitués pour le faire.

La Banque peut, en tout temps, acheter aux fins d'annulation la totalité ou une partie des actions en circulation en faisant une offre d'achat à tous les détenteurs de ces actions au prix le plus bas que ces dernières peuvent atteindre.

Actions privilégiées de premier rang, catégorie A, série L

Le 12 décembre 2000, la Banque a échangé des actions privilégiées de premier rang de série 5 de CT contre des actions privilégiées de série L de la Banque assorties de modalités similaires. À compter du 1^{er} février 2003, la Banque aura l'option de racheter les actions de série L en circulation pour 25,00 \$ US l'action plus les dividendes déclarés et non versés jusqu'à la date de rachat.

À compter du 1^{er} août 2003, le premier jour de février, mai, août et novembre de chaque année, le détenteur aura l'option de convertir les actions de série L en circulation en actions ordinaires, en divisant 25,00 \$ US plus les dividendes déclarés et non versés jusqu'à la date de conversion par 2,00 \$ US ou 95 % du prix de négociation moyen pondéré de ces actions ordinaires pendant une période précise précédant immédiatement la date de conversion, selon le plus élevé des deux montants. La Banque a le droit de racheter les actions déposées, ou de trouver des acheteurs substitués pour le faire.

La Banque peut, en tout temps, acheter aux fins d'annulation la totalité ou une partie des actions en circulation en faisant une offre d'achat à tous les détenteurs de ces actions au prix le plus bas que ces dernières peuvent atteindre.

Actions privilégiées de série A de Société d'investissement hypothécaire TD

Tous les semestres, à compter du 31 octobre 2007, Société d'investissement hypothécaire TD (SIHTD) aura l'option de racheter les actions de série A en circulation pour un montant de 1 000,00 \$ l'action.

Tous les semestres, à compter du 31 octobre 2007, la Banque peut échanger la totalité des actions de série A en circulation contre des actions ordinaires de la Banque, en divisant 1 000,00 \$ plus les dividendes déclarés et non versés jusqu'à la date de l'échange par 95 % du prix de négociation moyen de ces actions ordinaires à ce moment-là.

Tous les semestres, à compter du 31 octobre 2007, chaque action de série A pourra être échangée, au gré du détenteur, contre des actions ordinaires de la Banque, en divisant 1 000,00 \$ plus les dividendes déclarés et non versés jusqu'à la date de l'échange par 1,00 \$ ou 95 % du prix de négociation moyen de ces actions ordinaires à ce moment-là, selon le plus élevé des deux montants.

SIHTD peut, en donnant au moins un avis de deux jours ouvrables avant la date de l'échange à tous les détenteurs qui ont fourni un avis d'échange, racheter les actions, ou la Banque peut trouver des acheteurs substitués pour le faire, au prix d'achat de 1 000,00 \$ plus les dividendes déclarés et non versés jusqu'à la date de conversion.

Taux de dividende sur actions privilégiées

(par action)	Taux	
Série G	Trimestriel	0,33750 \$ US
Série H	Trimestriel	0,44375 \$
Série I	Trimestriel	0,01000 \$
Série J	Trimestriel	0,31875 \$
Série K	Trimestriel	0,45940 \$
Série L	Trimestriel	0,40000 \$ US
SIHTD, série A	Semestriel	32,30 \$

Actions ordinaires

	2001	2000
Nombre en circulation en début d'exercice	622 615 868	620 343 168
Émises à l'acquisition de filiales	4 531 348	1 112 035
Émises à l'exercice d'options	1 303 943	1 160 665
Nombre en circulation en fin d'exercice	628 451 159	622 615 868

Chaque action de série A peut être automatiquement échangée contre une action privilégiée de la Banque sans le consentement du détenteur dans les cas suivants : a) SIHTD ne verse pas de dividendes sur les actions de série A; b) la Banque ne verse pas de dividendes sur la totalité de ses actions privilégiées à dividende non cumulatif; c) des procédures sont entamées pour liquider la Banque; d) le surintendant des institutions financières du Canada prend le contrôle de la Banque; e) la Banque a un capital de catégorie 1 inférieur à 5 % ou un ratio du total du capital de moins de 8 %; f) la Banque ou SIHTD enfreint une ligne directrice du surintendant des institutions financières du Canada exigeant l'accroissement de son capital ou la fourniture de liquidités additionnelles.

Dividendes en actions

Le 31 juillet 1999, la Banque a versé un dividende en actions correspondant à une action ordinaire pour chacune de ses actions ordinaires émises et en circulation. L'incidence de ce dividende en actions à raison d'une pour une est la même qu'une division d'actions ordinaires à raison de deux pour une. Tous les nombres d'actions ordinaires ont été retraités pour refléter le dividende en actions.

Régime d'épargne des employés

En vertu du régime d'épargne des employés (RÉE) de la Banque, les employés peuvent cotiser 5 % de leur salaire annuel de base jusqu'à concurrence de 2 200 \$ par année civile afin d'acheter des actions ordinaires de la Banque. La Banque cotise un montant

correspondant à 50 % des cotisations des employés. Les cotisations de la Banque sont acquises sur une période de deux ans à compter du premier jour de l'année civile suivante. Pour l'exercice se terminant le 31 octobre 2001, les cotisations de la Banque ont totalisé 13,4 millions de dollars (12,7 millions de dollars en 2000; 13,2 millions de dollars en 1999). Au 31 octobre 2001, un total de 5 001 746 actions ordinaires étaient détenues en vertu du RÉE (5 408 543 en 2000).

Options d'achat d'actions

Aux termes du régime d'options d'achat d'actions de 2000 de la Banque, des options d'achat d'actions ordinaires d'une durée de dix ans sont périodiquement attribuées à certains employés. Ces options peuvent être acquises sur une période de quatre ans. Elles sont assorties d'un droit d'achat d'actions ordinaires de la Banque à un prix fixe égal au cours de clôture des actions le jour précédant la date d'émission des options. En vertu de ce régime, 26 521 860 actions ordinaires ont été réservées aux fins d'émission future (30 000 000 en 2000). Les options en cours viennent à échéance à diverses dates jusqu'en septembre 2011.

L'ancien régime de la Banque, le régime d'options d'achat d'actions de 1993, a pris fin en 2000. Aucune autre option d'achat d'actions ne sera émise en vertu de ce régime. Les options en cours aux termes du régime d'options d'achat d'actions de 1993 viennent à échéance à diverses dates jusqu'en juillet 2010.

Un sommaire des activités visant les options d'achat d'actions de la Banque et des informations connexes pour les exercices se terminant aux 31 octobre est présenté ci-après :

	Prix d'exercice moyen pondéré		2000	Prix d'exercice moyen pondéré		
	2001			1999		
Nombre en cours en début d'exercice	23 403 443	22,54 \$	23 336 948	18,39 \$	21 867 140	15,80 \$
Octroyées	3 639 640	41,66	4 527 000	36,20	4 916 400	25,43
Exercées – au comptant	(2 593 303)	15,30	(2 840 740)	13,65	(2 770 072)	10,76
– actions	(1 303 943)	13,38	(1 160 665)	11,52	(405 520)	12,57
Confisquées	(927 050)	32,27	(459 100)	29,29	(271 000)	23,46
Nombre en cours en fin d'exercice	22 218 787	26,65 \$	23 403 443	22,54 \$	23 336 948	18,39 \$
Pouvant être exercées en fin d'exercice	13 081 260	20,49 \$	12 910 639	16,41 \$	12 337 346	13,40 \$

Le tableau suivant présente des informations sur les options d'achat d'actions en cours et pouvant être exercées au 31 octobre 2001.

Fourchette de prix d'exercice	Nombre en cours	Options en cours		Options pouvant être exercées	
		Durée contractuelle résiduelle moyenne pondérée (années)	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre pouvant être exercé	Prix d'exercice moyen pondéré
8,19 \$ – 11,81 \$	4 377 223	4,3	10,99 \$	4 377 223	10,99 \$
17,45 \$ – 25,43 \$	7 098 024	7,1	21,83 \$	5 152 787	20,46 \$
30,60 \$ – 41,70 \$	10 743 540	8,7	36,22 \$	3 551 250	32,23 \$

Restrictions en matière de dividendes

En vertu de la *Loi sur les banques*, la Banque ne peut déclarer ou verser de dividendes sur ses actions ordinaires ou privilégiées s'il existe un motif raisonnable de croire que, ce faisant, elle violerait les règlements de la *Loi sur les banques* en matière de suffisance du capital et de liquidités ou les lignes directrices du surintendant des institutions financières du Canada. En outre, la capacité de la Banque de verser des dividendes sur ses actions ordinaires ou privilégiées est restreinte si Fiducie de capital TD ne verse pas le plein montant des distributions semestrielles aux détenteurs de ses

titres. En outre, la capacité de la Banque de verser des dividendes sur les actions ordinaires est restreinte par les modalités des actions privilégiées en circulation, en vertu desquelles la Banque ne peut verser de dividendes sur ses actions ordinaires sans l'approbation des détenteurs des actions privilégiées en circulation, à moins que tous les dividendes sur actions privilégiées n'aient été déclarés et versés ou réservés à des fins de paiement. Actuellement, ces limites ne restreignent pas le versement de dividendes sur les actions ordinaires ou privilégiées.

NOTE 10 **Avantages sociaux futurs**
Régime de retraite

Le principal régime de retraite de la Banque, l'Association de la caisse de retraite de La Banque Toronto-Dominion, est un régime à prestations déterminées financé au moyen des cotisations de la Banque et des participants au régime. Conformément à la loi, la Banque verse au régime des montants établis de manière

actuarielle et il lui incombe ultimement de s'assurer que le passif du régime fait l'objet d'une capitalisation appropriée avec le temps.

Les prestations de retraite sont établies en fonction des années de service et du salaire moyen des cinq dernières années des employés.

Le tableau suivant présente la situation financière du principal régime de retraite de la Banque.

(en millions de dollars)	2001	2000	1999
Variation des obligations au titre des prestations projetées			
Obligations au titre des prestations projetées en début d'exercice	1 144 \$	1 141 \$	1 157 \$
Coût des prestations au titre des services rendus au cours de l'exercice – prestations acquises	19	22	23
Frais d'intérêts sur les obligations au titre des prestations projetées	82	77	74
Cotisations des participants	17	18	18
Prestations versées	(82)	(80)	(79)
(Gains actuariels) pertes actuarielles	2	22	(5)
Variation des hypothèses actuarielles	76	(60)	(39)
Modifications au régime	4	4	3
Divers	(5)	–	(11)
Obligations au titre des prestations projetées en fin d'exercice	1 257	1 144	1 141
Variation des actifs du régime			
Actifs du régime à la juste valeur en début d'exercice	1 263	1 131	1 043
Revenu réel des actifs du régime	49	57	51
Gain à la cession de placements	67	142	10
Cotisations des participants	17	18	18
Cotisations de l'employeur	–	–	40
Augmentation (diminution) des gains non réalisés sur les placements	(114)	3	69
Prestations versées	(82)	(80)	(79)
Frais généraux et administratifs	(7)	(8)	(10)
Divers	(2)	–	(11)
Actifs du régime à la juste valeur en fin d'exercice	1 191	1 263	1 131
Excédent (déficit) des actifs du régime sur les obligations au titre des prestations projetées	(66)	119	(10)
(Gain net) perte nette non constaté(e) lié(e) aux résultats passés, différent(e) des hypothèses, et incidence des variations des hypothèses	178	(42)	119
Coûts au titre des services passés non constatés	4	23	23
Montant transitoire non constaté	–	(17)	(33)
Cotisations de l'employeur au quatrième trimestre	40	–	–
Charge de retraite payée d'avance	156 \$	83 \$	99 \$
Charge annuelle			
La charge de retraite nette comprend les éléments suivants :			
Coût des prestations au titre des services rendus au cours de l'exercice – prestations acquises	19 \$	22 \$	23 \$
Frais d'intérêts sur les obligations au titre des prestations projetées	82	77	74
Rendement prévu des actifs du régime	(98)	(85)	(78)
Amortissement des (gains actuariels nets) pertes actuarielles nettes	–	14	19
Amortissement des coûts au titre des services passés	–	4	3
Amortissement du montant transitoire	–	(16)	(16)
Charge de retraite	3 \$	16 \$	25 \$
Hypothèses actuarielles			
Taux d'actualisation moyen pondéré des obligations au titre des prestations projetées	6,75 %	7,25 %	6,75 %
Taux d'augmentation moyen pondéré des salaires	3,50	3,50	3,50
Taux de rendement moyen pondéré prévu à long terme des actifs du régime	8,00	8,00	7,75

En 2001, les actifs nets du principal régime de retraite de la Banque comportaient des placements dans la Banque et ses sociétés affiliées ayant une valeur marchande de 134 millions de

dollars (158 millions de dollars en 2000). Les actifs et obligations découlant du régime de retraite sont établis en date du 31 juillet.

Autre régime de retraite

Par suite de l'acquisition de CT, la Banque est le promoteur d'un deuxième régime de retraite comprenant un volet à prestations déterminées et un volet à cotisations déterminées. Le financement des deux volets du régime est assuré par les cotisations de la Banque et des participants au régime. Le volet à prestations déterminées du régime a cessé d'être offert aux nouveaux participants après le 31 mai 1987. Les employés de CT qui ont adhéré au régime le 1^{er} juin 1987 ou après cette date n'étaient admissibles qu'au volet à cotisations déterminées. Pour 2001, les résultats du volet à prestations déterminées du régime de CT ont été comme suit : les obligations au titre des prestations projetées se sont élevées à 272 millions de dollars (279 millions de dollars en 2000) et les actifs du régime ont atteint une juste valeur de

271 millions de dollars (286 millions de dollars en 2000).

La charge de retraite de 2001 pour le volet à cotisations déterminées s'est établie à 14 millions de dollars (15 millions de dollars en 2000).

Après le 1^{er} janvier 2002, les employés participant à ce régime auront le droit d'adhérer au principal régime de retraite à prestations déterminées de la Banque.

Régimes d'avantages autres que les prestations de retraite

Outre ses régimes de retraite, la Banque offre certaines prestations d'assurance-maladie, d'assurance-vie et d'assurance dentaire aux employés à la retraite. Le tableau suivant présente la situation financière des régimes d'avantages autres que les prestations de retraite de la Banque.

(en millions de dollars)	2001
Variation des obligations au titre des prestations projetées	
Obligations au titre des prestations projetées en début d'exercice	183 \$
Coût des prestations au titre des services rendus au cours de l'exercice – prestations acquises	7
Frais d'intérêts sur les obligations au titre des prestations projetées	13
Prestations versées	(7)
(Gains actuariels) pertes actuarielles	10
Variation des hypothèses actuarielles	10
Divers	(3)
Obligations au titre des prestations projetées en fin d'exercice	213
(Gain net) perte nette non constaté(e) lié(e) aux résultats passés, différent(e) des hypothèses, et incidence des variations des hypothèses	17
Passif au titre des prestations constituées	196 \$
Charge annuelle	
La charge nette des avantages autres que les prestations de retraite comprend les éléments suivants :	
Coût des prestations au titre des services rendus au cours de l'exercice – prestations acquises	7 \$
Frais d'intérêts sur les obligations au titre des prestations projetées	13
Charge nette des avantages autres que les prestations de retraite	20 \$
Hypothèses actuarielles	
Taux d'actualisation moyen pondéré des obligations au titre des prestations projetées	6,75 %
Taux d'augmentation moyen pondéré des salaires	3,50

Le taux tendanciel présumé du coût des soins de santé pour le prochain exercice utilisé pour prévoir le coût des prestations couvert par les régimes d'avantages autres que les prestations de retraite s'élève à 6 %. On a présumé une diminution graduelle du taux à 4,5 % sur une période de trois ans et son maintien à ce niveau par la suite. Pour 2001, l'incidence d'une augmentation ou d'une diminution de un point de pourcentage du taux tendanciel

présumé du coût des soins de santé sur les frais de service et les frais d'intérêts correspond respectivement à une hausse de 3 millions de dollars et à une baisse de 2 millions de dollars et, sur les obligations au titre des prestations accumulées, respectivement à une hausse de 33 millions de dollars et à une baisse de 23 millions de dollars.

NOTE 11 Provison pour (économie d') impôts sur les bénéfices

(en millions de dollars)	2001	2000	1999
Provison pour impôts sur les bénéfices – état consolidé des revenus ¹			
Impôts sur les bénéfices exigibles	973 \$	1 087 \$	943 \$
Impôts sur les bénéfices futurs	(1 137)	(791)	147
	(164)	296	1 090
Provison pour impôts sur les bénéfices – état consolidé des modifications survenues dans l'avoir des actionnaires			
Impôts sur les bénéfices exigibles	(217)	(48)	58
Impôts sur les bénéfices futurs	(74)	(6)	(13)
	(291)	(54)	45
Total de la provision pour (de l'économie d') impôts sur les bénéfices	(455) \$	242 \$	1 135 \$
Impôts sur les bénéfices exigibles			
Fédéral	395 \$	497 \$	267 \$
Provincial	159	124	91
Étranger	202	418	643
	756	1 039	1 001
Impôts sur les bénéfices futurs ²			
Fédéral	(785)	(568)	98
Provincial	(343)	(199)	33
Étranger	(83)	(30)	3
	(1 211)	(797)	134
	(455) \$	242 \$	1 135 \$

¹ Comprend l'incidence fiscale de l'amortissement de l'écart d'acquisition de 9 millions de dollars (9 millions de dollars en 2000; 9 millions de dollars en 1999).

² Comprennent une économie fiscale future nette de 215 millions de dollars (54 millions de dollars en 2000) relative à des réductions de taux d'imposition fédéral et provinciaux.

La provision pour impôts sur les bénéfices qui figure à l'état consolidé des revenus est moindre que celle qui est obtenue par l'application des taux d'impôt prévus par la loi au revenu net

avant la provision pour impôts sur les bénéfices en raison des facteurs suivants :

	2001	2000	1999
Taux d'impôt sur les bénéfices canadien prévu par la loi	41,1 %	42,4 %	42,5 %
Augmentation (diminution) attribuable aux éléments suivants :			
Amortissement de l'écart d'acquisition	4,4	2,6	0,3
Dividendes	(12,3)	(8,2)	(2,6)
Écarts de taux liés aux établissements internationaux	(19,0)	(9,8)	(2,4)
Réductions des taux d'imposition fédéral et provinciaux futurs	(17,0)	(7,2)	–
Impôt fédéral des grandes sociétés	1,4	1,0	0,4
Surtaxe temporaire sur les institutions financières	–	0,5	0,2
Gains à la vente de placements immobiliers	(9,1)	–	–
Gain non imposable à la vente de TD Waterhouse Group, Inc.	–	–	(11,7)
Divers – net	(2,5)	(0,1)	–
Taux d'impôt sur les bénéfices réel	(13,0) %	21,2 %	26,7 %

Les passifs d'impôts futurs nets présentés dans les autres passifs comprennent ce qui suit :

(en millions de dollars)	2001	2000
Actifs d'impôts futurs		
Provision globale pour pertes sur créances	323 \$	254 \$
Locaux et matériel et mobilier	122	–
Revenu reporté	70	32
Valeurs mobilières	138	157
Avantages sociaux futurs	30	–
Divers	142	98
Total des actifs d'impôts futurs	825	541
Provision pour moins-value	–	–
Actifs d'impôts futurs	825	541
Passifs d'impôts futurs		
Actifs incorporels liés aux regroupements d'entreprises	(1 486)	(2 338)
Locaux et matériel et mobilier	–	(46)
Avantages sociaux futurs	–	(36)
Divers	(44)	(37)
Passifs d'impôts futurs	(1 530)	(2 457)
Passifs d'impôts futurs nets	(705) \$	(1 916) \$

Les bénéfices de certaines filiales internationales seraient imposables uniquement en cas de rapatriement au Canada. La Banque n'a pas constaté de passifs d'impôts futurs pour ces bénéfices non répartis étant donné qu'elle ne prévoit pas les

rapatrier à l'heure actuelle. Si tous les bénéfices non répartis des filiales internationales étaient rapatriés, les impôts estimatifs à payer atteindraient 230 millions de dollars au 31 octobre 2001 (186 millions de dollars en 2000).

NOTE 12 Juste valeur des instruments financiers

(en millions de dollars)	2001		2000	
	Valeur comptable	Juste valeur estimative	Valeur comptable	Juste valeur estimative
Bilan consolidé				
Actif				
Valeurs mobilières	97 194 \$	98 092 \$	85 387 \$	86 183 \$
Prêts	119 673	121 736	120 721	120 461
Passif				
Dépôts	193 914	195 654	185 808	186 112
Effets subordonnés et débiteures	4 892	5 245	4 883	4 916

L'ensemble des montants présentés à la juste valeur estimative ne correspond pas à l'estimation par la direction de la valeur sous-jacente de la Banque. De plus, les justes valeurs présentées représentent les estimations de valeur effectuées à un moment précis et ne reflètent pas nécessairement les justes valeurs futures.

La juste valeur est déterminée selon les méthodes d'évaluation et les hypothèses suivantes :

Dans le cas de certains actifs et passifs qui sont à court terme ou qui sont assortis de caractéristiques de taux variable, la juste valeur est considérée comme étant égale à la valeur comptable. Ces éléments ne figurent pas ci-dessus.

Pour obtenir de l'information détaillée sur la juste valeur estimative des instruments financiers dérivés, se reporter à la note 14.

La juste valeur estimative des valeurs mobilières est établie comme la valeur estimative du marché présentée à la note 2.

La juste valeur estimative des prêts reflète les variations de l'ensemble des taux d'intérêt qui se sont produites depuis que les prêts ont été montés ainsi que les changements à l'égard de la solvabilité des emprunteurs. En ce qui a trait aux prêts à taux fixe, la juste valeur estimative est déterminée par l'actualisation des flux de trésorerie futurs prévus liés à ces prêts aux taux d'intérêt du marché pour les prêts ayant des risques de crédit similaires.

La juste valeur estimative des dépôts à terme est établie par l'actualisation des flux de trésorerie contractuels au moyen des taux d'intérêt actuellement en vigueur pour les dépôts assortis de conditions similaires.

La juste valeur estimative des effets subordonnés et des débiteures est calculée en fonction des cours du marché.

NOTE 13 Risque de taux d'intérêt

La gestion du risque de taux d'intérêt par la Banque est décrite à la rubrique Gestion des risques de l'Analyse par la direction des résultats de l'exploitation. Le chapitre 3860 du Manuel de l'Institut

Canadien des Comptables Agréés, *Instruments financiers – Informations à fournir et présentation*, exige la présentation du risque de taux d'intérêt dans le format prescrit suivant :

Risque de taux d'intérêt¹

(en milliards de dollars)								
	Taux flottant	Moins de 3 mois	3 mois à un an	Total – moins de un an	Un an à 5 ans	Plus de 5 ans	Non sensible aux taux d'intérêt	Total
2001								
Actif								
Liquidités	– \$	5,5 \$	0,2 \$	5,7 \$	– \$	– \$	0,2 \$	5,9 \$
<i>Rendement réel</i>		2,9 %	4,6 %					
Valeurs mobilières achetées en vertu de prises en pension	4,0 \$	13,1 \$	3,1 \$	20,2 \$	– \$	– \$	– \$	20,2 \$
<i>Rendement réel</i>		2,9 %	4,4 %					
Valeurs du compte de placement	0,6 \$	4,6 \$	7,2 \$	12,4 \$	12,4 \$	0,9 \$	5,3 \$	31,0 \$
<i>Rendement réel</i>		3,5 %	4,4 %		5,8 %	5,7 %		
Valeurs du compte de négociation	66,2 \$	– \$	– \$	66,2 \$	– \$	– \$	– \$	66,2 \$
Prêts	37,8 \$	24,3 \$	17,2 \$	79,3 \$	36,5 \$	3,3 \$	0,6 \$	119,7 \$
<i>Rendement réel</i>		5,0 %	6,5 %		6,9 %	6,5 %		
Divers	30,6 \$	– \$	– \$	30,6 \$	– \$	– \$	14,2 \$	44,8 \$
Total de l'actif	139,2 \$	47,5 \$	27,7 \$	214,4 \$	48,9 \$	4,2 \$	20,3 \$	287,8 \$
Passif et avoir des actionnaires								
Dépôts	39,9 \$	81,0 \$	29,2 \$	150,1 \$	24,5 \$	1,4 \$	17,9 \$	193,9 \$
<i>Rendement réel</i>		2,9 %	4,1 %		4,8 %	2,6 %		
Obligations liées aux valeurs mobilières vendues à découvert	21,1 \$	– \$	– \$	21,1 \$	0,3 \$	– \$	– \$	21,4 \$
<i>Rendement réel</i>					5,9 %			
Obligations liées aux valeurs mobilières vendues en vertu de conventions de rachat	0,1 \$	8,9 \$	4,3 \$	13,3 \$	0,9 \$	0,1 \$	0,3 \$	14,6 \$
<i>Rendement réel</i>		2,7 %	4,5 %		2,9 %	3,4 %		
Effets subordonnés et débiteures	– \$	0,6 \$	0,6 \$	1,2 \$	2,0 \$	1,7 \$	– \$	4,9 \$
<i>Rendement réel</i>		6,0 %	5,9 %		6,4 %	7,0 %		
Divers	30,9 \$	– \$	– \$	30,9 \$	– \$	0,9 \$	7,8 \$	39,6 \$
Avoir des actionnaires	– \$	– \$	0,2 \$	0,2 \$	0,5 \$	0,8 \$	11,9 \$	13,4 \$
Total du passif et de l'avoir des actionnaires	92,0 \$	90,5 \$	34,3 \$	216,8 \$	28,2 \$	4,9 \$	37,9 \$	287,8 \$
Position au bilan	47,2 \$	(43,0) \$	(6,6) \$	(2,4) \$	20,7 \$	(0,7) \$	(17,6) \$	– \$
Total des montants à payer sur les instruments ²	– \$	(81,8) \$	(14,4) \$	(96,2) \$	(22,8) \$	(3,0) \$	– \$	(122,0) \$
<i>Rendement réel</i>		3,6 %	4,3 %		5,5 %	5,7 %		
Total des montants à recevoir sur les instruments ²	– \$	68,5 \$	25,0 \$	93,5 \$	24,8 \$	3,7 \$	– \$	122,0 \$
<i>Rendement réel</i>		3,6 %	4,6 %		4,5 %	5,7 %		
Position hors bilan	– \$	(13,3) \$	10,6 \$	(2,7) \$	2,0 \$	0,7 \$	– \$	– \$
Position nette	47,2 \$	(56,3) \$	4,0 \$	(5,1) \$	22,7 \$	– \$	(17,6) \$	– \$

¹ Le tableau ci-dessus présente la date d'échéance ou la date de modification des taux, selon la plus rapprochée, des instruments sensibles aux taux d'intérêt. La date contractuelle de modification des taux peut être rajustée conformément aux estimations de la direction à l'égard des remboursements anticipés qui n'ont pas de lien avec les variations des taux d'intérêt. Les opérations hors bilan comprennent uniquement les

opérations qui ont été conclues à titre de couverture des éléments non compris dans le compte de négociation. Certains actifs et passifs sont présentés comme non sensibles aux taux bien que le profil présumé pour la gestion réelle puisse être différent. Les valeurs du compte de négociation sont présentées dans la catégorie à taux flottant.

² Montants nominaux de référence.

Risque de taux d'intérêt par monnaie

(en milliards de dollars)								
	Taux flottant	Moins de 3 mois	3 mois à un an	Total – moins de un an	Un an à 5 ans	Plus de 5 ans	Non sensible aux taux d'intérêt	Total
2001								
Monnaie canadienne position au bilan	15,1 \$	(13,8) \$	(2,5) \$	(1,2) \$	21,1 \$	(0,7) \$	(19,1) \$	0,1 \$
Monnaie étrangère position au bilan	32,1	(29,2)	(4,1)	(1,2)	(0,4)	–	1,5	(0,1)
Position au bilan	47,2	(43,0)	(6,6)	(2,4)	20,7	(0,7)	(17,6)	–
Monnaie canadienne position hors bilan	–	(7,1)	3,8	(3,3)	2,5	0,1	–	(0,7)
Monnaie étrangère position hors bilan	–	(6,2)	6,8	0,6	(0,5)	0,6	–	0,7
Position hors bilan	–	(13,3)	10,6	(2,7)	2,0	0,7	–	–
Position nette	47,2 \$	(56,3) \$	4,0 \$	(5,1) \$	22,7 \$	– \$	(17,6) \$	– \$

Risque de taux d'intérêt

(en milliards de dollars)								
	Taux flottant	Moins de 3 mois	3 mois à un an	Total – moins de un an	Un an à 5 ans	Plus de 5 ans	Non sensible aux taux d'intérêt	Total
2000								
Total de l'actif	125,2 \$	37,9 \$	29,4 \$	192,5 \$	47,1 \$	4,4 \$	20,8 \$	264,8 \$
Total du passif et de l'avoir des actionnaires	86,7	77,6	32,8	197,1	30,2	4,5	33,0	264,8
Position au bilan	38,5	(39,7)	(3,4)	(4,6)	16,9	(0,1)	(12,2)	–
Position hors bilan	–	(2,2)	4,8	2,6	(3,9)	1,3	–	–
Position nette	38,5 \$	(41,9) \$	1,4 \$	(2,0) \$	13,0 \$	1,2 \$	(12,2) \$	– \$

NOTE 14 Instruments financiers dérivés

La Banque conclut des instruments financiers dérivés, comme décrit ci-après, à des fins de négociation et de gestion des risques.

Les swaps de taux d'intérêt comportent l'échange d'obligations de paiements d'intérêts à taux fixe et flottant selon un montant nominal de référence déterminé. Les swaps de monnaies étrangères comprennent l'échange de paiements de capital et d'intérêts à taux fixe dans diverses monnaies étrangères. Les swaps de taux d'intérêt et de monnaies étrangères comportent l'échange de paiements de capital et d'intérêts à taux fixe et flottant dans deux monnaies différentes.

Les contrats de garantie de taux d'intérêt sont des contrats garantissant un taux d'intérêt devant être payé ou reçu à l'égard d'un montant nominal de référence pour une période préétablie commençant à une date future donnée.

Les contrats de change à terme sont des engagements d'acheter ou de vendre des monnaies étrangères qui seront livrées à une date future donnée et à un cours stipulé d'avance.

Les contrats à terme normalisés sont des engagements d'acheter ou de livrer des marchandises ou des instruments financiers à une date future donnée et à un prix déterminé. Les contrats à terme normalisés sont négociés selon des montants normalisés sur des marchés organisés et sont assujettis à des marges au comptant calculées quotidiennement.

Les options sont des contrats entre deux parties, en vertu desquels le vendeur de l'option accorde à l'acheteur le droit, mais non l'obligation, d'acheter ou de vendre, à une date future ou avant, un montant déterminé d'un instrument financier à un prix stipulé d'avance. Le vendeur reçoit une prime pour la vente de cet instrument.

La Banque négocie également des dérivés d'actions, de marchandises et de crédit sur les marchés boursiers et hors bourse.

Les montants nominaux de référence, sur lesquels les paiements sont fondés, ne reflètent pas le risque de crédit afférent aux instruments financiers dérivés.

Instruments financiers dérivés négociés hors bourse et en bourse

(en milliards de dollars)						
Montant nominal de référence	Activités de négociation				2001 Total	2000 Total
	Hors bourse	En bourse	Total	Autres activités		
Contrats de taux d'intérêt						
Contrats à terme normalisés	– \$	180,1 \$	180,1 \$	– \$	180,1 \$	140,7 \$
Contrats de garantie de taux d'intérêt	84,5	–	84,5	51,2	135,7	79,6
Swaps	518,8	–	518,8	180,6	699,4	605,1
Options vendues	42,1	–	42,1	2,1	44,2	38,9
Options achetées	9,7	0,3	10,0	41,0	51,0	46,7
Contrats de change						
Contrats à terme de gré à gré	457,6	–	457,6	21,1	478,7	347,7
Swaps	9,0	–	9,0	–	9,0	6,8
Swaps de taux d'intérêt et de monnaies étrangères	78,1	–	78,1	19,0	97,1	70,9
Options vendues	19,3	–	19,3	–	19,3	13,8
Options achetées	16,7	–	16,7	–	16,7	11,4
Autres contrats ¹	93,2	8,0	101,2	3,9	105,1	68,1
Total	1 329,0 \$	188,4 \$	1 517,4 \$	318,9 \$	1 836,3 \$	1 429,7 \$

¹ Comprennent les dérivés d'actions, de marchandises et de crédit.

Instruments financiers dérivés selon la durée jusqu'à l'échéance

(en milliards de dollars)						
Montant nominal de référence	Durée jusqu'à l'échéance				2001 Total	2000 Total
	Moins de un an	Un an à 3 ans	3 ans à 5 ans	Plus de 5 ans		
Contrats de taux d'intérêt						
Contrats à terme normalisés	144,0 \$	36,1 \$	– \$	– \$	180,1 \$	140,7 \$
Contrats de garantie de taux d'intérêt	114,8	20,9	–	–	135,7	79,6
Swaps	376,5	122,4	73,1	127,4	699,4	605,1
Options vendues	21,6	12,3	6,6	3,7	44,2	38,9
Options achetées	27,9	14,8	5,5	2,8	51,0	46,7
Contrats de change						
Contrats à terme de gré à gré	461,8	15,5	1,2	0,2	478,7	347,7
Swaps	0,8	1,8	0,7	5,7	9,0	6,8
Swaps de taux d'intérêt et de monnaies étrangères	21,9	30,9	12,3	32,0	97,1	70,9
Options vendues	18,3	0,9	0,1	–	19,3	13,8
Options achetées	15,9	0,8	–	–	16,7	11,4
Autres contrats ¹	33,2	21,0	38,2	12,7	105,1	68,1
Total	1 236,7 \$	277,4 \$	137,7 \$	184,5 \$	1 836,3 \$	1 429,7 \$

¹ Comprennent les dérivés d'actions, de marchandises et de crédit.

La Banque est exposée à un risque de marché en raison de l'instabilité des cours sur le marché des dérivés et le marché au comptant découlant des fluctuations des taux d'intérêt et de change, des cours des actions et des écarts de crédit. Ce risque est géré par des cadres supérieurs qui sont responsables des activités de négociation de la Banque et est contrôlé de façon distincte par la Direction de la gestion des risques de la Banque.

La juste valeur estimative des instruments financiers dérivés négociés en bourse est déterminée d'après les cours du marché plus ou moins les règlements de marge quotidiens. Ainsi, ces

instruments ont une juste valeur minimale, car ils sont réellement réglés sur une base quotidienne. La juste valeur estimative des instruments financiers dérivés négociés hors bourse est calculée à l'aide des modèles d'évaluation qui comprennent les cours et les prix du marché en vigueur sur les instruments sous-jacents ayant des échéances et des caractéristiques similaires. La juste valeur des instruments financiers dérivés hors bourse reflète également l'incidence des rajustements de valeur qui constatent la nécessité de couvrir les risques de marché, d'illiquidité et de crédit ainsi que le coût en capital et les frais administratifs sur la durée du contrat.

Juste valeur des instruments financiers dérivés

(en millions de dollars)	2001				2000	
	Juste valeur moyenne ¹ de l'exercice		Juste valeur en fin d'exercice		Juste valeur en fin d'exercice	
	Positive	Négative	Positive	Négative	Positive	Négative
Instruments financiers dérivés détenus ou émis à des fins de négociation :						
Contrats de taux d'intérêt						
Contrats de garantie de taux d'intérêt	35 \$	43 \$	96 \$	107 \$	8 \$	12 \$
Swaps	6 858	6 582	11 275	11 287	3 974	3 337
Options vendues	–	470	–	714	–	336
Options achetées	469	–	700	–	274	–
Total des contrats de taux d'intérêt	7 362	7 095	12 071	12 108	4 256	3 685
Contrats de change						
Contrats à terme de gré à gré	4 302	3 936	4 142	3 506	5 047	4 236
Swaps	286	330	352	472	226	271
Swaps de taux d'intérêt et de monnaies étrangères	2 555	3 582	2 748	4 155	3 048	3 478
Options vendues	–	101	–	104	–	90
Options achetées	123	–	118	–	106	–
Total des contrats de change	7 266	7 949	7 360	8 237	8 427	8 075
Autres contrats ²	1 658	1 118	2 004	1 425	1 575	1 042
Juste valeur – à des fins de négociation	16 286 \$	16 162 \$	21 435 \$	21 770 \$	14 258 \$	12 802 \$
Instruments financiers dérivés détenus ou émis à des fins autres que de négociation :						
Contrats de taux d'intérêt						
Contrats de garantie de taux d'intérêt			57 \$	7 \$	2 \$	2 \$
Swaps			2 038	2 152	689	610
Options vendues			–	19	–	–
Options achetées			218	–	26	–
Total des contrats de taux d'intérêt			2 313	2 178	717	612
Contrats de change						
Contrats à terme de gré à gré			989	833	1 068	788
Swaps de taux d'intérêt et de monnaies étrangères			492	271	237	171
Total des contrats de change			1 481	1 104	1 305	959
Autres contrats ²			18	–	101	5
Juste valeur – à des fins autres que de négociation			3 812	3 282	2 123	1 576
Total de la juste valeur			25 247 \$	25 052 \$	16 381 \$	14 378 \$

¹ La juste valeur moyenne des instruments financiers dérivés liés à des activités de négociation pour l'exercice se terminant au 31 octobre 2000 s'est élevée à 11 632 millions de dollars (positive) et 10 134 millions de dollars (négative). Les moyennes sont calculées tous les mois.

² Comprennent les dérivés d'actions, de marchandises et de crédit.

Le risque de crédit sur les instruments financiers dérivés correspond au risque de perte financière qu'assume la Banque si une contrepartie n'honore pas ses engagements envers elle. La section du crédit de trésorerie est responsable de l'application des politiques de crédit établies par la Banque pour la gestion du risque de crédit sur les dérivés et du respect de celles-ci.

Dans le tableau suivant, le coût de remplacement actuel, qui correspond à la juste valeur positive de tous les instruments financiers dérivés en cours, représente le risque de crédit maximal

de la Banque sur les dérivés. Le montant de l'équivalent-crédit correspond au total du coût de remplacement actuel et du risque futur éventuel, lequel est calculé par l'application de facteurs fournis par le Bureau du surintendant des institutions financières Canada au montant nominal de référence des instruments. Le montant pondéré en fonction des risques est déterminé par l'application des mesures standard du risque de crédit de contrepartie au montant de l'équivalent-crédit.

Risque de crédit sur les instruments financiers dérivés en fin d'exercice

(en millions de dollars)	2001			2000		
	Coût de remplacement actuel ¹	Équivalent-crédit	Montant pondéré en fonction des risques	Coût de remplacement actuel ¹	Équivalent-crédit	Montant pondéré en fonction des risques
Contrats de taux d'intérêt						
Contrats de garantie de taux d'intérêt	153 \$	258 \$	57 \$	10 \$	25 \$	5 \$
Swaps	13 294	16 110	3 944	4 616	6 844	1 647
Options achetées	854	998	271	290	421	106
Total des contrats de taux d'intérêt	14 301	17 366	4 272	4 916	7 290	1 758
Contrats de change						
Contrats à terme de gré à gré	4 960	9 528	2 465	5 991	9 577	2 501
Swaps	352	911	272	226	622	201
Swaps de taux d'intérêt et de monnaies étrangères	3 240	8 013	1 920	3 273	7 004	1 646
Options achetées	55	255	78	67	206	58
Total des contrats de change	8 607	18 707	4 735	9 557	17 409	4 406
Autres contrats ²	1 914	9 253	2 631	1 189	5 835	1 697
Total des instruments financiers dérivés	24 822 \$	45 326 \$	11 638 \$	15 662 \$	30 534 \$	7 861 \$
Moins l'incidence des accords généraux de compensation et des garanties	15 779	21 734	5 265	7 847	12 011	3 200
	9 043 \$	23 592 \$	6 373 \$	7 815 \$	18 523 \$	4 661 \$

¹ Les instruments négociés en bourse et les contrats de change à terme venant à échéance dans les 14 jours sont exclus selon les lignes directrices du Bureau du surintendant des institutions financières Canada.

Le total de la juste valeur positive des contrats exclus s'élevait à 425 millions de dollars au 31 octobre 2001 (719 millions de dollars en 2000).

² Comprennent les dérivés d'actions, de marchandises et de crédit.

NOTE 15 Passif éventuel et engagements

a) Dans le cours normal des affaires, la Banque prend divers engagements et conclut des contrats de passif éventuel qui ne figurent pas au bilan.

Les instruments de crédit indiqués ci-dessous représentent le montant maximal du crédit additionnel que la Banque pourrait être obligée de consentir si les contrats étaient entièrement utilisés.

Instruments de crédit

(en millions de dollars)	2001	2000
Garanties et lettres de crédit de soutien	8 373 \$	7 106 \$
Lettres de crédit documentaires et commerciales	1 519	1 173
Engagements de crédit ¹		
Durée originale de un an ou moins	47 736	54 756
Durée originale de plus de un an	29 621	28 412
	87 249 \$	91 447 \$

¹ Comprennent les parties non utilisées des engagements de crédit sous forme de prêts, d'engagements de clients en contrepartie d'acceptations, de garanties et de lettres de crédit.

b) Les frais de location nets relatifs aux locaux et au matériel et mobilier imputés au revenu net de l'exercice se terminant au 31 octobre 2001 ont été de 489 millions de dollars (391 millions de dollars en 2000).

La Banque a des obligations en vertu de contrats de location à long terme non résiliables visant les locaux et le matériel et mobilier. Les engagements minimums futurs aux termes de contrats de location-exploitation pour les locaux et le matériel et mobilier, dans les cas où le loyer annuel est supérieur à 100 000 \$, s'établissent comme suit :

(en millions de dollars)	
2002	332 \$
2003	277
2004	196
2005	153
2006	121
2007 et par la suite	427
	1 506 \$

c) La Banque et ses filiales sont parties à diverses poursuites judiciaires dans le cours normal des affaires, dont bon nombre sont liées à des prêts. Selon la direction, le jugement final relativement à ces poursuites, sur une base individuelle ou dans l'ensemble, n'aura qu'une incidence négligeable sur la situation financière de la Banque.

d) Dans le cours normal des affaires, des valeurs mobilières et d'autres actifs sont donnés en gage à l'égard de passifs. Au 31 octobre 2001, des valeurs mobilières et d'autres actifs d'une valeur comptable de 33 milliards de dollars (24 milliards de dollars en 2000) avaient été donnés en gage relativement à des valeurs mobilières vendues à découvert ou en vertu de conventions de rachat. En outre, au 31 octobre 2001, des actifs d'une valeur

comptable de 2,3 milliards de dollars (3 milliards de dollars en 2000) avaient été déposés dans le but de participer aux systèmes de compensation et de paiement et auprès de dépositaires ou d'avoir accès aux installations des banques centrales de territoires étrangers ou encore à titre de garantie pour les règlements de contrats auprès de bourses de dérivés ou d'autres contreparties de dérivés.

e) Dans le cours normal des affaires, la Banque consent des prêts de valeurs mobilières de clients impayées, ou de ses propres valeurs mobilières, à des emprunteurs à condition que ces prêts soient entièrement garantis. Les valeurs mobilières faisant l'objet de prêts au 31 octobre 2001 s'élevaient à 2 milliards de dollars (0,8 milliard de dollars en 2000).

NOTE 16

Concentration du risque de crédit

Il existe une concentration du risque de crédit lorsqu'un certain nombre d'emprunteurs ou de contreparties engagés dans des activités similaires sont situés dans la même région géographique ou ont des caractéristiques économiques comparables. Leur aptitude à respecter des obligations contractuelles peut être également touchée par l'évolution des conditions économiques, politiques ou autres. La direction considère que les concentrations suivantes se trouvent dans des limites acceptables.

Actif au bilan

Du total des prêts au 30 septembre 2001, 81 % avaient trait à des emprunteurs du Canada, la plus grande concentration étant en Ontario (50 %), et 14 %, à des emprunteurs des États-Unis. Au 30 septembre 2000, la concentration des prêts était de 74 % au Canada (y compris 44 % en Ontario) et de 18 % aux États-Unis. Aucun autre secteur n'a représenté plus de 5 % du total des prêts et des engagements de clients en contrepartie d'acceptations.

Instruments financiers hors bilan**a) Instruments de crédit**

Au 31 octobre 2001, la Banque avait des engagements et des contrats de passif éventuel évalués à 87 249 millions de dollars (91 447 millions de dollars en 2000), dont des engagements de

crédit totalisant 77 357 millions de dollars (83 168 millions de dollars en 2000) se répartissant comme suit : environ 45 % du risque de crédit se rapportait au Canada (45 % en 2000), 42 %, aux États-Unis (42 % en 2000) et 7 %, au Royaume-Uni (7 % en 2000). En ce qui concerne la concentration par secteur d'activité, environ 34 % des engagements de crédit avaient trait aux institutions financières (34 % en 2000), 13 %, aux services publics (13 % en 2000), 8 %, au gouvernement (6 % en 2000), 7 %, aux télécommunications (10 % en 2000) et 6 %, au pétrole et au gaz (5 % en 2000). Aucun autre secteur d'activité ne dépassait 5 % du total.

b) Instruments financiers dérivés

Au 31 octobre 2001, le coût de remplacement actuel des instruments financiers dérivés s'élevait à 24 822 millions de dollars (15 662 millions de dollars en 2000). D'après la région de la contrepartie ultime, 31 % de ce risque de crédit se rapportait aux États-Unis (27 % en 2000), 27 %, à l'Europe, à l'exclusion du Royaume-Uni (30 % en 2000), 21 %, au Canada (24 % en 2000) et 12 %, au Royaume-Uni (11 % en 2000). La plus importante concentration par type de contrepartie était auprès d'autres institutions financières, qui constituaient 84 % du total (84 % en 2000). Aucun autre secteur ne dépassait 5 % du total.

NOTE 17

Information sectorielle

La Banque exerce ses activités par l'entremise des entreprises suivantes : TD Canada Trust, TD Waterhouse, Gestion de patrimoine TD et Valeurs Mobilières TD.

TD Canada Trust fournit des services financiers aux consommateurs et aux petites et moyennes entreprises. TD Waterhouse fournit des services de courtage autogéré à l'échelle mondiale. Gestion de patrimoine TD offre des services de gestion de placements à des investisseurs institutionnels et de détail. Valeurs Mobilières TD offre une gamme complète de services, notamment les services de placement, les services de banque d'affaires, les fusions et acquisitions, les titres à revenu fixe, les opérations de change, les produits dérivés, les titres à rendement élevé, les instruments du marché monétaire, les actions et les services aux grandes entreprises.

La catégorie Divers comprend les placements immobiliers, l'incidence des titrisations, la gestion de trésorerie, les provisions générales pour pertes sur créances, certains rajustements en équivalence fiscale, les coûts de restructuration et tous les revenus et frais résiduels non répartis.

Les résultats de chaque secteur reflètent ses revenus, frais, actifs et passifs. Les prix de transfert des fonds vendus ou achetés et des commissions pour les services fournis correspondent généralement aux taux du marché. La Banque mesure le rendement de chaque secteur d'après le revenu net, le rendement de l'avoir et le profit économique.

Distribution géographique des revenus

La Banque gagne des revenus au Canada, aux États-Unis et dans d'autres pays. La présentation des résultats est fondée sur

l'emplacement géographique de l'unité responsable de l'enregistrement des revenus.

Revenus (en équivalence fiscale)

(en millions de dollars)	2001	2000	1999
Canada	7 920 \$	6 823 \$	4 772 \$
États-Unis	1 677	2 595	2 752
Autres pays	1 486	786	458
Total¹	11 083 \$	10 204 \$	7 982 \$

¹ Exclut le gain à la vente de TD Waterhouse Group, Inc. en 1999.

NOTE 18 Acquisitions et cessions

a) Acquisition des actions de TD Waterhouse

En octobre 2001, la Banque a annoncé son intention d'acquérir les actions ordinaires de TD Waterhouse qu'elle ne détenait pas pour une contrepartie totale d'environ 386 millions de dollars US. L'écart d'acquisition et les actifs incorporels découlant de l'acquisition proposée devraient atteindre 250 millions de dollars.

Dans le cadre de l'acquisition proposée des actions de TD Waterhouse, la Banque a annoncé en octobre 2001 qu'elle émettrait des actions ordinaires pour financer en partie l'opération. Le 1^{er} novembre 2001, environ 11 millions d'actions ordinaires ont été émises pour un produit au comptant de 400 millions de dollars.

b) Acquisition de R.J. Thompson Holdings, Inc.

Au cours de l'exercice, TD Waterhouse a annoncé l'acquisition de R.J. Thompson Holdings, Inc., société de courtage à accès direct. L'acquisition a été conclue le 1^{er} novembre 2001, et la contrepartie totale de cette acquisition versée au comptant s'est élevée à 122 millions de dollars. L'écart d'acquisition et les actifs incorporels découlant de cette acquisition devraient s'établir à 118 millions de dollars.

c) Acquisition de Newcrest Holdings Inc.

La Banque a acquis la totalité des actions ordinaires de catégorie A et de catégorie B en circulation de Newcrest Holdings Inc. (Newcrest), société de portefeuille du courtier en valeurs mobilières Newcrest Capital Inc., en date du 1^{er} novembre 2000. La contrepartie totale de cette acquisition s'est établie à 225 millions de dollars, dont 181 millions de dollars ont été versés sous forme d'actions ordinaires de la Banque et 44 millions de dollars au comptant. L'acquisition a été comptabilisée selon la méthode de l'achat pur et simple, et les résultats d'exploitation de Newcrest

ont été inclus dans l'état consolidé des revenus à compter du 1^{er} novembre 2000. L'écart d'acquisition découlant de l'opération de 160 millions de dollars est amorti de manière linéaire sur la durée prévue des avantages, soit dix ans.

d) Acquisition de Canada-Vie, compagnie d'assurances générales

Le 31 décembre 2000, Meloche Monnex Inc., filiale en propriété exclusive de la Banque, a acquis la totalité des actions ordinaires en circulation de Canada-Vie, compagnie d'assurances générales pour une contrepartie au comptant de 80 millions de dollars. L'acquisition a été comptabilisée selon la méthode de l'achat pur et simple, et les résultats de cette société ont été inclus dans l'état consolidé des revenus à compter de la date d'acquisition réelle. L'écart d'acquisition découlant de l'opération de 40 millions de dollars est amorti de manière linéaire sur la durée prévue des avantages, soit dix ans.

e) Vente de placements immobiliers

Au cours de l'exercice, la Banque a vendu certains placements immobiliers pour un gain avant impôts et taxes de 350 millions de dollars, déduction faite des reports.

f) Acquisition de Services financiers CT inc.

Le 1^{er} février 2000, la Banque a acquis la presque totalité des actions ordinaires de Services financiers CT inc. (CT), société de portefeuille d'un groupe d'entreprises qui, ensemble, exerçaient leurs activités en tant que société canadienne de services financiers sous la raison sociale de Canada Trust. La contrepartie totale versée pour cette acquisition s'est élevée à 7 998 millions de dollars. Le montant au comptant a été obtenu comme suit :

(en millions de dollars)	
Émission d'actions ordinaires	700 \$
Émission d'actions privilégiées	410
Émission de parts de fiducie d'une filiale	900
Émission d'effets subordonnés	750
Dépôts de gros	5 263
Moins : frais et charges	(25)
Total	7 998 \$

L'acquisition a été comptabilisée selon la méthode de l'achat pur et simple, et les résultats des activités de CT ont été inclus dans l'état consolidé des revenus à compter de la date d'acquisition. L'écart d'acquisition découlant de l'opération est amorti de manière linéaire sur la période prévue des avantages, soit 10 ans. Les actifs

incorporels sont amortis selon la méthode de l'amortissement dégressif à taux double sur une période de huit ans, d'après la durée d'utilisation estimative.

La contrepartie versée et la juste valeur des actifs nets acquis sont comme suit :

(en millions de dollars)	
Juste valeur des actifs acquis	
Espèces et quasi-espèces	831 \$
Valeurs mobilières achetées en vertu de prises en pension	1 219
Valeurs mobilières	14 082
Prêts	28 352
Actifs incorporels	
Dépôts de base incorporels	2 264
Autres actifs incorporels identifiables	4 596
Autres actifs	2 807
Actifs détenus à des fins de vente	2 012
	56 163
Moins les passifs pris en charge et la part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	
Dépôts	41 414
Obligations liées aux valeurs mobilières vendues à découvert	230
Obligations liées aux valeurs mobilières vendues en vertu de conventions de rachat	1 099
Autres passifs	2 928
Passifs d'impôts futurs sur les actifs incorporels	2 950
Déventures subordonnées	350
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	375
	49 346
Juste valeur des actifs nets identifiables acquis	6 817
Écart d'acquisition	1 181
Total de la contrepartie d'achat	7 998 \$

NOTE 19

Coûts de restructuration

Au cours du quatrième trimestre de l'exercice 2001, Valeurs Mobilières TD a annoncé une restructuration de ses activités et, par conséquent, a enregistré des coûts de restructuration avant impôts et taxes de 130 millions de dollars. Les coûts de restructuration se rapportent surtout aux indemnités de cessation d'emploi. La Banque prévoit que la restructuration sera quasi achevée à la fin de l'exercice 2002.

Au troisième trimestre de l'exercice 2001, TD Waterhouse a annoncé une restructuration de ses activités, et des coûts avant impôts et taxes de 54 millions de dollars ont été imputés aux revenus, principalement pour les indemnités de cessation d'emploi et la rationalisation des biens immobiliers. La Banque prévoit que la restructuration de TD Waterhouse sera achevée au cours de l'exercice 2002.

Au moment de l'acquisition de Newcrest en 2001, la Banque a déterminé qu'il était nécessaire de restructurer les activités regroupées. Des coûts de restructuration avant impôts et taxes de 55 millions de dollars ont été imputés aux revenus au premier

trimestre de l'exercice 2001, surtout pour les indemnités de cessation d'emploi. La restructuration était achevée à la fin du deuxième trimestre de l'exercice 2001.

En 2000, par suite de l'acquisition de CT, la Banque a déterminé qu'il était nécessaire de restructurer les activités regroupées. Des coûts de restructuration avant impôts et taxes de 475 millions de dollars ont été enregistrés au deuxième trimestre de l'exercice 2000. Les coûts de restructuration se rapportent surtout aux indemnités de cessation d'emploi et aux frais de soutien au personnel, à la fermeture de succursales, à la rationalisation des besoins de locaux du siège social et des bureaux régionaux, à la résiliation de baux et à d'autres charges. La Banque prévoit que la restructuration faisant suite à l'acquisition de CT sera quasi achevée à la fin de l'exercice 2002.

Au 31 octobre 2001, le total du solde inutilisé des coûts de restructuration de 337 millions de dollars présenté à la page suivante a été inclus dans les autres passifs au bilan consolidé.

(en millions de dollars)	Ressources humaines	Biens immobiliers	Technologie	Divers	Total
Solde en début d'exercice	139 \$	142 \$	29 \$	17 \$	327 \$
Coûts de restructuration de l'exercice					
Newcrest	54	–	–	1	55
TD Waterhouse	12	30	–	12	54
Valeurs Mobilières TD	125	4	–	1	130
Montant utilisé au cours de l'exercice					
CT	73	31	15	15	134
Newcrest	54	–	–	1	55
TD Waterhouse	10	18	–	11	39
Valeurs Mobilières TD	1	–	–	–	1
Solde en fin d'exercice	192 \$	127 \$	14 \$	4 \$	337 \$

NOTE 20

Rapprochement des principes comptables généralement reconnus du Canada et des États-Unis

Les états financiers consolidés de la Banque sont dressés conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada (PCGR canadiens), y compris les exigences comptables du surintendant des institutions financières du Canada. Les écarts entre les

PCGR canadiens et les principes comptables généralement reconnus des États-Unis (PCGR américains) aux 31 octobre sont décrits ci-après.

Revenu net

(en millions de dollars)	2001	2000	1999
Revenu net selon les PCGR canadiens	1 383 \$	1 025 \$	2 981 \$
Rémunération sous forme d'actions	64	(89)	(130)
Avantages sociaux futurs	5	(12)	(11)
Coûts de restructuration	(50)	216	–
Titrisations de prêts	(3)	26	9
Part des actionnaires sans contrôle dans Société d'investissement hypothécaire TD	(13)	(12)	(12)
Impôts sur les bénéfices futurs	54	(54)	–
Valeurs mobilières disponibles aux fins de vente	(48)	–	–
Instruments dérivés et activités de couverture	142	–	–
Divers	(3)	(5)	–
Revenu net selon les PCGR américains	1 531	1 095	2 837
Dividendes sur actions privilégiées	70	44	31
Revenu net applicable aux actions ordinaires selon les PCGR américains	1 461 \$	1 051 \$	2 806 \$
Résultat de base et dilué par action ordinaire – PCGR américains	2,32 \$	1,69 \$	4,68 \$
– PCGR canadiens	2,07	1,56	4,90

État consolidé du résultat global

(en millions de dollars)	2001	2000	1999
Revenu net selon les PCGR américains	1 531 \$	1 095 \$	2 837 \$
Autres éléments du résultat global, déduction faite des impôts sur les bénéfices			
Variation nette des gains et pertes non matérialisés sur les valeurs mobilières disponibles aux fins de vente	55	246	(35)
Reclassement dans les revenus des valeurs mobilières disponibles aux fins de vente	48	–	–
Variation des gains et pertes non matérialisés à la conversion de monnaies étrangères ¹	171	2	(149)
Variation des gains et pertes sur les instruments dérivés désignés à titre de couvertures des flux de trésorerie	(328)	–	–
Reclassement dans les revenus des gains et pertes sur les couvertures des flux de trésorerie	15	–	–
Gains découlant de l'adoption d'une nouvelle norme comptable pour les instruments dérivés	20	–	–
Résultat global	1 512 \$	1 343 \$	2 653 \$

¹ L'exercice 2001 comprend un montant de 278 millions de dollars au titre des pertes après impôts et taxes se rapportant aux couvertures des placements de la Banque dans des établissements étrangers.

Bilan consolidé condensé

(en millions de dollars)	2001			2000		
	PCGR canadiens	Rajustements	PCGR américains	PCGR canadiens	Rajustements	PCGR américains
Actifs						
Liquidités	5 945 \$	– \$	5 945 \$	4 187 \$	– \$	4 187 \$
Valeurs mobilières achetées en vertu de prises en pension	20 205	–	20 205	13 974	–	13 974
Valeurs mobilières						
Compte de placement	31 010	1 038	32 048	27 090	796	27 886
Compte de négociation	66 184	–	66 184	58 297	–	58 297
Prêts	128 795	7 442	136 237	120 721	200	120 921
Réévaluation du marché des instruments dérivés	21 435	4 105	25 540	14 258	–	14 258
Écart d'acquisition et actifs incorporels liés aux regroupements d'entreprises	6 616	64	6 680	7 835	71	7 906
Autres actifs	7 648	50	7 698	18 456	–	18 456
Total de l'actif	287 838 \$	12 699 \$	300 537 \$	264 818 \$	1 067 \$	265 885 \$
Passif						
Dépôts	193 914 \$	– \$	193 914 \$	185 808 \$	– \$	185 808 \$
Réévaluation du marché des instruments dérivés	21 770	3 867	25 637	12 802	–	12 802
Autres passifs	52 586	8 380	60 966	47 319	623	47 942
Effets subordonnés et débetures	4 892	–	4 892	4 883	–	4 883
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	1 272	350	1 622	1 656	350	2 006
Total du passif	274 434	12 597	287 031	252 468	973	253 441
Avoir des actionnaires						
Actions privilégiées	1 492	(350)	1 142	1 251	(350)	901
Actions ordinaires	2 259	–	2 259	2 060	–	2 060
Bénéfices non répartis	9 653	(260)	9 393	9 039	(287)	8 752
Autres éléments du résultat global accumulé						
Gains nets non réalisés sur les valeurs mobilières disponibles aux fins de vente	–	599	599	–	496	496
Rajustements de conversion de monnaies étrangères	–	406	406	–	235	235
Instruments dérivés	–	(293)	(293)	–	–	–
Total de l'avoir des actionnaires	13 404	102	13 506	12 350	94	12 444
Total du passif et de l'avoir des actionnaires	287 838 \$	12 699 \$	300 537 \$	264 818 \$	1 067 \$	265 885 \$

Rémunération sous forme d'actions

Au cours de 1997, l'administration du régime d'options d'achat d'actions des employés de la Banque a été modifiée pour permettre aux détenteurs d'options de choisir de recevoir, au titre des options, un montant au comptant égal à leur valeur intrinsèque, soit l'écart entre le prix d'exercice des options et la valeur marchande actuelle des actions. Dans le cadre de la comptabilisation de ces options d'achat d'actions, les PCGR américains exigent que la variation annuelle de la valeur intrinsèque des options soit passée en charges. Pour les options qui n'ont pas été entièrement acquises, la variation de la valeur intrinsèque est amortie sur la période d'acquisition restante. En vertu des PCGR canadiens, aucune dépense n'est enregistrée, et les paiements au comptant aux détenteurs d'options sont imputés aux bénéfices non répartis, déduction faite des impôts et taxes.

Avantages sociaux futurs

En vertu des PCGR canadiens, la Banque a adopté la nouvelle norme visant les avantages sociaux futurs au cours de l'exercice 2001 de manière rétroactive et sans retraitement. La nouvelle norme canadienne exige la méthode de la comptabilité d'exercice pour la comptabilisation des avantages sociaux futurs. Les anciens PCGR canadiens permettaient que les avantages autres que les prestations de retraite soient passés en charges au fur et à mesure qu'ils étaient payés. Les PCGR américains exigent également la méthode de la comptabilité d'exercice pour la comptabilisation des avantages sociaux futurs. Aux fins des PCGR américains, la Banque a adopté la norme visant les avantages sociaux futurs de manière prospective. Par conséquent, les écarts entre les PCGR canadiens et américains demeurent, et les effets de la transition seront amortis sur la durée résiduelle moyenne prévue d'activité du groupe d'employés.

Coûts de restructuration

En vertu des anciens PCGR canadiens, les coûts de restructuration engagés à l'égard d'une société acquise pouvaient être comptabilisés à titre de passif, à condition qu'un plan de restructuration faisant état de toutes les principales mesures devant être prises ait été approuvé par les membres de la direction qui en ont le pouvoir et qu'il soit peu probable que des changements importants soient apportés au plan. En vertu des PCGR américains et des PCGR canadiens actuels, les coûts de restructuration liés à une société acquise doivent être inclus à titre de passif dans la répartition du prix d'achat, ce qui entraîne une augmentation de l'écart d'acquisition. Les PCGR américains exigent également que tous les coûts de restructuration soient engagés dans l'année qui suit l'approbation d'un plan de restructuration par la direction et que tous les employés devant être mis à pied soient avisés des arrangements d'indemnisation de cessation d'emploi. Conformément aux PCGR américains, des coûts de restructuration de 188 millions de dollars et de 55 millions de dollars après impôts et taxes ont été constatés respectivement au cours de 2001 et de 2000. Les coûts de restructuration en vertu des PCGR canadiens se sont élevés à 138 millions de dollars et à 271 millions de dollars après impôts et taxes respectivement pour 2001 et 2000.

(en millions de dollars)

	Prêts hypothécaires résidentiels	Prêts personnels
2001		
Valeur comptable des participations retenues	239 \$	27 \$
Taux d'actualisation	3,8 %	4,8 %
+ 10 %	(1) \$	– \$
+ 20 %	(2)	–
Taux des remboursements par anticipation	7,0 %	20,3 %
+ 10 %	(2) \$	(2) \$
+ 20 %	(3)	(4)
Pertes sur créances prévues	0,2 %	1,6 %
+ 10 %	– \$	(1) \$
+ 20 %	–	(1)

Part des actionnaires sans contrôle

En vertu des PCGR américains, les actions privilégiées de la filiale de la Banque, Société d'investissement hypothécaire TD, sont présentées à titre de part des actionnaires sans contrôle au bilan consolidé, et le revenu net applicable à la part des actionnaires sans contrôle est présenté séparément à l'état consolidé des revenus. En vertu des PCGR canadiens, ces actions privilégiées sont incluses dans le total des actions privilégiées présenté au bilan consolidé.

Impôts sur les bénéfiques futurs

En vertu des PCGR canadiens, l'incidence des réductions des taux d'imposition est constatée lorsque ces dernières sont considérées comme pratiquement en vigueur. En vertu des PCGR américains, les modifications des taux d'imposition n'ont pas d'incidence sur la mesure des soldes d'impôt jusqu'à ce qu'elles aient force de loi.

Valeurs du compte de placement

En vertu des PCGR américains, la Banque comptabilise les valeurs du compte de placement soit dans les valeurs mobilières « disponibles aux fins de vente » ou « détenues jusqu'à l'échéance » et présente les valeurs mobilières disponibles aux fins de vente à leur juste valeur estimative au bilan. Les gains et pertes non matérialisés découlant de la variation de la juste valeur des valeurs mobilières disponibles aux fins de vente sont inscrits déduction faite des impôts sur les bénéfiques dans les autres éléments du résultat global. Les dépréciations autres que temporaires de la juste valeur sont comptabilisées en transférant la perte non matérialisée

Titrisations de prêts

En vertu des PCGR américains et des PCGR canadiens actuels, les gains sur titrisations de prêts doivent être constatés dans les résultats immédiatement. Selon les anciens PCGR canadiens, les gains n'étaient constatés que lorsque la Banque recevait les montants au comptant.

Au cours de l'exercice, la Banque a adopté la nouvelle norme comptable américaine visant le transfert et le service des actifs financiers et l'extinction des passifs. La principale incidence de cette nouvelle norme américaine sur les états financiers de la Banque est le regroupement obligatoire des entités à vocation spéciale dans les cas où l'entité est considérée comme un vendeur exclusif et que ses activités ne sont pas suffisamment limitées ou qu'elle ne détient pas un placement d'au moins 3 % dans des actions externes. Les PCGR canadiens n'exigent le regroupement des entités à vocation spéciale que lorsque la Banque conserve la presque totalité des risques et avantages résiduels liés à l'entité.

Le tableau ci-dessous présente les principales hypothèses économiques et la sensibilité de la juste valeur actuelle des participations retenues à deux changements défavorables dans chaque principale hypothèse au 31 octobre. L'analyse de sensibilité est hypothétique et doit être utilisée avec circonspection.

des autres éléments du résultat global à l'état des revenus. Aux fins des PCGR américains, la Banque comptabilise la presque totalité des valeurs du compte de placement dans la catégorie disponibles aux fins de vente. Selon les PCGR canadiens, les valeurs du compte de placement sont comptabilisées au coût ou au coût non amorti, et les dépréciations autres que temporaires sont constatées d'après la valeur de réalisation nette prévue.

Instruments dérivés et activités de couverture

La Banque a adopté la nouvelle norme américaine relative aux instruments dérivés et aux activités de couverture le 1^{er} novembre 2000 et inscrit un rajustement cumulatif de transition pour tenir compte des gains après impôts et taxes respectivement de 10 millions de dollars dans le revenu net et de 20 millions de dollars dans les autres éléments du résultat global. Les PCGR américains exigent que tous les instruments dérivés soient présentés au bilan consolidé à leur juste valeur et que les variations de la juste valeur des instruments dérivés qui ne sont pas des couvertures soient présentées à l'état consolidé des revenus. Les PCGR américains fournissent des directives précises sur la comptabilité de couverture, y compris la mesure de l'inefficacité des couvertures, les restrictions à l'égard des stratégies de couverture et les opérations de couverture visant les instruments dérivés intersociétés. En ce qui a trait aux couvertures de la juste valeur, la Banque couvre les variations de la juste valeur des actifs, passifs ou engagements fermes, et les variations de la juste valeur des instruments dérivés sont comptabilisées dans les revenus. En ce qui concerne les couvertures des flux de trésorerie, la Banque couvre les fluctuations

des flux de trésorerie liés aux actifs à taux variable, aux passifs ou aux opérations prévues, et la tranche de la couverture des variations de la juste valeur des instruments dérivés qui est efficace est constatée dans les autres éléments du résultat global jusqu'à ce que les éléments couverts soient enregistrés dans les revenus. Les pertes nettes reportées sur les instruments dérivés de 132 millions de dollars incluses dans les autres éléments du résultat global au 31 octobre 2001 devraient être reclassées dans les revenus au cours des douze prochains mois. Les couvertures des flux de trésorerie comprennent également les couvertures de certaines opérations prévues jusqu'à concurrence de 10 années, bien qu'une grande partie soit de moins de 2 ans. La tranche de la couverture des variations de la juste valeur des instruments dérivés qui n'est pas efficace est immédiatement comptabilisée dans les revenus. Pour l'exercice 2001, en vertu des PCGR américains, la Banque a constaté dans les autres revenus des gains de 13 millions de

dollars se rapportant à la tranche de la couverture des flux de trésorerie qui n'est pas efficace.

En vertu des PCGR canadiens, la Banque constate uniquement les dérivés utilisés dans le cadre d'activités de négociation à la juste valeur au bilan consolidé. Les variations de la juste valeur sont incluses dans les revenus.

Rajustements de conversion de monnaies étrangères

En vertu des PCGR américains, les rajustements de conversion de monnaies étrangères se rapportant aux filiales dont la monnaie d'exploitation est autre que le dollar canadien doivent être présentés déduction faite des impôts et taxes dans les autres éléments du résultat global, poste distinct de l'avoir des actionnaires. En vertu des PCGR canadiens, les rajustements de conversion de monnaies étrangères sont présentés dans les bénéfices non répartis.

NOTE 21

Futures modifications comptables

Les dates d'entrée en vigueur présentées ci-après correspondent aux dates auxquelles les nouvelles normes comptables doivent être mises en œuvre. Une mise en application anticipée est permise, et la Banque évaluera chaque norme de façon distincte afin de déterminer l'année de leur adoption.

Regroupements d'entreprises

Deux nouvelles normes comptables sur les regroupements d'entreprises ainsi que sur l'écart d'acquisition et les autres actifs incorporels ont été publiées. La nouvelle norme sur les regroupements d'entreprises élimine la méthode de la fusion d'intérêts communs et s'applique à toutes les acquisitions entreprises à compter du 1^{er} juillet 2001.

La nouvelle norme sur l'écart d'acquisition et les autres actifs incorporels entre en vigueur pour l'exercice 2003, bien qu'une adoption anticipée pour l'exercice 2002 soit permise. La Banque a l'intention de mettre en application la nouvelle norme en 2002. Cette nouvelle norme élimine l'amortissement de l'écart d'acquisition et des actifs incorporels ayant des durées d'utilisation indéfinies. Elle met en application l'évaluation et la constatation annuelles des pertes de valeur des écarts d'acquisition et des actifs incorporels ayant une durée indéfinie. La Banque examine actuellement la nouvelle norme comptable et les directives qui s'y rapportent afin de déterminer s'il existe des actifs incorporels dont la durée est considérée comme indéfinie.

Résultat par action

Une nouvelle norme comptable sur le résultat par action a été publiée et entre en vigueur pour l'exercice 2002. La nouvelle norme harmonise les PCGR canadiens avec les PCGR américains et les normes comptables internationales. La nouvelle norme exige l'utilisation de la méthode du rachat d'actions, en vertu de laquelle le produit reçu à l'exercice des options d'achat d'actions est présumé être affecté au rachat d'actions. En vertu de la méthode des gains théoriques actuelle, la Banque présume que le produit est investi pour obtenir un rendement. La nouvelle norme ne devrait pas avoir une incidence notable sur le résultat par action présenté.

Rémunération sous forme d'actions

Une nouvelle norme comptable sur la rémunération sous forme d'actions a récemment été approuvée par l'Accounting Standards Board, laquelle harmonisera les PCGR canadiens avec les PCGR américains et entrera en vigueur à l'exercice 2003. La nouvelle norme exige que les droits à la plus-value des actions soient établis à la juste valeur à chaque date de présentation de l'information financière et que la variation de la juste valeur soit présentée à l'état des revenus. La norme encourage mais n'exige pas l'utilisation de la méthode de la juste valeur pour tous les autres régimes de rémunération sous forme d'actions. La norme doit être appliquée rétroactivement et sans retraitement au moment de l'adoption. La Banque examine actuellement son régime d'options d'achat d'actions dans le contexte de la nouvelle norme et pourrait modifier celui-ci par suite de son examen. Par conséquent, l'incidence de cette nouvelle norme sur les résultats de la Banque ne peut être déterminée à l'heure actuelle.

Principales filiales

(en millions de dollars)	Au 31 octobre 2001	
Canadiennes	Siège social	Valeur comptable de toutes les actions détenues par la Banque
Banque des Premières Nations du Canada (89 %)	Walpole Island, Canada	8 \$
Commercial Mortgage Origination Company of Canada	Toronto, Canada	13
Fiducie de capital TD	Toronto, Canada	125
Gestion de Placements TD Inc.	Toronto, Canada	507
Groupe TD Capital Limitée	Toronto, Canada	349
L'Assurance Financière CT	Toronto, Canada	19
Meloche Monnex Inc.	Montréal, Canada	163
CT Assurance Agency Inc.	Toronto, Canada	
La Sécurité Nationale, compagnie d'assurance	Montréal, Canada	
TD, Compagnie d'Assurance générale	Toronto, Canada	
Meloche Monnex assurance et services financiers inc.	Montréal, Canada	
Meloche Monnex services financiers inc.	Montréal, Canada	
Primum compagnie d'assurance	Toronto, Canada	
Newcrest Holdings Inc.	Toronto, Canada	68
Société de financement de placements TD	Toronto, Canada	–
Société d'hypothèques TD	Toronto, Canada	8 197
Hypothèques Trustco Canada	London, Canada	
Canada Trustco International Limited	Bridgetown, Barbade	
CT Corporate Services Inc.	Toronto, Canada	
La Société Canada Trust	Toronto, Canada	
Propriétés Truscan Limitée	Toronto, Canada	
TD Waterhouse Bank N.V.	Amsterdam, Pays-Bas	
Société d'Hypothèques Pacifique TD	Toronto, Canada	
Société d'investissement hypothécaire TD	Calgary, Canada	88
TD assurance direct inc.	Toronto, Canada	10
TD Capital Canadian Private Equity Partners Ltd.	Toronto, Canada	–
TD Capital Management L.P.	Toronto, Canada	
TD Futures Inc.	Toronto, Canada	–
TD Investment Management Inc.	Toronto, Canada	–
TD MarketSite Inc.	Toronto, Canada	10
TD Nordique Inc.	Vancouver, Canada	517
TD Realty Limited	Toronto, Canada	77
Toronto Dominion, Compagnie d'assurance-vie	Toronto, Canada	18
Valeurs Mobilières TD Inc.	Toronto, Canada	160
1390017 Ontario Limited	Toronto, Canada	–
1390018 Ontario Limited	Toronto, Canada	24

À moins d'indication contraire, la Banque détient directement, ou par l'entremise de ses filiales, 100 % des actions avec droit de vote émises et en circulation des sociétés énumérées. Chaque filiale est constituée dans le pays où est situé son siège social.

(en millions de dollars)	Au 31 octobre 2001	
	Siège social	Valeur comptable de toutes les actions détenues par la Banque
Américaines		
TD North American Limited Partnership	Delaware, É.-U.	297 \$
TD Waterhouse Holdings, Inc.	New York, É.-U.	1 837
CTUSA, Inc.	New Jersey, É.-U.	
TD Bank USA, FSB	New Jersey, É.-U.	
TD Waterhouse Bank, N.A.	New Jersey, É.-U.	
Waterhouse Mortgage Services, Inc.	New Jersey, É.-U.	
TD Waterhouse Group, Inc. (89,3 %) ¹	New York, É.-U.	
Marketware International, Inc.	New Jersey, É.-U.	
National Investor Services Corp.	New York, É.-U.	
TD Waterhouse Advertising, Inc.	New York, É.-U.	
TD Waterhouse Asset Management, Inc.	New York, É.-U.	
TD Waterhouse European Acquisition Corporation	New York, É.-U.	
TD Waterhouse Holdings (Australia) Pty Ltd.	Sydney, Australie	
TD Waterhouse Investor Services, Inc.	New York, É.-U.	
Services d'Investissement TD Waterhouse (Canada) inc.	Toronto, Canada	
TD Waterhouse Investor Services (Hong Kong) Inc.	Toronto, Canada	
TD Waterhouse Investor Services (Hong Kong) Limited	Hong Kong, Chine	
TD Waterhouse Investor Services (UK) Limited	Londres, Angleterre	
TD Waterhouse Pacific Ltd.	Port Louis, Maurice	
TD Waterhouse Securities Services (Hong Kong) Limited	Hong Kong, Chine	
Toronto Dominion Holdings (U.S.A.), Inc.	Houston, É.-U.	611
TD Securities (USA) Inc.	New York, É.-U.	
Toronto Dominion Capital (U.S.A.), Inc.	New York, É.-U.	
Toronto Dominion Investments, Inc.	Houston, É.-U.	
Toronto Dominion (New York), Inc.	New York, É.-U.	
Toronto-Dominion (Texas), Inc.	Houston, É.-U.	
Autres – étrangères		
TD Asset Management Limited	Londres, Angleterre	2
TD Asset Management (Luxembourg) S.A. (99,03 %)	Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg	6
TD Capital Canadian Private Equity Partners (Barbados) Ltd.	St. Michael, Barbade	–
TD Capital Canadian Private Equity Partners (Barbados) L.P.	St. Michael, Barbade	
TD European Finance Limited	St. Peter Port, Guernsey, Î.C.	–
TD Financial International Ltd.	Hamilton, Bermudes	–
TD Reinsurance (Barbados) Inc. (47,78 %)	St. Michael, Barbade	
TD Haddington Services B.V.	Amsterdam, Pays-Bas	794
Carysforth Investment Limited (70 %)	Grand Caïman, Îles Caïmans	
TD Guernsey Services Limited	St. Peter Port, Guernsey, Î.C.	
TD European Funding Limited	St. Peter Port, Guernsey, Î.C.	
Haddington Investments Ltd. (70 %)	Grand Caïman, Îles Caïmans	794
TD Ireland	Shannon, Irlande	160
TD Global Finance	Dublin, Irlande	
Toronto Dominion Australia Limited	Melbourne, Australie	44
Toronto Dominion Securities Pty. Limited	Melbourne, Australie	
Toronto Dominion Jersey Holdings Limited	St. Helier, Jersey, Î.C.	1 692
Toronto Dominion International Inc.	St. Michael, Barbade	228
TD Reinsurance (Barbados) Inc. (52,22 %)	St. Michael, Barbade	
TD Trust (Bermuda) Limited	Hamilton, Bermudes	
Toronto Dominion Investments B.V.	Amsterdam, Pays-Bas	294
TD Bank Europe Limited	Londres, Angleterre	
Toronto Dominion Holdings (U.K.) Limited	Londres, Angleterre	
TD Securities Limited	Londres, Angleterre	
Toronto Dominion (South East Asia) Limited	Singapour, Singapour	567

À moins d'indication contraire, la Banque détient directement, ou par l'entremise de ses filiales, 100 % des actions avec droit de vote émises et en circulation des sociétés énumérées. Chaque filiale est constituée dans le pays où est situé son siège social.

¹ TD Waterhouse Group, Inc., soit directement ou indirectement, détient la totalité des actions avec droit de vote émises et en circulation de ses filiales.

Résultats par trimestre

	2001				2000			
	Trimestres se terminant aux				Trimestres se terminant aux			
	31 octobre	31 juillet	30 avril	31 janvier	31 octobre	31 juillet	30 avril	31 janvier
<i>(en millions de dollars)</i>								
Revenu d'intérêts net (É.F.)	1 341 \$	1 147 \$	1 088 \$	1 060 \$	1 033 \$	959 \$	994 \$	818 \$
Provision pour pertes sur créances	190	190	270	270	135	135	135	75
Revenu d'intérêts net après provision pour pertes sur créances	1 151	957	818	790	898	824	859	743
Autres revenus	1 288	1 534	1 759	1 866	1 646	1 632	1 843	1 279
Revenu d'intérêts net et autres revenus	2 439	2 491	2 577	2 656	2 544	2 456	2 702	2 022
Frais autres que d'intérêts, compte non tenu de l'amortissement de l'écart d'acquisition/des actifs incorporels hors caisse et des coûts de restructuration	1 735	1 726	1 726	1 738	1 677	1 623	1 773	1 234
Coûts de restructuration	130	54	-	55	-	-	475	-
Revenu avant provision pour impôts sur les bénéfices	574	711	851	863	867	833	454	788
Provision pour impôts sur les bénéfices (É.F.)	121	238	225	358	333	300	165	320
Revenu avant part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	453	473	626	505	534	533	289	468
Part des actionnaires sans contrôle dans le revenu net de filiales	8	6	13	18	22	22	23	10
Revenu net – comptabilité de caisse¹	445 \$	467 \$	613 \$	487 \$	512 \$	511 \$	266 \$	458 \$
Dividendes sur actions privilégiées	22	20	21	20	16	16	12	12
Revenu net applicable aux actions ordinaires – comptabilité de caisse	423 \$	447 \$	592 \$	467 \$	496 \$	495 \$	254 \$	446 \$
Amortissement de l'écart d'acquisition/des actifs incorporels hors caisse, déduction faite des impôts et taxes	220	126	233	50	257	228	225	12
Revenu net applicable aux actions ordinaires – comme présenté	203 \$	321 \$	359 \$	417 \$	239 \$	267 \$	29 \$	434 \$
Par action ordinaire								
Revenu net – comptabilité de caisse – compte non tenu de tous les éléments exceptionnels ²	0,79 \$	0,80 \$	0,84 \$	0,88 \$	0,80 \$	0,80 \$	0,84 \$	0,72 \$
Dividendes	0,28	0,28	0,28	0,25	0,25	0,25	0,21	0,21
Revenu net – comme présenté	0,32	0,51	0,57	0,67	0,39	0,42	0,05	0,70
Rendement de l'avoir des détenteurs d'actions ordinaires – comptabilité de caisse – compte non tenu des éléments exceptionnels²	16,8 %	17,1 %	18,7 %	19,5 %	18,0 %	18,1 %	19,5 %	16,4 %
<i>(en milliards de dollars)</i>								
Actif productif moyen	256 \$	259 \$	252 \$	247 \$	239 \$	246 \$	251 \$	201 \$
Revenu d'intérêts net (É.F.) en % de l'actif productif moyen	2,08 %	1,76 %	1,77 %	1,70 %	1,72 %	1,55 %	1,61 %	1,62 %

¹ Pour plus de détails sur les mesures d'exploitation selon la comptabilité de caisse, voir les tableaux 1 et 2 des pages 32 et 33.

² Coûts de restructuration liés aux acquisitions et aux mesures importantes de restructuration des activités (Valeurs Mobilières TD au quatrième trimestre de 2001, TD Waterhouse Group, Inc. au troisième trimestre de

2001, l'acquisition de Newcrest au premier trimestre de 2001 et l'acquisition de Canada Trust au deuxième trimestre de 2000), l'effet des réductions futures des taux d'impôt sur les soldes d'impôts futurs en 2001 et l'incidence nette des gains immobiliers et des hausses de la provision générale en 2001.

Analyse statistique des dix derniers exercices

(en millions de dollars)		2001	2000	1999
Bilan consolidé	Actif			
	Liquidités	5 945 \$	4 187 \$	6 226 \$
	Valeurs mobilières achetées en vertu de prises en pension	20 205	13 974	25 708
	Valeurs mobilières	97 194	85 387	69 093
	Prêts	68 866	76 321	56 002
	Prêts hypothécaires résidentiels	50 807	44 400	31 483
	Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	9 122	9 812	9 040
	Réévaluation du marché des instruments dérivés de négociation ¹	21 435	14 258	9 651
	Écart d'acquisition et actifs incorporels liés aux regroupements d'entreprises	6 616	7 835	909
	Terrains, constructions, matériel et mobilier et autres actifs	7 648	8 644	6 305
	Total	287 838 \$	264 818 \$	214 417 \$
	Passif			
	Dépôts – particuliers	95 982 \$	92 488 \$	52 774 \$
	– autres	97 932	93 320	87 612
	Acceptations	9 122	9 812	9 040
	Obligations liées aux valeurs mobilières vendues à découvert	21 436	19 007	15 044
	Obligations liées aux valeurs mobilières vendues en vertu de conventions de rachat	14 637	8 856	19 241
	Réévaluation du marché des instruments dérivés de négociation ¹	21 770	12 802	8 473
	Autres passifs	7 391	9 644	7 148
		268 270	245 929	199 332
	Effets subordonnés et débetures	4 892	4 883	3 217
	Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	1 272	1 656	335
	Avoir des actionnaires			
	Capital social – actions privilégiées	1 492	1 251	833
	– actions ordinaires	2 259	2 060	2 006
	Bénéfices non répartis	9 653	9 039	8 694
		13 404	12 350	11 533
	Total	287 838 \$	264 818 \$	214 417 \$
État consolidé des revenus²	Revenu d'intérêts	14 471 \$	13 675 \$	10 874 \$
	Frais d'intérêts	10 080	10 070	7 893
	Revenu d'intérêts net	4 391	3 605	2 981
	Provision pour pertes sur créances	920	480	275
	Revenu d'intérêts net après provision pour pertes sur créances	3 471	3 125	2 706
	Autres revenus			
	Revenus sur services de placement et de valeurs mobilières	2 205	2 640	1 721
	Commissions sur crédit	425	545	463
	Gains nets sur valeurs du compte de placement	216	382	362
	Revenu de négociation	1 318	1 225	679
	Frais de service	589	463	289
	Titrisations de prêts	272	236	94
	Revenu sur cartes	249	233	190
	Assurances	326	198	65
	Droits de fiducie	86	75	23
	Gains à la vente de placements immobiliers	350	–	–
	Divers	411	403	206
		6 447	6 400	4 092
	Revenu d'intérêts net et autres revenus	9 918	9 525	6 798
	Gains exceptionnels³	–	–	1 840
	Revenu d'intérêts net et autres revenus, compte tenu des gains exceptionnels	9 918	9 525	8 638
	Frais autres que d'intérêts			
	Salaires et avantages sociaux	3 708	3 399	2 483
	Frais d'occupation des locaux, amortissement compris	592	498	373
	Frais de matériel et mobilier, amortissement compris	656	561	395
	Coûts de restructuration	239	475	–
	Divers	1 969	1 849	1 257
		7 164	6 782	4 508
	Frais autres que d'intérêts, compte non tenu de l'amortissement de l'écart d'acquisition/des actifs incorporels hors caisse	7 164	6 782	4 508
	Revenu avant provision pour impôts sur les bénéfices	2 754	2 743	4 130
	Provision pour impôts sur les bénéfices	697	919	1 100
	Revenu avant part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	2 057	1 824	3 030
	Part des actionnaires sans contrôle dans le revenu net de filiales	45	77	5
	Revenu net – comptabilité de caisse	2 012	1 747	3 025
	Dividendes sur actions privilégiées	83	56	43
	Revenu net applicable aux actions ordinaires – comptabilité de caisse	1 929 \$	1 691 \$	2 982 \$
	Amortissement de l'écart d'acquisition/des actifs incorporels hors caisse, déduction faite des impôts et taxes	629	722	44
	Revenu net applicable aux actions ordinaires – comme présenté	1 300 \$	969 \$	2 938 \$

1998	1997	1996	1995	1994	1993	1992
3 079 \$	7 587 \$	5 216 \$	4 351 \$	3 148 \$	1 791 \$	2 523 \$
12 291	23 321	13 063	6 363	2 736	1 537	457
49 719	33 422	24 224	22 128	19 310	13 140	10 852
52 671	49 260	43 767	39 968	40 945	37 041	35 527
32 255	30 442	28 624	26 327	25 180	24 002	18 252
9 948	7 036	6 411	6 297	4 809	4 166	3 960
12 898	6 489	4 653	6 610	-	-	-
958	522	522	-	-	-	-
8 012	5 773	3 817	3 301	3 631	3 334	2 562
181 831 \$	163 852 \$	130 297 \$	115 345 \$	99 759 \$	85 011 \$	74 133 \$
47 693 \$	44 044 \$	43 546 \$	41 551 \$	41 181 \$	40 394 \$	30 513 \$
72 984	66 582	44 017	39 580	39 282	27 345	29 178
9 948	7 036	6 411	6 297	4 809	4 166	3 960
13 034	9 640	6 363	6 098	1 604	1 131	551
8 421	15 199	11 807	3 627	2 033	1 423	599
12 232	6 485	4 786	6 477	-	-	-
5 380	4 172	4 353	3 258	2 901	3 357	2 757
169 692	153 158	121 283	106 888	91 810	77 816	67 558
3 606	3 391	2 335	2 404	2 510	2 179	1 560
-	-	-	-	-	-	-
845	546	534	535	397	408	456
1 301	1 297	1 305	882	879	877	877
6 387	5 460	4 840	4 636	4 163	3 731	3 682
8 533	7 303	6 679	6 053	5 439	5 016	5 015
181 831 \$	163 852 \$	130 297 \$	115 345 \$	99 759 \$	85 011 \$	74 133 \$
9 997 \$	7 826 \$	7 322 \$	7 266 \$	5 814 \$	5 385 \$	5 229 \$
7 056	5 004	4 855	4 888	3 363	3 122	3 134
2 941	2 822	2 467	2 378	2 451	2 263	2 095
450	360	152	180	345	600	543
2 491	2 462	2 315	2 198	2 106	1 663	1 552
1 217	952	440	267	230	149	90
403	352	312	289	243	178	171
386	329	103	92	32	(60)	1
298	270	186	150	129	119	84
283	268	260	251	240	231	228
33	-	-	-	-	-	-
180	165	150	133	87	109	96
56	42	31	46	26	17	17
21	30	23	19	18	13	-
-	-	-	-	-	-	-
320	242	244	214	174	184	170
3 197	2 650	1 749	1 461	1 179	940	857
5 688	5 112	4 064	3 659	3 285	2 603	2 409
-	-	-	-	-	-	-
5 688	5 112	4 064	3 659	3 285	2 603	2 409
2 167	1 826	1 452	1 305	1 221	1 061	971
344	313	283	283	276	266	237
335	270	237	216	179	163	154
-	-	-	-	-	140	-
1 042	917	682	609	533	535	412
3 888	3 326	2 654	2 413	2 209	2 165	1 774
1 800	1 786	1 410	1 246	1 076	438	635
617	641	496	452	393	163	227
1 183	1 145	914	794	683	275	408
-	-	-	-	-	-	-
1 183	1 145	914	794	683	275	408
45	31	32	38	40	29	32
1 138 \$	1 114 \$	882 \$	756 \$	643 \$	246 \$	376 \$
62	57	-	-	-	-	-
1 076 \$	1 057 \$	882 \$	756 \$	643 \$	246 \$	376 \$

¹ Étant donné que l'information ne peut être raisonnablement établie, les montants des exercices antérieurs à 1995 n'ont pas été retraités pour refléter la présentation distincte de la réévaluation du marché des instruments dérivés de négociation.

² En 1997, la Banque a adopté les mesures d'exploitation selon la comptabilité de caisse. Voir les tableaux 1 et 2 des pages 32 et 33 pour plus de détails.

³ Gains exceptionnels à la vente de TD Waterhouse Group, Inc. et Knight/Trimark en 1999.

(en millions de dollars)		2001	2000	1999	
État consolidé des modifications survenues dans l'avoir des actionnaires	Actions privilégiées				
	Solde en début d'exercice	1 251 \$	833 \$	845 \$	
	Produit des émissions d'actions	225	410	–	
	Rachats d'actions	–	–	–	
	Rajustement de conversion sur les actions émises en une monnaie étrangère	16	8	(12)	
	Solde en fin d'exercice	1 492	1 251	833	
	Actions ordinaires				
	Solde en début d'exercice	2 060	2 006	1 301	
	Actions émises à l'acquisition de filiales	181	41	–	
	Produit des actions émises au comptant	–	–	700	
	Produit des actions émises à l'exercice d'options	18	13	5	
	Actions achetées aux fins d'annulation	–	–	–	
	Solde en fin d'exercice	2 259	2 060	2 006	
	Bénéfices non répartis				
	Solde en début d'exercice	9 039	8 694	6 387	
	Revenu net	1 383	1 025	2 981	
	Dividendes sur actions privilégiées	(83)	(56)	(43)	
	Dividendes sur actions ordinaires	(684)	(572)	(433)	
	Rajustements de conversion de monnaies étrangères, déduction faite des impôts sur les bénéfices	171	2	(149)	
	Actions achetées aux fins d'annulation	–	–	–	
	Options d'achat d'actions réglées au comptant, déduction faite des impôts sur les bénéfices	(39)	(41)	(37)	
	Obligations découlant de l'adoption d'une nouvelle norme comptable pour les avantages sociaux futurs, déduction faite des impôts sur les bénéfices	(132)	–	–	
Divers	(2)	(13)	(12)		
Solde en fin d'exercice	9 653	9 039	8 694		
Total de l'avoir en actions ordinaires	11 912	11 099	10 700		
Total de l'avoir	13 404 \$	12 350 \$	11 533 \$		
Autres statistiques¹					
Par action ordinaire²	1	Revenu net – comptabilité de caisse – compte non tenu des éléments exceptionnels ³	3,31 \$	3,16 \$	2,39 \$
	2	Dividendes	1,09	0,92	0,72
	3	Valeur comptable	18,97	17,83	17,25
	4	Cours de clôture	35,94	41,95	33,75
	5	Cours de clôture par rapport à la valeur comptable	1,89	2,35	1,96
	6	Plus-value du cours de clôture	(14,3)%	24,3%	47,1%
	7	Total du rendement du marché	(11,7)	27,0	50,2
Ratios de rendement	8	Rendement de l'avoir des détenteurs d'actions ordinaires – comptabilité de caisse – compte non tenu des éléments exceptionnels ³	18,0%	18,0%	16,7%
	9	Rendement de l'actif pondéré en fonction des risques – comptabilité de caisse – compte non tenu des éléments exceptionnels ³	1,68	1,67	1,35
	10	Efficience ⁴	64,5	61,8	62,6
	11	Marge des taux d'intérêt nette (É.F.)	1,83	1,63	1,70
	12	Ratio de distribution sur actions ordinaires – comptabilité de caisse – compte non tenu des éléments exceptionnels ³	33,0	29,2	30,3
	13	Rendement boursier ⁵	2,7	2,3	2,1
	14	Ratio cours/bénéfice – comptabilité de caisse – compte non tenu des éléments exceptionnels ³	10,9	13,3	14,1
Qualité de l'actif	15	Prêts douteux nets en % des prêts nets ⁶	–%	(0,1)%	(0,3)%
	16	Prêts douteux nets en % de l'avoir en actions ordinaires	(0,4)	(1,4)	(2,4)
	17	Provision pour pertes sur créances en % de la moyenne nette des prêts ⁶	0,71	0,39	0,28
Ratios de capital	18	Capital de catégorie 1 par rapport à l'actif pondéré en fonction des risques	8,4%	7,2%	10,1%
	19	Total du capital par rapport à l'actif pondéré en fonction des risques	11,9	10,8	13,3
	20	Avoir en actions ordinaires par rapport au total de l'actif	4,1	4,2	5,0
Divers	21	Nombre d'actions ordinaires en circulation (en milliers) ²	628 451	622 616	620 343
	22	Capitalisation boursière (en millions)	22 587 \$	26 119 \$	20 937 \$
	23	Nombre d'employés	45 565	45 026	30 636
	24	Nombre de succursales de services de détail au Canada ⁷	1 294	1 357	904
	25	Nombre de bureaux de courtage de détail	276	292	269
	26	Nombre de guichets automatiques	2 777	2 836	2 164

	1998	1997	1996	1995	1994	1993	1992
	546 \$	534 \$	535 \$	397 \$	408 \$	456 \$	496 \$
	350	-	-	225	234	-	-
	(75)	-	-	(85)	(248)	(48)	(40)
	24	12	(1)	(2)	3	-	-
	845	546	534	535	397	408	456
	1 297	1 305	882	879	877	877	877
	-	1	459	-	-	-	-
	-	-	-	-	-	-	-
	4	21	12	3	2	-	-
	-	(30)	(48)	-	-	-	-
	1 301	1 297	1 305	882	879	877	877
	5 460	4 840	4 636	4 163	3 731	3 682	3 505
	1 121	1 088	914	794	683	275	408
	(45)	(31)	(32)	(38)	(40)	(29)	(32)
	(392)	(335)	(302)	(265)	(238)	(229)	(229)
	270	120	(8)	(13)	44	26	30
	-	(222)	(375)	-	-	-	-
	(25)	(6)	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-	-	-
	(2)	6	7	(5)	(17)	6	-
	6 387	5 460	4 840	4 636	4 163	3 731	3 682
	7 688	6 757	6 145	5 518	5 042	4 608	4 559
	8 533 \$	7 303 \$	6 679 \$	6 053 \$	5 439 \$	5 016 \$	5 015 \$
	1,92 \$	1,87 \$	1,48 \$	1,25 \$	1,07 \$	0,41 \$	0,62 \$
	0,66	0,56	0,50	0,44	0,39	0,38	0,38
	12,94	11,38	10,15	9,16	8,37	7,65	7,57
	22,95	25,83	15,68	11,88	10,25	10,50	9,07
	1,77	2,27	1,54	1,30	1,22	1,37	1,20
	(11,1)%	64,8%	32,0%	15,9%	(2,4)%	15,9%	(2,0)%
	(8,6)	68,3	36,2	20,1	1,4	20,1	2,1
	15,9%	17,4%	15,4%	14,3%	13,3%	5,4%	8,4%
	1,15	1,18	1,06	0,99	0,90	0,40	0,62
	63,8	61,2	61,0	60,2	59,6	59,2	57,6
	1,95	2,35	2,53	2,65	2,95	3,14	3,48
	34,4	30,0	34,3	35,1	37,0	93,0	60,9
	2,4	2,7	3,7	4,0	3,8	4,2	4,1
	11,9	13,8	10,6	9,5	9,6	25,7	14,5
	(0,3)%	(0,1)%	0,4%	1,0%	1,0%	1,9%	2,8%
	(3,4)	(1,2)	5,6	12,8	14,4	26,5	34,8
	0,48	0,43	0,20	0,23	0,48	0,91	0,94
	7,2%	6,6%	6,8%	7,4%	6,9%	6,7%	7,4%
	11,0	10,2	9,3	10,3	10,2	9,7	9,9
	4,2	4,1	4,9	5,1	5,1	5,4	6,2
	594 238	593 892	605 406	602 806	602 402	602 180	602 180
	13 638 \$	15 337 \$	9 490 \$	7 158 \$	6 175 \$	6 323 \$	5 459 \$
	29 236	28 001	26 815	25 413	25 767	25 603	23 514
	916	913	947	952	965	967	896
	254	198	157	54	41	-	-
	2 124	2 038	1 991	1 966	1 891	1 858	1 663

¹ En 1997, la Banque a adopté les mesures d'exploitation selon la comptabilité de caisse. Voir les tableaux 1 et 2 des pages 32 et 33 pour plus de détails.

² Rajustés afin de tenir compte du dividende en actions à raison d'une pour une versé le 31 juillet 1999.

³ Coûts de restructuration liés aux acquisitions et aux mesures importantes de restructuration des activités (Valeurs Mobilières TD en 2001, TD Waterhouse Group, Inc. en 2001, l'acquisition de Newcrest en 2001 et l'acquisition de Canada Trust en 2000), l'effet des réductions futures de taux d'impôt sur les soldes d'impôts futurs en 2001, l'incidence nette des gains immobiliers et des hausses de la provision générale en 2001 ainsi que les gains exceptionnels à la vente de TD Waterhouse Group, Inc. et Knight/Trimark en 1999.

⁴ Efficience, compte non tenu de l'amortissement de l'écart d'acquisition/des actifs incorporels hors caisse et de tous les éléments exceptionnels.

⁵ Dividendes versés au cours de l'exercice divisés par le cours moyen – haut et bas – des actions ordinaires de l'exercice. Rendement de 1994 et des exercices précédents fondé sur les dividendes versés au cours de l'exercice divisés par le cours des actions à l'ouverture.

⁶ Comprend les engagements de clients en contrepartie d'acceptations.

⁷ Comprend les succursales de services de détail, les centres de services aux clients privilégiés et les bureaux de fiducie.

Conseil d'administration

Cette partie de notre rapport annuel vous renseigne sur notre conseil d'administration ainsi que notre direction et la façon dont ils veillent à la bonne marche de l'ensemble du Groupe Financier Banque TD.

Le conseil d'administration et la direction de TD ont établi des pratiques saines en matière de gouvernement d'entreprise qui sont appropriées pour une institution financière de classe mondiale. Ces pratiques sont conformes aux lignes directrices sur le gouvernement d'entreprise préconisées par la Bourse de Toronto. Un tableau détaillé expliquant comment les pratiques de gouvernement d'entreprise de TD s'alignent sur ces lignes directrices figure dans la circulaire de procuration de la direction, publiée pour l'assemblée annuelle de 2002.

Conseil d'administration

Le conseil d'administration a la responsabilité de surveiller notre gestion ainsi que nos affaires et de prendre toutes les décisions stratégiques importantes pour TD. Les objectifs du Conseil sont les suivants :

- protéger notre actif;
- assurer notre viabilité;
- améliorer notre rentabilité;
- faciliter l'expansion de nos activités;
- voir à l'efficacité de nos activités.

Le Conseil a mis sur pied trois comités, décrits à la page suivante. Les principales responsabilités du Conseil et de ses comités sont les suivantes :

- surveiller l'efficacité de nos pratiques de gouvernement d'entreprise et approuver tout changement;
- approuver et surveiller l'application de nos stratégies;
- approuver les politiques de rémunération et la rémunération des cadres supérieurs;
- approuver les budgets d'exploitation et d'investissement ainsi que les demandes particulières à l'égard d'importantes dépenses en capital;
- surveiller le repérage et la gestion des risques d'exploitation. Des renseignements supplémentaires sur la gestion des risques sont présentés à partir de la page 24;
- s'assurer que des systèmes appropriés de présentation de l'information financière et de contrôle financier sont en place et approuver la qualité et la suffisance de l'information fournie aux administrateurs;
- examiner et approuver les contrôles internes, y compris les systèmes d'information de gestion et les procédés de vérification;
- voir aux communications avec les actionnaires et les autres parties intéressées;
- voir à la planification de la relève et approuver les décisions à cet égard pour les cadres supérieurs;
- établir nos politiques générales.

Le Conseil s'attend à ce que le chef de la direction et les autres dirigeants gèrent tous les aspects de nos activités et affaires afin d'atteindre nos objectifs, et évalue leur rendement en conséquence. Il convient de se reporter à l'analyse par la direction des résultats d'exploitation, qui débute à la page 17.

Composition et indépendance du Conseil

Le tableau de droite présente nos administrateurs individuellement et indique leur fonction principale.

Les administrateurs sont nommés pour exercer leur jugement de façon indépendante sur toute question. Selon la politique de la Banque, pas plus d'un tiers des administrateurs ne devrait faire partie du groupe de TD ni avoir de lien avec elle. Actuellement, nous sommes loin de cette limite, car seulement trois de nos administrateurs sont liés à la Banque ou font partie de son groupe, y compris M. Baillie et M. Clark.

Le Conseil et les comités peuvent choisir de se réunir hors de la présence de la direction, et, selon la politique du Conseil, ils doivent le faire au moins quatre fois par année. Au cours de ces réunions, le principal administrateur en assure la présidence. Selon nos politiques de gouvernement d'entreprise, le Conseil, les comités et, avec l'approbation du comité de gouvernement d'entreprise, chaque administrateur peuvent retenir les services de conseillers indépendants, aux frais de TD, pour toute question relative à TD.

La plupart des membres de tous les comités de TD n'ont pas de lien avec celle-ci. En outre, les dirigeants de TD ne peuvent faire partie du comité de vérification et de gestion des risques, du comité de gouvernement d'entreprise ni du comité sur les ressources en gestion.

Chaque administrateur est responsable devant les actionnaires et les autres administrateurs. En outre, chaque administrateur évalue annuellement l'efficacité du Conseil et de ses comités.

Principal administrateur

Le rôle du principal administrateur de TD est de faciliter le fonctionnement du conseil d'administration indépendamment de la direction et d'améliorer et de maintenir la qualité du gouvernement d'entreprise de TD. Le principal administrateur agit à titre de contact indépendant pour les autres administrateurs. Il est choisi par les membres du conseil d'administration qui ne font pas partie de la direction et il agit aussi à titre de président du comité de gouvernement d'entreprise.

A. Charles Baillie
Président du Conseil et chef de la direction
La Banque Toronto-Dominion
Toronto

W. Edmund Clark
Président et chef de l'exploitation
La Banque Toronto-Dominion
Toronto

Eleanor R. Clitheroe
Présidente et chef de la direction
Hydro One Inc.
Toronto

Marshall A. Cohen*
Avocat
Cassels Brock & Blackwell
Toronto

Wendy K. Dobson
Professeure et directrice
Institute for International Business
Joseph L. Rotman School of Management
University of Toronto
Toronto

Darren Entwistle
Président et chef de la direction
TELUS Corporation
Vancouver

Henry H. Ketcham
Président du conseil, président et chef de la direction
West Fraser Timber Co. Ltd.
Vancouver

Pierre H. Lessard
Président et chef de la direction
Métro Inc.
Montréal

*Principal administrateur

Brian F. MacNeill
Président du conseil d'administration
Petro-Canada
Calgary

Roger Phillips
Administrateur de société et ancien président et chef de la direction de IPSCO Inc.
Regina

Edward S. Rogers
Président et chef de la direction
Rogers Communications Inc.
Toronto

Helen K. Sinclair
Chef de la direction
BankWorks Trading Inc.
Toronto

Donald R. Sobey
Président du conseil
Empire Company Limited
Stellarton

Michael D. Sopko
Président du conseil
Inco Limitée
Toronto

John M. Thompson
Vice-président du conseil d'administration
IBM Corporation
Armonk

Richard M. Thomson
Ancien président du Conseil et chef de la direction
La Banque Toronto-Dominion
Toronto

Questions des actionnaires

Notre Service de relations avec les actionnaires fournit de l'information à ces derniers et répond à leurs questions. Les questions ou les suggestions sont transmises au comité ou à la personne appropriée. Consultez la page 85 pour savoir comment communiquer avec nous. Nous avons aussi nommé un ombudsman pour aider les clients qui, après avoir communiqué avec les bureaux de leur succursale et de leur division, estiment qu'un problème demeure irrésolu. Le bureau de l'ombudsman examine, de façon indépendante et impartiale, les problèmes entre TD et ses clients.

Comités du Conseil

Le tableau ci-dessous présente les membres et les responsabilités de chaque comité du conseil d'administration.

COMITÉ	MEMBRES	RESPONSABILITÉS
Vérification et gestion des risques	Wendy K. Dobson (présidente) Darren Entwistle Brian F. MacNeill Henry H. Ketcham Pierre H. Lessard Helen K. Sinclair	<ul style="list-style-type: none"> • Passe en revue les états financiers de TD avant leur approbation par le Conseil. • Évalue et approuve les procédés de contrôle interne. • Passe en revue les placements et les opérations qui pourraient nuire à la santé financière de TD. • Examine et approuve les politiques et les procédés se rapportant à certaines normes de la Société d'assurance-dépôts du Canada (SADC). • Supervise les systèmes de gestion des risques de TD ainsi que son programme de rendement et de conformité à la réglementation. • Examine les procédés visant les opérations avec des apparentés de TD et les approuve, au sens de la <i>Loi sur les banques</i>, et s'assure que toute opération ayant une incidence importante sur la stabilité ou la solvabilité de TD est relevée. • Surveille les procédés afin de résoudre les conflits d'intérêts et de restreindre la circulation de renseignements confidentiels. • Surveille les procédés se rapportant à la présentation de l'information aux clients de TD en vertu des exigences de la <i>Loi sur les banques</i>. <p>Le comité rencontre régulièrement les vérificateurs des actionnaires et le surintendant des institutions financières du Canada, ainsi que le chef des finances, le vice-président à la direction, Direction des risques du groupe, le vérificateur en chef et le premier vice-président, Service de la conformité, de TD dans le cadre de ses fonctions.</p>
Gouvernement d'entreprise	Marshall A. Cohen (président) Eleanor R. Clitheroe Pierre H. Lessard Edward S. Rogers Michael D. Sopko	<ul style="list-style-type: none"> • Est responsable des questions de gouvernement d'entreprise, y compris les structures et les procédés liés au fonctionnement indépendant du Conseil. • Recommande les critères pour la composition du Conseil et des comités ainsi que le nombre d'administrateurs. • Repère les candidats susceptibles de siéger au Conseil, examine leurs compétences et les recommande. • Offre un programme d'orientation aux nouveaux administrateurs et une formation continue aux administrateurs. • Révise la description du poste d'administrateur. • Se tient au courant des dernières exigences, tendances et directives réglementaires en matière de gouvernement d'entreprise et en informe le Conseil. • Évalue annuellement l'efficacité du Conseil (y compris l'examen de l'évaluation annuelle par les administrateurs) et de ses comités ainsi que la contribution de chaque administrateur. • Surveille les fonctions de l'ombudsman de TD. • Examine et approuve les modifications apportées aux procédés visant la résolution de conflits d'intérêts, la divulgation de renseignements aux clients de TD et la restriction de la circulation de renseignements confidentiels.
Ressources de gestion	John M. Thompson (président) Marshall A. Cohen Brian F. MacNeill Roger Phillips Donald R. Sobey	<ul style="list-style-type: none"> • Passe en revue et approuve les politiques et pratiques de rémunération des dirigeants et administrateurs ainsi que les régimes d'avantages sociaux de TD, seul ou conjointement avec le Conseil. • Examine les changements organisationnels importants. • Suit de près la planification de la relève. • Étudie les candidatures aux postes de haute direction et fait des recommandations à cet égard au Conseil. • Recommande au Conseil les modalités et conditions de tout régime d'incitation ou régime de rémunération différée pour les dirigeants de TD. • Examine les régimes de retraite des dirigeants et les prêts accordés aux cadres supérieurs. • Passe en revue la description du poste et les objectifs du chef de la direction.

Haute direction

Président du Conseil et chef de la direction
A. Charles Baillie
Toronto

Président et chef de l'exploitation
W. Edmund Clark¹
Toronto

PREMIERS VICE-PRÉSIDENTS À LA DIRECTION :

Premier vice-président à la direction
Stephen D. McDonald
New York, New York

Premier vice-président à la direction
Donald A. Wright
Toronto

VICE-PRÉSIDENTS À LA DIRECTION :

T. Christian Armstrong¹
Toronto

Allen W. Bell
Oakville

Robert E. Dorrance^{1,2}
Toronto

Bernard Dorval¹
Toronto

Michael A. Foulkes
Toronto

J. David Livingston
Toronto

Michael W. MacBain²
Toronto

Robert F. MacLellan
Toronto

Daniel A. Marinangeli
Toronto

Christopher A. Montague¹
Oakville

Frank J. Petrilli
Irvington, New York

Andrea S. Rosen
Toronto

Thomas R. Spencer
Toronto

Fredric Tomczyk¹
London

Diane E. Walker¹
New York, New York

PREMIERS VICE-PRÉSIDENTS :

Chef de l'administration et chef des finances, Valeurs Mobilières TD
Riaz Ahmed
Oakville

Services de placement, Valeurs Mobilières TD
Rod Ashtaryeh³
New York, New York

Directeur adjoint du Service juridique
Robert M. Aziz¹
Oakville

Services bancaires électroniques, TD Canada Trust
Cathy L. Backman
Toronto

Région suburbaine du Grand Toronto, Distribution de services de détail, TD Canada Trust
Joan D. Beckett¹
Toronto

Valeurs Mobilières TD
Peter A. Bethlenfalvy
New York, New York

Services de placement, Valeurs Mobilières TD
Julian M. Bott
New York, New York

Services de placement, Valeurs Mobilières TD
Pierre de Guise Boulanger
Singapour

Ressources humaines, TD Canada Trust
Richard Campbell³
Toronto

Région centrale de l'Ontario, Distribution de services de détail, TD Canada Trust
John Capozzolo^{1,3}
Toronto

Services informatiques, Exploitation du Groupe
James E. Chamberlain
Oakville

Chef du crédit, Direction des risques du Groupe
Mark R. Chauvin
Burlington

District du Grand Toronto, Services Bancaires Commerciaux
James E. Coccimiglio
Pickering

Services de placement, Valeurs Mobilières TD
John F. Coombs
Toronto

Planification du marketing, Marketing
Barbara I. Cromb
Toronto

Services de placement, Valeurs Mobilières TD
Ian S. Crowe
Darien, Connecticut

Exploitation du Groupe
John T. Davies
Mississauga

Services bancaires de base et petites entreprises, Produits bancaires de détail et assurances, TD Canada Trust
Suzanne Deuel
Toronto

Services Bancaires Commerciaux
Robin A. Dines
Pickering

Région du sud-ouest de l'Ontario, Distribution de services de détail, TD Canada Trust
Alexandra P. Dousmanis-Curtis
London

TD Waterhouse Bank N.V.
Kenneth L. Dowd
Manchester, Angleterre

Économiste en chef, Services économiques TD
Don Drummond¹
Toronto

TD Waterhouse Bank N.V.
Kenneth L. Dowd
Manchester, Angleterre

Économiste en chef, Services économiques TD
Don Drummond¹
Toronto

District de l'Ouest, Services Bancaires Commerciaux
Christopher D. Dyrda
Calgary

Ombudsman
David M. Fisher
Burlington

King et Bay/Comptes nationaux, Services Bancaires Commerciaux
Gary Flowers
Mississauga

Directeur de projet, TD Bank USA, Services bancaires électroniques, TD Canada Trust
Gordon E. Forfar
Thornhill

Services de placement, Valeurs Mobilières TD
Steve H. Fryer
Templestowe, Australie

Fonds Mutuels TD, Gestion de Placements TD
Stephen Geist¹
Pulinch

Chef de la technologie Exploitation du Groupe
Stephen L. Gesner
Oakville

Institutions gouvernementales et financières, Direction des risques du Groupe
Nadine M. Gilchrist
Toronto

Gestion des portefeuilles de crédit, Valeurs Mobilières TD
Elizabeth Gile^{1,3}
New York, New York

Ressources humaines du Groupe
Brian J. Haier
Toronto

TD Waterhouse Bank, North America, Services bancaires électroniques, TD Canada Trust
Robert A. Hamilton
Toronto

TD Waterhouse Investor Services (USA) Inc.
Janet M. Hawkins¹
New York, New York

Région des États-Unis, Valeurs Mobilières TD
P. Joseph Hegener³
Darien, Connecticut

Prêts personnels et Visa, Produits bancaires de détail et assurances, TD Canada Trust
Timothy D. Hockey¹
Mississauga

Région centrale du Canada, Distribution de services de détail, TD Canada Trust
Brian Hornung¹
Winnipeg

Service de la conformité
Geoffrey Horrocks
Mississauga

Services bancaires électroniques, TD Canada Trust
Charles A. Hounsell¹
London

Finances, TD Canada Trust
Paul W. Huyer
Toronto

Opérations de change et marchés monétaires, Valeurs Mobilières TD
Martine Irman
Toronto

Trésorerie et gestion du bilan, Finances du Groupe
Alan Jette¹
Toronto

Planification et analyse financières, Finances du Groupe
David E. Kay
Ajax

Groupe Vie TD, Produits bancaires de détail et assurances, TD Canada Trust
Sean E. Kilburn
Toronto

District du Québec, Services Bancaires Commerciaux
Louis Larivière
Brossard

Région du Québec, Distribution de services de détail, TD Canada Trust
Robert R. Laverdure
Westmount

TD Evergreen, Gestion de patrimoine TD
Peter H. Lee
Toronto

Prêts immobiliers garantis, Produits bancaires de détail et assurances, TD Canada Trust
Richard A. Lunny
Toronto

Services de placement, Valeurs Mobilières TD
John B. MacIntyre
Toronto

Produits dérivés, Valeurs Mobilières TD
Jason A. Marks³
Toronto

TD Waterhouse Investor Services (Europe) Inc.
Bharat Masrani
Londres, Angleterre

Groupe – Clients Privilégiés, Gestion de patrimoine TD
Margo M. McConvey
Mississauga

Région est de l'Ontario, Distribution de services de détail, TD Canada Trust
Ron McInnis³
Ottawa

Politique des risques de marché, Direction des risques du Groupe
Nico Meijer¹
Toronto

Services de placement, Valeurs Mobilières TD
Patrick B. Meneley^{1,3}
Toronto

Services de publicité et de marketing, Marketing
Dominic Mercuri¹
Burlington

Région de l'Atlantique, Distribution de services de détail, TD Canada Trust
David I. Morton
Bedford

TD MarketSite, Services Bancaires Commerciaux
Somasundar K. Mosur
Mississauga

Services d'Investissement TD Waterhouse (Canada) inc.
Gerard J. O'Mahoney
Oakville

Approbation de crédit et Gestion de portefeuilles, Produits bancaires de détail et assurances, TD Canada Trust
Dwight P. O'Neill¹
Toronto

TD Capital Quantitatif, Gestion de Placements TD
Barbara F. Palk
Toronto

Affaires internes et publiques
Kerry A. Peacock¹
Toronto

Gestion privée TD, Gestion de Placements TD
John R. Pepperell
Toronto

TD Waterhouse Investor Services (UK) Inc.
Tim Pinnington¹
Manchester, Angleterre

Région du Pacifique, Distribution de services de détail, TD Canada Trust
Suzanne E. Poole
Vancouver

Vérificateur principal, Vérification
Pankaj Puri
Toronto

Ressources humaines du Groupe
S. Kenneth Pustai¹
Oakville

Services de développement, Exploitation du Groupe
Claudia Radasanu
Toronto

Gestion de portefeuille et recherche, Gestion de Placements TD
Satish C. Rai
Pickering

Crédit aux grandes entreprises, Direction des risques du Groupe
Lisa A. Reikman
Toronto

Services d'Investissement TD Waterhouse (Canada) inc.
John G. See
Oakville

Services aux succursales, Produits bancaires de détail et assurances, TD Canada Trust
Bruce M. Shirreff
Toronto

Stratégie, risque de crédit, Direction des risques du Groupe
J. David Sloan
Toronto

Services et ventes au détail, Distribution de services de détail, TD Canada Trust
John D. Steep¹
Toronto

Groupe – Clients Privilégiés, Gestion de patrimoine TD
Robert Strickland
Toronto

Région de l'Alberta, Distribution de services de détail, TD Canada Trust
R. Iain Strump
Calgary

TD Waterhouse Investor Services (Australia) Inc.
Ian B. Struthers
Singapour

TD Meloche Monnex Inc., Produits bancaires de détail et assurances, TD Canada Trust
Alain Thibault¹
Outremont

Actions privées, Valeurs Mobilières TD
Natalie Townsend
Toronto

Valeurs Mobilières TD
Lance D. Ugglia
St. Albans, Angleterre

Crédit commercial, Direction des risques du Groupe
Paul I. Verwymeren
Burlington

District de l'Ontario, Services Bancaires Commerciaux
Michael F. Walzak
Oakville

Région centrale du Grand Toronto, Distribution de services de détail, TD Canada Trust
M. Suellen Wiles¹
Mississauga

Tous les cadres supérieurs énumérés ont occupé des postes à la direction ou à la haute direction de la Banque au cours des cinq dernières années. La liste des cadres supérieurs figurant ci-dessus comprend leur municipalité de résidence. Cette liste est dressée au 1^{er} février 2002.

¹ Ces cadres supérieurs n'ont pas occupé de poste à la Banque au cours des cinq dernières années. Chacun d'entre eux a occupé un poste à la direction ou à la haute direction d'une autre institution financière, d'une société de conseils en placement, d'une société de relations publiques ou d'un cabinet d'avocats au cours des cinq dernières années.

² Nomination en date du 15 novembre 2001.

³ Nomination en date du 13 décembre 2001.

Information aux actionnaires et investisseurs

Renseignements généraux

Siège social
Adresse :
La Banque Toronto-Dominion
P.O. Box 1
Toronto-Dominion Centre
King St. W. et Bay St.
Toronto, Ontario
M5K 1A2
(416) 982-8222

Télécopieur :
(416) 982-5671

Télex :
Services généraux : 06524267
Réponse : Torbadom Tor

Câble : Torbadom, Toronto

Produits et services :
Communiquer avec
TD Canada Trust,
24 heures sur 24, 7 jours sur 7
1 866 567-8888

En français :
1 800 895-4463

En cantonais/mandarin :
1 800 387-2828

Service de télécommunications à
l'intention des malentendants :
1 800 361-1180

Renseignements généraux
et financiers :
Communiquer avec les
Affaires internes et publiques
au (416) 982-8578

Internet – site Web :
www.td.com

Internet – courrier électronique :
customer.service@td.com

Veillez noter qu'Internet n'est pas un système sûr et que la confidentialité et la sécurité des communications ne peuvent être assurées. La Banque Toronto-Dominion et ses filiales ne seront pas responsables des dommages que vous pourriez subir si vous utilisez Internet pour nous transmettre de l'information confidentielle ou de nature délicate ou pour recevoir de l'information par suite d'une demande de renseignements.

Assemblée annuelle

le 11 avril 2002
10 h 30
World Trade and Convention Centre
Halifax (Nouvelle-Écosse)

Vérificateurs

Ernst & Young s.r.l.
PricewaterhouseCoopers s.r.l.

Services aux actionnaires

Demandes des actionnaires :
Pour toute demande écrite autre
qu'un changement d'adresse ou
d'inscription des actions, s'adresser
au Secrétaire, Siège social.

Les actionnaires peuvent appeler le
Service de relations avec les action-
naires au (416) 944-5743 ou, sans
frais, au 1 866 756-8936.

Pour des renseignements destinés
aux actionnaires, appeler sans frais
au 1 800 463-9783 au Canada ou
aux États-Unis; au (416) 982-6397,
(416) 944-5743 ou, sans frais, au
1 866 756-8936 à Toronto.

Changement d'adresse ou
d'inscription :
Prière d'écrire à l'agent des
transferts de la Banque.

Agent des transferts :
Compagnie Trust CIBC Mellon
P.O. Box 7010
Adelaide Street Postal Station
Toronto, Ontario
M5C 2W9
(800) 387-0825
(416) 643-5500
www.cibcmellon.com ou
inquiries@cibcmellon.com

Co-agent des transferts et agent
comptable des registres :
Mellon Investor Services LLC
Overpeck Center
85 Challenger Road
Ridgefield Park, New Jersey 07660
(800) 370-1163

Agent de service aux
actionnaires au Japon :
Mizuho Trust &
Banking Co., Ltd.
1-17-7, Saga, Koto-ku
Tokyo, Japon
135-8722

Liste de distribution :
La Banque tient à jour une liste
de distribution afin que les action-
naires non inscrits puissent recevoir
les états financiers trimestriels et le
rapport annuel. Pour que votre nom
figure sur la liste, prière d'écrire à
l'agent des transferts de la Banque.

Communications en trop :
Certains actionnaires peuvent recevoir
plus d'un exemplaire des publications,
comme les états financiers trimestriels
et le rapport annuel. Les actionnaires
qui reçoivent des exemplaires de trop
doivent appeler le Service de
relations avec les actionnaires.

Inscription en bourse

Les actions ordinaires de
La Banque Toronto-Dominion sont
inscrites aux bourses suivantes :
Bourse de Toronto
Bourse de Londres
Bourse de New York
Bourse de Tokyo

Les actions privilégiées de
La Banque Toronto-Dominion
comportant un symbole au
téléscripteur sont inscrites à
la Bourse de Toronto.

Les actions privilégiées de série
A («TITRES DÉRIVÉS») de Société
d'investissement hypothécaire
TD sont inscrites à la Bourse
de Toronto.

Les titres de la Fiducie de capital
de Fiducie de capital TD sont
inscrites à la Bourse de Toronto.

Un certain nombre de billets
de dépôt émis par la Banque et
de billets garantis émis par les
filiales en propriété exclusive de
la Banque sont inscrits soit à la
Bourse du Luxembourg, à la
Bourse de Londres ou à la Bourse
d'Irlande.

Dividendes

Dépôt direct des dividendes :
Tous les actionnaires peuvent opter
pour le dépôt direct de leurs divi-
dendes dans un compte bancaire
au Canada ou aux États-Unis. Pour
ce faire, prière d'écrire à l'agent
des transferts de la Banque ou
d'appeler le Service de relations
avec les actionnaires.

Dividendes en dollars US :
Les paiements de dividendes envoyés
à des adresses aux États-Unis ou
versés directement dans des comptes
bancaires américains seront effectués
en dollars US, à moins que l'action-
naire n'en avise autrement l'agent
des transferts de la Banque. Les
autres actionnaires peuvent demander
que les dividendes leur soient versés
en dollars US, en écrivant à l'agent
des transferts de la Banque ou en
appelant le Service de relations avec
les actionnaires. Les dividendes
seront convertis en dollars US au
cours à midi de la Banque du Canada
le cinquième jour ouvrable suivant la
date de clôture des registres, à moins
d'avis contraire de la Banque.

Régime de réinvestissement des dividendes

Pour obtenir des renseignements
sur le régime de réinvestissement
des dividendes de la Banque, veuillez
communiquer avec notre Service de
relations avec les actionnaires, notre
agent des transferts ou visitez notre
site Web à td.com.

Services de débetures

Fiduciaire – débetures :
Société de fiducie Computershare
du Canada
Services aux entreprises
100 University Avenue, 11th Floor
Toronto, Ontario
M5J 2Y1

Actions	Symbole au téléscripteur	N° CUSIP
Actions ordinaires	TD	891160 50 9
Actions privilégiées de premier rang, catégorie A, rachetables, à dividende non cumulatif, série G	TD.PR.U	891160 87 1
Actions privilégiées de premier rang, catégorie A, rachetables, à dividende non cumulatif, série H	TD.PR.H	891160 85 5
Actions privilégiées de premier rang, catégorie A, rachetables, à dividende non cumulatif, série I		891160 77 2
Actions privilégiées de premier rang, catégorie A, rachetables, à dividende non cumulatif, série J	TD.PR.J	891160 79 8
Actions privilégiées de premier rang, catégorie A, rachetables, à dividende non cumulatif, série K	TD.PR.K	891160 76 4
Actions privilégiées de premier rang, catégorie A, rachetables, à dividende non cumulatif, série L	TD.PR.V	891160 75 6
TITRES DÉRIVÉS de Société d'investissement hypothécaire TD	TDB.M	871949 AA 1
Titres de la Fiducie de capital de Fiducie de capital TD	TDD.M	87807M AA 1

Copies of the Annual Report
are available in English from:
Corporate and Public Affairs
Department
Toronto-Dominion Bank
P.O. Box 1
Toronto-Dominion Centre
Toronto, Ontario
M5K 1A2

財務報告書の日本語版
(有価証券報告書より
抜粋)をご希望の方
は、下記にお申し出下
さい。
〒105-0001
東京都港区虎ノ門
4丁目3番地20号
神谷町森ビル16階
トロント・ドミニオン
銀行東京支店
(Tél. 03-5473-1610)

Conception graphique : Q30 Design Inc.
Traduction : Service national de
traduction/communications d'Ernst & Young
Impression : O'Keefe Printing Ltd.
Photographie : Bernard Bohn

♻️ Imprimé sur du papier recyclé sans chlore atomique
contenant un minimum de 10 % de déchets de
consommation. Seule une encre à faible teneur en
solvant et sulfurisée a été utilisée.

www.td.com

Le Groupe Financier Banque TD offre une gamme complète de services et produits financiers à plus de 13 millions de clients au Canada et ailleurs dans le monde par l'entremise de la Banque TD et de ses filiales. La Banque Toronto-Dominion, également connue sous les appellations «Banque TD» ou «TD», est désignée collectivement avec ses filiales comme le «Groupe Financier Banque TD».

Le Groupe Financier Banque TD se classe parmi les plus importantes sociétés de services financiers en direct du monde. Nous servons plus de 3,5 millions de clients par Internet. Le 31 octobre 2001, TD était la deuxième banque en importance du Canada sur le plan de la capitalisation boursière.

La Banque TD est une banque à charte de l'annexe 1, assujettie aux dispositions de la *Loi sur les banques* du Canada. Elle est issue de la fusion, le 1^{er} février 1955, de la Banque de Toronto, qui a obtenu une charte en 1855, et de la Banque Dominion, dont la charte remonte à 1869. Le siège social de la Banque TD est situé à Toronto, au Canada.

Nos actions ordinaires sont inscrites sous le symbole TD à la cote des Bourses suivantes : Bourse de Toronto, Bourse de Londres, Bourse de New York et Bourse de Tokyo.

